



CONSEIL COMMUNAL DU 10 FEVRIER 2015.

Séance publique du 10 février 2015.

Etaient présents : Mr. Ghysse, Bourgmestre-Président ; Mmes. et MM. Englebert, Quartassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens et Buyse, Echevins ; Mmes. et MM. Borcy, Langbord, Mokhtari, Rongé, Bentaha, Defays, El Yousfi, Bairouk, Richard, Huytebroeck, Roberti, Barghouti, Grippa, Gelas, Talhi, Plovie, Angeli, Criquelion, Pâques et Hacken, Conseillers communaux ; Mme. Moens, Secrétaire communale f.f.

La séance est ouverte à 19h40.

Le registre aux procès-verbaux a été mis à la disposition des conseillers communaux dès le 23 février 2015.

Monsieur le Secrétaire donne lecture des résolutions prises au cours de la séance du 16 décembre 2014.

Monsieur Rongé est désigné par le sort pour répondre le premier aux votes par appel nominal qui auront lieu au cours de la présente séance.

Tous les points sont approuvés à l'unanimité, sauf mentionné autrement.

Sont excusés : Messieurs et Mesdames Aréna, Chapelle, De Permentier, Lederer, Nocent, Sebahi et van Zeeland.

Une délégation de deux organisations syndicales (CSC et CGSP) sont présents.

On tient une minute de silence en mémoire des victimes des attentats de la semaine passée à Paris.

La séance publique est interrompue entre 21h et 22h25 pour procéder à une audition disciplinaire et l'examen des points en huis-clos.

Conseil communal du 10 février 2015

GEMEENTERAAD VAN 10 FEBRUARI 2015

Openbare zitting van 10 februari 2015.

Waren aanwezig : Dhr. Ghyssele, Burgemeester-Voorzitter ; Mevren. en Dhren. Englebert, Quartassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens en Buyse, Schepenen ; Mevren. en Dhren. Borcy, Langbord, Mokhtari, Rongé, Bentaha, Defays, El Yousfi, Bairouk, Richard, Huytebroeck, Roberti, Barghouti, Grippa, Gelas, Talhi, Plovie, Angeli, Criquelion, Pâques en Hacken, Gemeenteraadsleden ; Mevr. Moens, wd. Gemeentesecretaris.

De zitting wordt voor open verklaard om 19u40.

Het notulenboek werd ter beschikking gesteld van de raadsleden vanaf 23 februari 2015.

Dhr. Secretaris geeft voorlezing van de beslissingen genomen tijdens de zitting van 16 december 2014.

Dhr. Rongé wordt bij loting aangeduid om de eerste te antwoorden bij de stemmingen bij naamafroeping die zullen plaats hebben tijdens deze zitting.

Alle punten worden eenparig goedgekeurd, behalve indien anders vermeld.

Zijn verontschuldigd : De heren en Mevrouwen Aréna, Chapelle, De Permentier, Lederer, Nocent, Sebahi en van Zeeland.

Een afvaardiging van twee vakbondsorganisaties (CSC et CGSP) zijn aanwezig.

Er wordt een minuut stilte gehouden ter nagedachtenis van de slachtoffers van de aanslagen vorige week in Parijs.

De openbare zitting wordt geschorst tussen 21u en 22u25 om over te gaan tot een tuchtverhoor en de bespreking van de punten die op de agenda staan van de gesloten zitting.

Débat qui suit l'audition de Monsieur Van Kelegom

Madame Gelas :

Il est très difficile de se faire un jugement sans connaître les personnes. Ce Monsieur est quand même déjà employé depuis un certain temps dans la commune ? Est-ce qu'on n'a pas le droit de parler des antécédents ? Une sanction est aussi le résultat d'une accumulation de faits. Est-ce qu'il a dérapé une fois parce qu'il était dans une fonction qui ne lui convenait pas, ou est-ce que c'est à chaque fois qu'il occupait une fonction ? Comme cuisinier, ça n'allait pas bien non plus.

Monsieur Ghysse : le stage a été prolongé, on ne peut pas aller dans les détails pour des faits antérieurs.

Monsieur Borcy s'étonne que ce Monsieur ait été nommé. Il faudrait peut-être réfléchir à notre politique de nomination.

Monsieur Ghysse : « Il faut aussi considérer le cas social propre à Monsieur Van Kelegom : son âge, sa situation familiale, c'est extrêmement difficile, mais il y a aussi le problème envers tous les autres agents. Quand vous gardez un poids mort dans l'équipe, cela ne plaît pas aux autres car ils vous disent qu'ils doivent faire le travail de ceux qui ne font rien. Et quand on se sépare de quelqu'un on peut donner du travail à quelqu'un d'autre qui est plus méritant. Ce Monsieur a encore une chance, il est cuisinier, mais il faut faire un effort. Il y a une formule qui permet que ce Monsieur a droit aux allocations de chômage. On doit payer un rattrapage de cotisations qu'on n'a pas payé car il était statutaire, mais il ne perd pas ses droits aux indemnités. Le but n'est pas de tuer le Monsieur, mais de faire avancer la commune ».

Monsieur Barghouti fait deux remarques :

- 1) Il n'y a eu aucun témoignage en faveur de Monsieur Van Kelegom, c'est interpellant que quelqu'un qui est en service depuis plus de dix ans n'a pas une relation professionnelle qui lui permet un seul témoignage en sa faveur, ne pas pouvoir se faire un seul ami en plus de dix ans, ça suscite des questions.**
- 2) Je n'ai pas eu le sentiment qu'il y a une véritable prise de conscience de la part de Monsieur Van Kelegom des faits qu'on lui reproche, ça aussi, c'est interpellant.**

Monsieur Ghysse partage l'avis de Monsieur Barghouti. Il dit que dans ce dossier, il y a un autre membre du personnel qui est cité, qui a dérapé à deux reprises, on a fait une mise au point très sévère au niveau du collègue, il a été recadré et pour l'instant il ne dérape plus et il s'intègre dans les équipes et il a un comportement qui est redevenu normal. On est malheureusement confronté tous les jours à ce genre de situations, et c'est très lourd.

Monsieur Mokhtari constate que Monsieur Van Kelegom a aussi des problèmes hormonaux et il dit que cela peut jouer sur le moral des personnes. Il trouve qu'il faut rester humain, car on voit au physique de Monsieur Van Kelegom qu'il est malade. Monsieur Ghysse dit que depuis 25 ans, il commence à bien connaître la commune et qu'il y a des cas difficiles. Il dit qu'à chaque fois qu'on prend des mesures, il y a des problèmes qui surgissent : « celui-là, c'est un cas social » ; il y a toujours quelque chose. Aujourd'hui on a un collègue qui enfin a décidé de prendre ses responsabilités. On s'est séparé de certaines personnes au niveau du collègue qui étaient là depuis 15 ou 20 ans, et dont personne ne s'est rendu compte qu'on les avait licenciés, on ne sait pas encore aujourd'hui ce qu'ils faisaient comme travail, on en a pas entendu parler. On a une masse salariale qui est la première chose pointée par la Région, il y a des gens qu'on tire au quotidien comme des boulets, avec d'autre part des gens qui font leur boulot, qui font le double de boulot. Je vais vous donner un exemple : Récemment à l'occasion d'un incendie, où j'ai essayé de faire venir un « top-ingénieur » sur les lieux juste pour me dire si cet immeuble est stable, si cet immeuble est dangereux, j'ai finalement dû appeler

quelqu'un d'autre car je perdais mon temps. Il s'agissait de la responsabilité de la commune, de la responsabilité personnelle du Bourgmestre et on doit discuter avec des personnes qui trouvent 25.000 prétextes pour ne pas venir, pour refiler la patate chaude à quelqu'un d'autre. Moi personnellement, j'en ai ras-le-bol et je l'ai dit clairement aux organisations syndicales. Le contractuels et statutaires qui font leur travail : aucun problème, on ne demande pas aux agents de s'épuiser, mais il faut un minimum de confiance, quand on confie une tâche, on doit pouvoir être certain que cette tâche soit exécutée. C'est faux socialement de ne licencier personne, car on punit les autres. Je suis d'accord qu'il faut accompagner ce Monsieur, afin qu'il ne perde pas ses droits, mais il doit aussi rebondir lui-même.

Monsieur Loewenstein : « A chaque procédure disciplinaire, on revient pour dire qu'il y en a plein d'autres qui foirent dans leurs missions, mais si on ne commence pas par quelque chose, on ne va jamais y arriver. Ici on pose un exemple, il me semble que c'est important de le faire. A chaque décision qu'on prend, et on en a déjà plusieurs au niveau du collège, on revient avec la situation familiale et personnelle des personnes, et on n'est pas insensible à tout ça, mais on a notre responsabilité par rapport au service public, si on garde les gens « par pitié », on ne va jamais avancer, on ne va jamais arriver à faire fonctionner cette administration ».

Monsieur Rongé se demande ce que ce Monsieur va faire en attendant que la décision se prenne.

Monsieur Ghysse dit qu'en attendant il continue à faire ce qu'il fait actuellement. Il rajoute que les avantages du statut risquent d'être mis en cause à cause des abus.

Monsieur Englebert trouve qu'une sanction exemplaire se justifie à cause des plaintes. La situation familiale est interpellante, mais il trouve que quand on a charge de famille, on doit faire encore plus attention à conserver son travail et il trouve qu'une bonne manière de défendre le service public, c'est d'être exigeant et en particulier avec les agents statutaires.

Debat volgend op het verhoor van de heer Van Kelegom

Mevrouw Gelas:

Het is moeilijk een oordeel te vellen zonder de personen te kennen. Deze heer is toch al enkele jaren in dienst van de gemeente? Heeft men dan het recht niet over zijn voorgeschiedenis te praten? Een sanctie is ook het resultaat van een opeenstapeling van feiten. Liep het één keer uit de hand omdat hij een functie bekleedde waarvoor hij niet geschikt was, of liep het iedere keer mis ongeacht zijn functie? Ook als kok heeft hij het er niet goed van afgebracht.

De heer Ghysse: de stage werd verlengd. Over vroegere feiten kunnen we niet in detail treden.

De heer Borcy verbaast zich erover dat deze heer benoemd is geraakt. Misschien moet er worden nagedacht over ons benoemingsbeleid.

De heer Ghysse: "We moeten ook rekening houden met de sociale situatie van de heer Van Kelegom: zijn leeftijd, zijn gezinssituatie,... Dit ligt allemaal moeilijk, maar er is ook het probleem tegenover de andere agenten. Wanneer men een dood gewicht in een team houdt, staat dat de anderen niet aan, want ze zullen zeggen dat zij het werk moeten doen van diegenen die niets uitvoeren. En wanneer men afscheid neemt van iemand, kan men werk geven aan iemand anders die dit meer verdient. Deze heer heeft nog een kans: hij is kok, maar hij moet een inspanning leveren. Er bestaat een formule waardoor hij

recht op een werkloosheidsuitkering zou krijgen. We zouden achterstallige bijdragen moeten betalen aangezien de persoon statutair was, maar hij verliest niet zijn rechten op vergoedingen. Het doel is niet deze persoon te doden, maar de gemeente vooruit te helpen.”

De heer Barghouti heeft twee opmerkingen:

- 1) Er is geen enkele getuigenis afgelegd die in het voordeel was van de heer Van Kelegom. Het is intrigerend dat iemand die al tien jaar in dienst is van de gemeente geen professionele relaties heeft opgebouwd die één enkele getuigenis in zijn voordeel mogelijk maken. In meer dan tien jaar geen enkele vriend maken – dat roept toch vragen op.
- 2) Ik heb niet het gevoel dat de heer Van Kelegom ondertussen echt bewust geworden is van de feiten die hem worden verweten. Ook dat roept vragen op.

De heer Ghysseels deelt de mening van de heer Barghouti. Hij zegt dat er in dit dossier nog een ander personeelslid wordt genoemd, waarmee het twee keer verkeerd is gelopen. Deze persoon is zeer sterk terechtgewezen op niveau van het College, hij werd op zijn plaats gezet en op dit ogenblik ontspoord hij niet meer. Hij integreert zich in de teams en vertoont een normaal gedrag. Helaas worden we iedere dag met dergelijke gevallen geconfronteerd, en dit valt zeer zwaar.

De heer Mokhtari stelt vast dat de heer Van Kelegom ook hormonale problemen heeft en dat dit een invloed kan hebben op iemands gemoedsstemming. Hij vindt dat men menselijk moet blijven, aangezien men aan het uiterlijk van de heer Van Kelegom kan zien dat hij ziek is.

De heer Ghysseels zegt dat hij na 25 jaar de gemeente goed begint te kennen en dat er moeilijke gevallen zijn. Hij zegt dat telkens wanneer er maatregelen worden genomen, er problemen opduiken: “die daar, dat is een sociaal geval”; zo is er altijd wel iets. Vandaag is er een college dat eindelijk heeft beslist zijn verantwoordelijkheden op te nemen. We hebben op het niveau van het college afscheid genomen van personen die hier al 15 of 20 jaar waren, en waarvan het niemand was opgevallen dat we hen hadden ontslaan. We weten vandaag nog niet met welk werk ze zich bezighielden; we hebben er niet over horen spreken. Ons grote personeelsbestand is altijd het eerste waar het Gewest op wijst. Er zijn er die we dagelijks moeten voortslepen, en er zijn er andere die hun werk doen, die voor twee werken. Ik zal een voorbeeld geven. Onlangs, na een brand, heb ik geprobeerd een ‘topingenieur’ ter plaatse te laten komen, gewoon om me te zeggen of het gebouw stabiel was, of het gevaarlijk was. Uiteindelijk heb ik iemand anders moeten oproepen omdat ik mijn tijd aan het verspillen was. Het ging om de verantwoordelijkheid van de gemeente, om de persoonlijke verantwoordelijkheid van de Burgemeester, en dan moeten we palaveren met personen die 25.000 uitvluchten vinden om niet te komen en om iemand anders de hete aardappel toe te schuiven. Persoonlijk heb ik er meer dan genoeg van en dat heb ik nadrukkelijk aan de vakbondsorganisaties gezegd. De contractuelen en de statutairen die hun werk doen: geen probleem; we vragen niet dat de agenten zich uitputten. Maar er is een minimum aan vertrouwen nodig. Wanneer men iemand een taak toevertrouwt, moeten we er zeker van kunnen zijn dat deze taak wordt uitgevoerd. Het is vanuit sociaal oogpunt verkeerd om nooit iemand te ontslaan, want dan straft men anderen. Ik ben het ermee eens dat we deze heer moeten begeleiden, opdat hij zijn rechten niet zou verliezen, maar hij moet er ook zelf iets aan doen om opnieuw op zijn pootjes te vallen.

De heer Loewenstein: “Tijdens elke tuchtprocedure komt men zeggen dat er nog vele anderen zijn die hun opdracht verknoeien, maar indien we niet ergens mee beginnen, gaan we er nooit geraken. Hier stellen we een voorbeeld; het lijkt me belangrijk dit te doen. Bij iedere beslissing die we nemen – en we hebben er al meerdere genomen op het

Conseil communal du 10 février 2015

niveau van het College –, komt men aandraven met de familiale en persoonlijke situatie van de betrokkenen, en we zijn hier niet ongevoelig voor, maar we hebben onze verantwoordelijkheid t.o.v. de openbare dienstverlening. Indien we mensen ‘uit medelijden’ in dienst houden, geraken we nooit vooruit en zullen we er nooit in slagen deze administratie te doen draaien.”

De heer Rongé vraagt zich af wat de persoon in kwestie zal doen in afwachting van de beslissing.

De heer Ghyssels zegt dat hij in afwachting zal blijven doen wat hij nu doet. Hij voegt eraan toe dat de voordelen van het statuut in twijfel dreigen getrokken te worden t.g.v. het misbruik ervan.

De heer Englebert meent dat een voorbeeldstraf te rechtvaardigen valt omwille van de klachten. De familiale situatie is zorgwekkend, maar hij meent dat wanneer men een gezin ten laste heeft, men er nog meer op moet toezien zijn werk te behouden en hij vindt dat veeleisend zijn, in het bijzonder met de statutaire agenten, een goede manier is om de openbare dienstverlening te verdedigen.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 1.

Personnel - Supplément prime de fin d'année.

Madame Gelas veut connaître l'historique de cette prime.

Madame la secrétaire donne l'historique.

LE CONSEIL,

Vu le statut pécuniaire, fixé par le conseil communal du 20/12/2002 (+modifications) approuvé par le Ministère de la Région de Bruxelles Capitale, en particulier le point C. du chapitre III relatif à l'octroi d'une allocation de fin d'année ;

Considérant que le montant de l'allocation de fin d'année tel que prévu dans le statut pécuniaire, est calculé sur base des règles fixées par l'A.R. du 23/10/1979, stipulant que l'allocation de fin d'année est composée d'une partie variable et d'une partie forfaitaire ;

Considérant que l'A.R. du 23/10/1979 a été remplacé par les dispositions de l'A.R. du 28/11/2008 (Moniteur Belge 3/12/2008) pour les administrations visées à l'article 1er de la loi du 22/7/1993, portant certaines mesures en matière de fonction publique ;

Considérant que la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année a été revue à la hausse suite aux nouvelles dispositions de l'A.R. du 28/11/2008 ;

Considérant que l'administration communale a octroyé l'augmentation dont question ci-dessus aux membres de son personnel en 2008 et 2009 ;

Considérant que cette augmentation a été supprimée depuis l'année 2010, par sa décision du 12/1/2010 ;

Considérant qu'il a été convenu avec les organisations syndicales d'analyser les possibilités de revaloriser les avantages salariaux du personnel communal (non-enseignant) pour l'année 2014 ;

Considérant que parmi les options avancées, il a été proposé d'octroyer une augmentation de l'allocation de fin de fin d'année ;

Considérant que la solution d'une augmentation de 350€ brut (pour un agent travaillant à temps plein) de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année a été retenue ;

Considérant que cette augmentation sera uniquement octroyée pour l'année 2014 ;

Considérant qu'afin de prévoir une valorisation avantageuse à long terme pour le personnel et avec un impact modéré sur la masse salariale, de nouvelles pistes seront étudiées en partenariat avec les organisations syndicales ;

Vu le protocole d'accord n° 414 du 3/12/2014, intervenu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives ;

Conseil communal du 10 février 2015

DECIDE, sous réserve du vote et de l'approbation du budget 2015

D'octroyer uniquement pour la période de référence de l'année 2014 une augmentation de 350€ brut (montant d'application pour un travailleur à temps complet) de la partie forfaitaire de l'allocation de fin d'année, calculée sur base du statut pécuniaire communal ;

D'inscrire la dépense estimée à 300.000€ au service ordinaire du budget 2015 ;

D'analyser à partir de début 2015 en partenariat avec les organisations syndicales, les possibilités de valorisation salariale à long terme, pour le personnel communal (non enseignant), tout en respectant un équilibre entre l'avantage proposé et l'impact sur la masse salariale ;

De transmettre cette décision à l'autorité de tutelle en vue de son approbation.

Artikel 1.

Personeel - Eindejaarstoelage - Supplement.

**Mevrouw Gelas wil de historiek van deze premie kennen.
Mevrouw de wd. Gemeentesecretaris antwoordt.**

DE RAAD,

Gezien het geldelijk statuut, vastgesteld door de gemeenteraad op 20/12/2002 (+wijzigingen) goedgekeurd door het ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, in het bijzonder Hoofdstuk III, punt C, aangaande de toekenning van een eindejaarstoelage ;

Overwegende dat het bedrag van de eindejaarstoelage - zoals voorzien in het geldelijk statuut - berekend wordt op basis van de regels vastgesteld in het K.B. van 23/10/1979, dat stelt dat de eindejaarstoelage samengesteld is uit een variabel gedeelte en uit een forfaitair gedeelte ;

Overwegende dat het K.B van 23/10/1979 vervangen werd door de bepalingen van het K.B. van 28/11/2008 (Belgisch staatsblad 3/12/2008) voor de administraties bepaald in artikel 1 van de wet van 22/7/1993, houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken ;

Overwegende dat het bedrag van het forfaitaire gedeelte van de eindejaarstoelage, ingevolge de nieuwe bepalingen van het K.B. van 28/11/2008 verhoogd werd ;

Conseil communal du 10 février 2015

Overwegende dat het gemeentebestuur de verhoging waarvan sprake toegekend heeft aan zijn personeelsleden voor de jaren 2008 en 2009 ;

Overwegende dat de toekenning van deze verhoging afgeschaft werd sinds 2010, bij zijn beslissing van 12/1/2010 ;

Overwegende dat overeengekomen werd met de vakbondsorganisaties de mogelijkheden te analyseren om de geldelijke voordelen van het (niet onderwijzend) gemeentepersoneel te opwaarderen voor het jaar 2014 ;

Overwegende dat binnen de gedane voorstellen, geopteerd werd voor de toekenning van een verhoging van de eindejaarstoelage ;

Overwegende dat gekozen werd voor het voorstel tot verhoging van het forfaitaire gedeelte van de eindejaarstoelage met een bedrag van 350€ bruto (voor een voltijds tewerkgesteld personeelslid) ;

Overwegende dat deze verhoging enkel zal toegekend worden voor het jaar 2014 ;

Overwegende dat teneinde een geldelijk voordeel op lange termijn - met beperkte impact op de loonmassa - toe te kennen aan het personeel, nieuwe mogelijkheden onderzocht zullen worden in samenwerking met de vakbondsorganisaties ;

Gelet op het protocol van akkoord nr. 414 van 3/12/2014, overeengekomen tussen door de autoriteiten en de representatieve vakbondsorganisaties ;

BESLIST, onder voorbehoud van de stemming en de goedkeuring van de begroting 2015

Het forfaitaire gedeelte van de eindejaarstoelage 2014, berekend volgens de bepalingen van het geldelijk statuut, te verhogen met een bedrag van 350€ bruto (bedrag voor een voltijds tewerkgestelde werknemer) en dit enkel voor de referentieperiode van het jaar 2014 ;

De uitgave geschat op 300.000€ in te schrijven op de gewone dienst van de begroting 2015 ;

Vanaf begin 2015, in samenwerking met de vakbondsorganisaties, nieuwe mogelijkheden te onderzoeken om op lange termijn een geldelijk voordeel - met beperkte impact op de loonmassa - toe te kennen aan het (niet onderwijzend) personeel, en dit met inachtnaam van een evenwicht tussen het voorgestelde voordeel en de impact op de loonmassa ;

Deze beslissing over te maken aan de toezichthoudende overheid net het oog op de goedkeuring.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 2.

Propriétés communales - Avenue du Domaine 150 à Forest (tennis communaux) - Concession domaniale et de service public à partir du 1er février 2009 (sprl Forest Tennis Avenir) - Contrat - Deuxième demande d'un triennat supplémentaire à la durée de base de 9 ans - Autorisation.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 27 novembre 2008, portant attribution, avec effet au 1^{er} février 2009, du contrat de concession domaniale et de service public de la pratique et de l'enseignement du tennis sur le site tennistique établi 150 avenue du Domaine à Forest, à la sprl Forest Tennis Avenir ; ce contrat, signé le 11 février 2009, court actuellement pour une période initiale de 9 années, soit du 1^{er} février 2009 au 31 janvier 2018 ;

Considérant que le contrat précité, en particulier son article 6, alinéa 3, traite de la possibilité de demander sa prolongation ;

Vu la décision du 06 octobre 2011 par laquelle le collège des Bourgmestre et Echevins faisait droit à la demande datée du 30 juin 2011, par laquelle la sprl Forest Tennis Avenir, concessionnaire, sollicitait la prolongation d'un triennat supplémentaire de la durée de base de 9 ans (01^{er} février 2009 jusqu'au 31 janvier 2018) du contrat, soit jusqu'au 31 janvier 2021, et ce aux mêmes conditions ;

Vu le courrier du 14 juillet 2014 par lequel le concessionnaire des tennis communaux sollicite une deuxième prolongation de la durée de base de 9 ans du contrat d'un triennat supplémentaire ;

Considérant que des problèmes de transmission de courrier ont fait que la demande n'a pu être traitée dans les temps ; que ce problème de délai ne devrait pas empêcher de faire droit à la demande précitée ;

Considérant que la sprl Forest Tennis Avenir continue à consentir des réels et importants efforts pour améliorer, rénover et sécuriser les lieux donnés en concession et donne toujours entière satisfaction dans sa manière de gérer le site, tant vis-à-vis de la commune que des utilisateurs de l'infrastructure ;

Considérant qu'il serait indiqué de faire droit à la demande du concessionnaire ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. conformément à l'article 6, alinéa 3 du contrat de concession domaniale et de service public de la pratique et de l'enseignement du tennis sur le site tennistique établi 150 avenue du Domaine à Forest, signé le 11 février 2009, d'accepter la demande datée du 14 juillet 2014, par laquelle la sprl Forest Tennis Avenir, concessionnaire, sollicite la prolongation de la durée de base de 9 ans (01^{er} février 2009 jusqu'au 31 janvier 2018) du contrat par un deuxième triennat supplémentaire ;

Conseil communal du 10 février 2015

2. de faire droit à la demande et de prolonger le contrat de concession domaniale et de service public de la pratique et de l'enseignement du tennis sur le site tennistique établi 150 avenue du Domaine à Forest, établi avec la sprl Forest Tennis Avenir, pour un deuxième triennat supplémentaire, soit jusqu'au 31 janvier 2024, et ce aux mêmes conditions.

Artikel 2.

Gemeente-eigendommen - Domeinlaan 150 te Vorst (gemeentelijke tennis) - Domeinconcessie en concessie van openbare dienstverlening vanaf 01 februari 2009 (bvba Forest Tennis Avenir) - Overeenkomst - Tweede verzoek tot verlenging van de basisduur van 9 jaar met drie bijkomende jaren - Toelating.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 27 november 2008 houdende toekenning met ingang op 01 februari 2009 van de overeenkomst voor een domeinconcessie en concessie van openbare dienstverlening aangaande het beoefenen en het onderricht van de tennissport op de tennissite gelegen te Vorst, Domeinlaan 150, aan de bvba Forest Tennis Avenir; deze overeenkomst, ondertekend op 11 februari 2009, loopt op dit ogenblik voor een oorspronkelijke periode van 9 jaar, hetzij van 01 februari 2009 tot 31 januari 2018;

Overwegende dat dit contract, meer bepaald zijn artikel 6, 3^{de} lid, handelt over de mogelijkheid om zijn verlenging te vragen;

Gelet op de beslissing van 06 oktober 2011 waarbij het college van Burgemeester en Schepenen ingaat op het verzoek d.d. 30 juni 2011 van de bvba Forest Tennis Avenir, concessiehouder, voor het bekomen van een verlenging met drie bijkomende jaren van de basisduur van de overeenkomst (9 jaar, zijnde van 01 februari 2009 tot 31 januari 2018), hetzij tot 31 januari 2021, en dit onder dezelfde voorwaarden;

Gelet op de brief d.d. 14 juli 2014 waarbij de concessiehouder van de gemeentelijke tennis een tweede verlenging met drie bijkomende jaren van de basisduur van de overeenkomst (9 jaar) vraagt;

Overwegende dat problemen in het overmaken van de briefwisseling ertoe geleid hebben dat het verzoek niet op tijd behandeld werd; dat dit termijnprobleem niet zou moeten beletten in te gaan op het hiervoor vermelde verzoek;

Overwegende dat de bvba Forest Tennis Avenir daadwerkelijke en belangrijke inspanningen blijft leveren om de in concessie gegeven plaatsen te verbeteren, te renoveren en te beveiligen; dat zij steeds voldoening schenkt in haar beheer van de site, zowel t.o.v. de gemeente als van de gebruikers van de infrastructuur;

Overwegende dat het aangewezen is in te gaan op het verzoek van de concessiehouder;

Conseil communal du 10 février 2015

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST :

1. overeenkomstig artikel 6, 3^{de} lid van de op 11 februari 2009 ondertekende overeenkomst betreffende een domeinconcessie en concessie van openbare dienstverlening aangaande het beoefenen en het onderricht van de tennissport op de tennissite gelegen te Vorst, Domeinlaan 150, de verlenging met drie bijkomende jaren van de basisduur van de overeenkomst (9 jaar, zijnde van 01 februari 2009 tot 31 januari 2018), zoals gevraagd op 14 juli 2014 door de bvba Forest Tennis Avenir, concessiehouder, te aanvaarden;

2. in te gaan op het verzoek en de overeenkomst betreffende een domeinconcessie en concessie van openbare dienstverlening aangaande het beoefenen en het onderricht van de tennissport op de tennissite gelegen te Vorst, Domeinlaan 150, gesloten met de bvba Forest Tennis Avenir, met drie bijkomende jaren, hetzij tot 31 januari 2024, onder dezelfde voorwaarden te verlengen.

Article 3.

Logement - Convention réglant les modalités de rétrocession de 85% du produit des amendes encaissées par la Région et qui sont relatives à des logements inoccupés sur le territoire de la commune - Approbation - Pouvoir au collège des bourgmestre et échevins pour signature.

Monsieur Hacken veut savoir si on a déjà une idée du montant qu'on va percevoir pour 2014.

Monsieur Englebert répond que non mais que le montant sera considérable et que l'argent sera exclusivement consacré à de l'investissement dans la politique de logement.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance de la région de Bruxelles capitale du 30 avril 2009 ajoutant un chapitre V dans le titre III du code du logement relatif aux sanctions en cas de logement inoccupé, modifiant l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires et modifiant le code judiciaire ;

Vu l'article 23 du code bruxellois du logement, prévoyant que quatre-vingt-cinq pour cent du produit des amendes administratives pour logement inoccupé sont ristournés à la commune sur le territoire de laquelle se situe le bien inoccupé pour autant

Conseil communal du 10 février 2015

qu'elle ait expressément exclu les logements inoccupés du champ d'application de son règlement-taxe relatif aux immeubles abandonnés, inoccupés ou inachevés ;

Vu son règlement de la taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités, voté par le conseil communal le 17 décembre 2013 ;

Considérant la convention communiquée le 23 décembre 2014 à l'attention du collège des bourgmestre et échevins et prévoyant la rétrocession du produit des amendes administratives conformément à l'article 23 susvisé ;

Considérant que cette convention prévoit la rétrocession des amendes perçues en 2014 sous forme de subvention d'investissement ;

Considérant que le principal objectif recherché par ce dispositif conventionnel avec la région est d'obtenir pour les services communaux concernés des moyens de fonctionnement compatibles avec les ambitions de la politique régionale du logement ;

Considérant toutefois que cette convention est signée pour une année et qu'il y a en 2015 des investissements à réaliser dans des logements communaux qui pourraient être cofinancés par ce biais ;

Considérant qu'il est envisageable de négocier avec la région d'autres modalités de rétrocession pour les années suivantes ;

Considérant que l'article 23 susvisé ne prévoit pas que la région informe la commune des suites données dans les dossiers de logement inoccupé ouverts sur le territoire communal sur plainte d'un tiers ou à l'initiative du service régional ;

Considérant que la signature de cette convention est de nature à faciliter l'obtention de ce type d'information ;

DECIDE,

D'approuver la convention qui règle les modalités de rétrocession de quatre-vingt-cinq pour cent du produit des amendes encaissées par la Région et qui sont relatives à des logements inoccupés sur le territoire de la commune, telle qu'en annexe ;

De donner pouvoir au collège des bourgmestre et échevins de signer ladite convention.

Artikel 3.

Huisvesting - Overeenkomst tot regeling van de modaliteiten van terugbetaling van vijftientig procent van de opbrengst van de boetes die de Gewest geïnd heeft en die betrekking hebben op leegstaande woningen gelegen op het grondgebied van de gemeente - Goedkeuring - Machtiging aan het college van burgemeester en schepenen voor ondertekening.

De heer Hacken wil weten of we al een idee hebben van het bedrag dat we gaan ontvangen voor 2014.

De heer Englebert antwoordt dat we het bedrag nog niet kennen maar dat het een aanzienlijk bedrag zal zijn en dat dit geld uitsluitend zal worden aangewend om investeringen te doen in het kader van het huisvestingsbeleid.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 april 2009 die een hoofdstuk V toevoegt aan titel III van de huisvestingscode betreffende de straffen in geval van woningleegstand, tot wijziging van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van het Gerechtelijke Wetboek;

Gelet op artikel 23 van de Brusselse huisvestingscode waarin voorzien wordt dat vijftientig procent van de opbrengst van de administratieve boetes voor leegstaande woningen terugbetaald wordt aan de gemeente waar het leegstaande goed zich bevindt voor zover ze uitdrukkelijk de leegstaande woningen uitgesloten heeft uit het toepassingsgebied van haar belastingreglement betreffende de verwaarloosde, leegstaande of onafgewerkte bebouwde eigendommen;

Gelet op het belastingreglement op de gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen, gestemd door de gemeenteraad op 17 december 2013;

Overwegende de overeenkomst meegedeeld op 23 december 2014 ter attentie van het college van burgemeester en schepenen en waarin de terugbetaling van de opbrengst van de administratieve boetes voorzien wordt conform bovenvermeld artikel 23;

Overwegende dat deze overeenkomst de terugbetaling voorziet van de in 2014 geïnde boetes in de vorm van een investeringssubsidie;

Overwegende dat de voornaamste doelstelling nagestreefd door deze overeenkomst met het gewest erin bestaat voor de betrokken gemeentediensten werkingsmiddelen te verkrijgen die compatibel zijn met de ambities van het gewestelijke huisvestingsbeleid;

Conseil communal du 10 février 2015

Overwegende dat deze overeenkomst echter ondertekend wordt voor één jaar en dat er in 2015 investeringen gedaan moeten worden in gemeentewoningen die via deze weg gefinancierd kunnen worden;

Overwegende dat het denkbaar is om andere modaliteiten van terugbetaling te onderhandelen met het gewest voor de volgende jaren;

Overwegende dat bovenvermeld artikel 23 niet voorziet dat het gewest de gemeente op de hoogte brengt van het gevolg dat gegeven wordt aan de openstaande dossiers van woningleegstand op het gemeentelijke grondgebied na klacht van een derde of op initiatief van de gewestelijke dienst;

Overwegende dat de ondertekening van deze overeenkomst van die aard is dat ze het verkrijgen van dit type van informatie vergemakkelijkt;

BESLIST,

1. goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst die de modaliteiten regelt van terugbetaling van vijftientig procent van de opbrengst van de boetes die het Gewest geïnd heeft en die betrekking hebben op leegstaande woningen gelegen op het grondgebied van de gemeente zoals opgenomen in bijlage;

2. het college van burgemeester en schepenen machtiging te verlenen om voornoemde overeenkomst te ondertekenen.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 4.

Service central d'achats - Acquisition de tables mange-debouts et de chaises de réunions - Approbation des conditions et du mode de passation - Application de l'article 234, al.3 de la nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle loi communale en vertu duquel le Conseil est informé des décisions du Collège portant sur le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés de travaux, de fournitures et de services que le Collège a prises sur base de l'habilitation qui lui est conférée par cet alinéa ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de tables mange-debouts et de chaises de réunions pour le Service Prévention (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2014 de passer un marché de fournitures ayant pour objet "Acquisition de tables mange-debouts et de chaises de réunions " par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 660 € TVA comprise ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1^{er}, 1^o, a ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2014 de passer un marché de fournitures ayant pour objet " Acquisition de tables mange-debouts et de chaises de réunions " par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 660 € TVA comprise.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 4.

Centrale aankoopdienst - Aankoop van statafels en vergaderstoelen - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, 3de lid van de Nieuwe gemeentewet krachtens hetwelk de Gemeenteraad in kennis gesteld wordt van de beslissingen, wat betreft de keuze van de gunningswijze en de vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, die het College genomen heeft op basis van de bevoegdheid die hem door dit lid wordt toegekend;

Overwegende dat het noodzakelijk is om statafels en vergaderstoelen voor de Preventiedienst aan te kopen (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 december 2014 om een opdracht voor leveringen op te starten met als voorwerp “Aankoop van statafels en vergaderstoelen” via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur voor de raming van 660 €, BTW inbegrepen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen inzonderheid artikel 26, §1, 1^o, a;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 december 2014 om een opdracht voor leveringen op te starten met als voorwerp “Aankoop van statafels en vergaderstoelen” via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur voor de raming van 660 €, BTW inbegrepen.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 5.

Service central d'achats - Marchés publics - Acquisition de chauffages d'appoint-
Approbation des conditions, du mode de passation - Application de l'article 234, al.1 de la
nouvelle loi communale - Prise d'acte. #

LE CONSEIL,

Considérant que le bâtiment communal situé en façade de la rue Saint-Denis 14 n'est pas chauffé de manière satisfaisante, que les températures actuelles relevées dans les bureaux le matin sont de l'ordre de 10 à 15 degrés, que des vagues de froid plus conséquentes sont annoncées par les météorologistes ;

Considérant que le personnel communal ne peut temporairement travailler dans de telles conditions ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder d'urgence à l'acquisition de chauffage d'appoint afin de permettre au personnel de travailler dans des conditions décentes ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er} 1^oa et c, ainsi que ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'article 234 alinea 1 de la nouvelle loi communale ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 4^o;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant qu'un crédit permettant cette dépense est disponible à l'article 104/744-98 du service extraordinaire du budget 2014 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 2 décembre 2014 ;

DECIDE:

Art 1er : De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 2 décembre 2014 faisant choix de la procédure négociée en vertu des dispositions de l'article 26 § 1^{er} 1^o a et c de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et de

Conseil communal du 10 février 2015

l'article 234 § 1^{er} de la nouvelle loi communale pour l'acquisition urgente d'appareils chauffants pour les locaux du bâtiment sis en façade de la rue Saint-Denis 14 ;

Art 2 : D'inscrire la dépense estimée à 1.400 € à l'article 104/744-98 du service extraordinaire du budget ;

Art 3 : De consulter trois firmes ;

Art 4 : De financer la dépense par un emprunt.

Artikel 5.

Centrale aankoopdienst - Overheidsopdrachten - Aankoop van bijverwarmingen - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234, 1ste lid van de nieuwe gemeentewet - Akteneming.

DE RAAD,

Overwegende dat het gemeentegebouw gelegen aan de voorzijde van de Sint-Denijsstraat, 14 niet voldoende verwarmd wordt, dat de huidige temperatuur opgenomen 's morgens in de kantoren ongeveer 10 à 15 graden bedraagt, dat er aanzienlijke koudegolven aangekondigd worden door de meteorologen;

Overwegende dat het gemeentepersoneel in dergelijke omstandigheden tijdelijk niet kan werken;

Overwegende dat het onontbeerlijk is om dringend toestellen voor bijverwarming aan te kopen om het personeel in staat te stellen in dergelijke omstandigheden te werken;

Overwegende dat voorgesteld wordt om de opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Gelet op de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 26 § 1 1^oa en c, alsook haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 1ste lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105 4^o;

Conseil communal du 10 février 2015

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 4;

Overwegende dat er een krediet voor deze uitgave beschikbaar is op artikel 104/744-98 van de buitengewone dienst van de begroting 2014;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 2 december 2014;

BESLIST :

Art 1 : Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 december 2014 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure in toepassing van de bepalingen van artikel 26 § 1, 1° a en c van de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en van artikel 234, 1ste lid van de nieuwe gemeentewet voor de dringende aankoop van verwarmingstoestellen voor de lokalen van het gebouw gelegen aan de voorzijde van de Sint-Denijsstraat, 14;

Art 2 : De uitgave geraamd op 1.400 € in te schrijven op artikel 104/744-98 van de buitengewone dienst van de begroting 2014;

Art 3 : Drie firma's te raadplegen;

Art 4 : De uitgave te financieren met een lening.

Article 6.

Accueil Temps Libre - Adoption de la deuxième évaluation du programme de Coordination Locale pour l'Enfance 2011-2016, du rapport d'activités 2013-2014 et du plan d'actions annuel 2014-2015 - Prise de connaissance.

LE CONSEIL,

Vu le décret ATL concernant l'accueil des enfants durant le Temps Libre et le soutien de l'accueil extrascolaire ;

Attendu que la CCA (Commission Communale d'Accueil) a approuvé le rapport d'activités 2013-2014, la deuxième évaluation du programme de coordination locale pour l'enfance 2011-2016 ainsi que le plan d'actions annuel 2014-2015 en date du 20 novembre 2014 ;

PREND CONNAISSANCE,

Du rapport d'activités 2013-2014, de la deuxième évaluation du programme de coordination locale pour l'enfance 2011-2016 ainsi que du plan d'actions annuel 2014-2015.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 6.

Vrijetijdsopvang - Goedkeuring van de tweede evaluatie van het Lokaal Coördinatieprogramma voor het Kind 2011-2016, van het activiteitenverslag 2013-2014 en van het jaarlijkse actieplan 2014-2015 - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op het ATL decreet betreffende de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

Overwegende dat de GOC (Gemeentelijke Opvangcommissie) op 20 november 2014 het activiteitenverslag 2013-2014, de tweede evaluatie van het lokaal coördinatieprogramma voor het kind 2011-2016 alsook het jaarlijkse actieplan 2014-2015 goedgekeurd heeft;

NEEMT KENNIS,

Van het activiteitenverslag 2013-2014, van de tweede evaluatie van het lokaal coördinatieprogramma voor het kind 2011-2016 alsook van het jaarlijkse actieplan 2014-2015.

Article 7.

Finances - Budget 2015.

Monsieur Résimont expose le Budget :

B U D G E T 2 0 1 5

I. INTRODUCTION

Le Collège avait déposé le budget 2014 en équilibre en opérant la réduction de certaines dépenses et en procédant à l'augmentation de recettes, notamment par l'adaptation des centimes additionnels au précompte immobilier.

Mais, depuis lors, des éléments extérieurs sont venus perturber cet équilibre et ont remis la commune dans le rouge.

Il s'agit notamment :

- **de la relocalisation des services dans des locaux pris en location et de l'aménagement et de l'équipement de ces lieux ;**
- **de l'exécution des condamnations judiciaires relatives à l'application du règlement de la taxe sur les spectacles mis en œuvre par une majorité dont le PS était absent ;**
- **de la mise en provision pour couvrir d'éventuels remboursements dans des litiges opposant la commune à des opérateurs de téléphonie.**

Il convient donc de constater que les efforts déployés par le Collège pour maintenir les finances dans un carcan très étroit ont été contrecarrés par ces divers événements.

Le Budget 2015 est donc un budget difficile et malgré tout volontariste.

- ✓ **un budget difficile, parce que marqué par toute une série d'éléments extérieurs provoquant des dépenses exceptionnelles ;**
- ✓ **volontariste, parce que, malgré la contrainte qui impose d'évoluer dans un contexte de dépenses limitées, il se manifeste une réelle volonté d'investir dans des secteurs dont les besoins sont criants, tels l'enseignement, la petite enfance, la culture, le sport, etc. Nous y reviendrons.**

Conseil communal du 10 février 2015

Les Recettes s'élèvent à 92.627.349 € et les dépenses à 98.825.802 €.

Le Budget ordinaire présente donc un déficit de 6.198.453 € à l'exercice propre.

Les exercices antérieurs présentent un déficit de 5.909.014 €.

Le résultat des prélèvements est de -545.546 €.

Le résultat global des exercices cumulés se solde par un déficit de 12.353.014 €.

II. LE BUDGET ORDINAIRE

A. LES RECETTES

1) LES RECETTES DE PRESTATIONS : 4.793.503 € (5,18 %)

- Les tarifs de redevances sont en général restés stables
- Les principales recettes de prestations sont les interventions des parents dans les crèches et préguardiennats (670.000 €), pour les repas scolaires (375.000 €) et pour la surveillance dans les écoles (350.000 €).
- Les droits de passage des fournisseurs d'énergie rapportent 1.855.695 €.

2) LES RECETTES DE TRANSFERT : 85.133.119 € (91,91 %)

- Une bonne nouvelle : il n'y a pas d'augmentation d'impôt ni d'impôt nouveau.
- Le taux des additionnels à l'IPP est maintenu à 7 % et rapporte 11.424.474 € et le taux des centimes au précompte immobilier est maintenu à 3.120 et génère 23.128.039 €.
- La quote-part de Forest dans le Fonds des Communes est de 11.582.169 €, soit une augmentation de 363.846 € par rapport à 2014 (hausse de 3,24 % par rapport à 2014).
- L'aide régionale visant à compenser la suppression de taxe sur la force motrice et la taxe sur le matériel informatique est de 1.571.779 €.
- Une somme de 2.024.714 € est inscrite en ce qui concerne la contribution visant à améliorer la situation budgétaire.

Conseil communal du 10 février 2015

- La dotation complémentaire destinée à compenser les effets négatifs du calcul du Fonds des Communes est de 1.098.362 €.
- La dotation relative à la présence de l'échevine néerlandophone est 1.553.823 €.
- Un subside régional de 998.830 € est prévu pour les augmentations barémiques du personnel (C, D et E).
- Le stationnement n'est plus une taxe communale mais est devenu depuis le 1^{er} juillet 2014 une redevance estimée à 2.973.800 € et comptabilisée en recette de transfert.

3) LES RECETTES DE LA DETTE : 2.594.363 € (2,92 %)

- Il s'agit essentiellement des recettes issues des dividendes des intercommunales (Interga – Interelec – Hydrobru).

B. LES DEPENSES

1) LES DEPENSES DU PERSONNEL : 51.565.000 € (52,18 %)

- Les dépenses subsidiées pour le personnel enseignant représentent 10.495.240 €.
- Les cotisations pour les pensions sont de 8.275.495 €.
- Un poste budgétaire de 350.000 € est prévu pour une éventuelle indexation de 2 %.
- Un crédit de 300.000 € est affecté au complément de prime de fin d'année.

2) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 9.369.889 € (9,48 %)

- Une augmentation de près de 1.800.000 € par rapport au compte 2013 provient des contrats de quartier, du stationnement, du service logement, de la nouvelle crèche, la location des bureaux administratifs, des repas scolaires et des divers loyers pour loger les services administratifs.

3) LES DEPENSES DE TRANSFERT : 31.997.442 € (32,38 %)

- Deux énormes postes !!!

a) Le subsidé au CPAS : 15.700.000 €

Ce montant est en augmentation de 1.354.457 € par rapport au budget 2014 déjà augmenté en modification budgétaire.

Par rapport à 2006, on peut considérer que la dotation a été doublée.

b) La zone de police

Le chiffre inscrit pour la zone correspond au montant figurant au plan pluriannuel qui est de 12.649.215 €.

Un complément de dotation d'environ 250.000 € serait demandé par la zone.

- La somme de ces 2 subsides représente 88,6 % du total des dépenses de transfert.

Conseil communal du 10 février 2015

- Un montant de 488.569 € est inscrit au titre de subside à l'ASBL « Forest-Centre culturel » (235.367 € pour les frais de personnel, 73.200 € pour le fonctionnement et 180.000 € pour la valeur locative des bâtiments occupés à titre gratuit (avec recette de prestation correspondante).
- La prime au logement accordée aux jeunes est maintenue et budgétée à concurrence de 40.000 €.

4) LES DEPENSES DE LA DETTE : 5.893.456 € (5,96 %)

- Les charges d'emprunt d'investissement s'élèvent à 4.759.496 €.
- Des intérêts débiteurs pour un montant de 215.000 € ont été prévus afin de couvrir les nécessaires avances de trésorerie.
- En outre, une somme de 760.000 € a été inscrite afin de payer les intérêts découlant des 17 jugements rendus dans le cadre du contentieux sur la taxe spectacle.
- Le volume de la dette comprenant les investissements en cours atteint au 1^{er} janvier 2015 les 37.947.481 €.

* *

*

III. LE BUDGET EXTRAORDINAIRE

Les Recettes se chiffrent à 30.459.784 € et les dépenses totalisent 25.669.133 €.

L'exercice propre se clôture par un boni de 4.790.651 €.

Le résultat des prélèvements est un mali de 4.790.655 €.

Le résultat des exercices cumulés présente un boni de 1.867.245 €.

* *

*

A. LES RECETTES

1) LES RECETTES DE TRANSFERT : 12.106.655 €

Elles sont constituées des différents subsides à obtenir (repris au tableau des annexes).

2) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 1.450.000 €

- Elles correspondent en fait au produit de la réalisation des immeubles à désinvestir :**

Conseil communal du 10 février 2015

➤ Ancienne école rue Pierre Decoster, 155	200.000 €
➤ Terrains : - coin Neerstalle – Katanga	850.000 €
- rue des Anciens Etangs	400.000 €

	1.450.000 €

- Le produit des ventes sera versé dans le fonds de réserve extraordinaire.

3) LES RECETTES DE LA DETTE

Elles représentent le total des emprunts à contracter afin de financer les dépenses d'investissements, à concurrence de 13.562.474 €.

B) LES DEPENSES (25.669.133 €)

1) LES DEPENSES DE TRANSFERT : 149.836 €

Mise en conformité Eglise Saint Antoine	110.836 €
Fonds roulement Famille Forestoise	30.000 €
Remboursement avances faites par Forest Centre Culturel	9.000 €

	----149.836 €

2) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 25.519.297 €

Il s'agit du programme d'investissement repris aux annexes, qui comporte entre-autres les gros postes suivants :

Conseil communal du 10 février 2015

- 5.200.000 € : pour la rénovation de l'hôtel communal
 - 1.880.000 € : pour le réaménagement des voiries
 - + d'1 million : pour le département de l'enseignement, dont :
 - ✓ 180.000 € : pour la rénovation de l'école 3
 - ✓ 100.000 € : pour la rénovation de l'école 6
 - ✓ 300.000 € : pour le réaménagement des sanitaires de l'école du Vignoble
 - ✓ 300.000 € : pour divers réaménagements à l'école 12
 - ✓ 200.000 € : pour les pré-fabriqués du Bempt
 - 1.360.000 € : pour les crèches, dont :
 - ✓ 110.000 € : pour « Les Marmots »
 - ✓ 225.000 € : pour « Les Lutins »
 - ✓ 91.000 € : pour « La Ruche »
 - ✓ 740.000 € : implantations préfabriqués avenue des Famillesetc.
 - 700.000 € : pour la propreté publique
 - 250.000 € : pour l'informatique
 - 190.000 € : pour le cimetière
 - 100.000 € : pour les sports
 - 100.000 € : pour la toiture de l'église Saint Antoine
 - 76.000 € : pour la Bibliothèque
- etc.

Conseil communal du 10 février 2015

Il convient encore d'ajouter à cette énumération les contrats de quartier :

- **Contrat de Quartier durable « ALBERT »** **1.723.110 €**
(dont 145.000 € à charge communale)
- **Contrat de Quartier durable « ABBAYE »** **3.720.030 €**
(dont 700.000 € à charge communale)

CONCLUSIONS

I. LE CONTEXTE

- **Le contexte économique général est diversifié.**

Si aux Etats-Unis, on constate une reprise certaine et une diminution du chômage, en Europe et en Belgique en particulier, la reprise est lente et fragile et le climat morose ; la conjoncture économique reflète une stagnation durable.

- **La chute des prix pétroliers a installé chez nous une inflation faible, même très basse (elle a été 0,3 % au mois de décembre dernier)**
- **Les experts tablent sur une inflation inférieure à 1 % en 2015.**
- **Les conséquences de cette situation ramènent des taux d'intérêt au niveau plancher (le taux OLO des obligations linéaires à 10 ans est de 0,8 %).**
- **Les répercussions sont favorables sur la dette de la commune et c'est heureux puisque la trésorerie communale devient de plus en plus tendue, des avances de caisse ayant déjà été sollicitées sur 2015.**

II. LES PERSPECTIVES

- **Au niveau des investissements et des réalisations, les perspectives 2016 sont encourageantes :**
 - **Une nouvelle école néerlandophone devrait voir le jour.**
 - **Une large augmentation de la capacité d'accueil dans les crèches est programmée (« Bout'chics : +14 ; « La Ruche » : +10 ; rénovation du « Bercail », nouvelle école au Bempt, etc.).**
 - **Une nouvelle salle multisports devrait être construite au Bempt.**
 - **Le site de l'Abbaye devrait pouvoir jouer à terme le rôle d'un grand pôle culturel regroupant l'Académie de Musique, la bibliothèque, des salles d'exposition et de l'horeca.**
 - **De même, une réflexion globale de planification et d'exploitation est menée sur le site de l'hôtel communal en cours de réfection et sur le terrain situé rue de Barcelone.**
- **Dans le cadre financier, le résultat négatif de l'exercice propre pourrait être réduit de 2.370.000 € si l'aide régionale complémentaire accordée en 2014 était reconduite.**
- **De même, le résultat des exercices cumulés pourrait être diminué de quelque 8 millions (7.934.000 €) si l'on devait renoncer à la mise en provision relative au contentieux sur la taxe sur les antennes extérieures.**
- **L'on devra s'attendre à une diminution des recettes provenant des dividendes des intercommunales puisque celles-ci seront désormais soumises à l'impôt des sociétés (34 %).**
- **Malgré l'augmentation du nombre d'habitants, la recette provenant de l'IPP reste en stagnation. Serait-ce là le signe d'une paupérisation de nos résidents ?**

- Il est nécessaire de procéder à une évaluation du fonctionnement du règlement de stationnement (c'est en cours) à la lumière des dispositions imposées par le plan régional tout en préservant les intérêts des forestois.
- Il faut s'attendre à une refonte du mécanisme de financement des communes axée sur deux pôles ; une première dotation fixant des nouveaux critères de répartition et une deuxième dotation regroupant l'ensemble des aides régionales.

Il conviendra d'attirer la plus grande attention sur la particularité de la situation socio-économique et financière de notre commune ainsi que sur l'ensemble des charges et contraintes qui déterminent notre environnement.

- L'absence de ressources nouvelles risque de mettre en péril le bon fonctionnement et la bonne organisation de notre institution. Afin d'éviter cet écueil, il faudra évidemment faire preuve de davantage de créativité ! Platon disait dans « la République » : « La nécessité est la mère de la créativité ». Cela n'a jamais été aussi vrai.
- Je termine en vous disant qu'en ces temps troublés et de grande incertitude, dans ces moments de psychose de la peur, il faut rester positif et se rappeler les paroles de Jean JAURES, je cite :

*« Il ne faut avoir aucun regret pour le passé,
aucun remord pour le présent
et une confiance inébranlable pour l'avenir »*

Francis RESIMONT
Echevin des Finances.

Monsieur Hacken constate une diminution de l'inscription budgétaire pour la prime au logement. Il demande si la mesure a été suffisamment communiquée. Il veut aussi savoir pourquoi il y a une augmentation de la dotation en faveur de l'intégration des communautés locales et pourquoi on prévoit 800.000 € en moins pour les recettes stationnement.

Monsieur Englebert répond qu'on avait été trop prudent pour la prime au logement, qu'on avait donc surestimé en 2014, qu'il y a des gens qui la sollicite, donc elle a été communiquée, mais peut-être pas assez. Mais que cela devra augmenter car cette année il y aura déjà deux générations auxquelles elle sera versée. Pour le stationnement, effectivement les rentrées ont été plus basses que prévues.

Madame El Hamidine dit que les subsides en faveur de l'intégration augmentent car nous en percevons plus du pouvoir subsidiant. Il s'agit de l'argent qui transite par la commune.

Monsieur Criquelion veut savoir pourquoi le montant des sanctions administratives diminue.

Monsieur Loewenstein pense qu'il s'agit du transfert des infractions de roulage qui devaient revenir du parquet vers les communes, mais que cela n'a pas encore eu lieu et que cela avait été prévu au budget 2014.

Monsieur le Bourgmestre explique que les amendes administratives pourront être appliquées quand le nouveau règlement général de police entrera en vigueur. Il est actuellement retravaillé au niveau de la zone de police, afin qu'il soit harmonisé au niveau des trois communes de la zone.

La convention avec le Parquet pour les infractions de roulage est arrivée la semaine passée. Elle est discutée au niveau de la Conférence des Bourgmestres et sera donc signée après. Il pense que ça démarrera au mois de juillet. Pour Forest, le nombre de dossiers est estimé à 30 à 40.000 par an, donc il faudra créer un nouveau service.

Madame Gelas ne se réjouit pas du budget proposé aujourd'hui. Elle ne constate pas d'améliorations, les choses s'aggravent. Elle dit qu'on est loin d'une relance économique et sociale. Elle ne trouve pas que la commune agit avec un peu plus de bon sens en réduisant ses dépenses. Elle constate une augmentation de 34% en frais de fonctionnement. Elle veut connaître les dépenses subsidiées et nouveaux projets qui peuvent justifier une si importante augmentation.

Elle trouve qu'on ne peut plus augmenter les taxes, il faut avoir une autre vision sur le type d'augmentation des recettes et revoir sa politique d'investissements. Elle est ravie des investissements qui sont faits dans les écoles car cela est indispensable. Elle ne pense pas que la prime au logement va inciter les jeunes à venir s'établir à Forest.

Elle demande de faire le bilan des recettes de stationnement, de voir ce que cela coûte et ce que cela rapporte, bien que l'objectif est d'améliorer la mobilité et pas que cela rapporte à la commune. En conclusion : il faut des actions concrètes qui permettront une stratégie d'investissement pour générer des économies à long et moyen terme et augmenter les recettes.

Monsieur Hacken trouve que c'est paradoxal de revenir avec un déficit encore plus grand, malgré les fortes augmentations de taxes l'année passée, il trouve cela inquiétant et déplorable. Est-ce qu'il s'agit d'un manque de courage, d'un choix? Il s'interroge sur les fortes augmentations des dépenses de fonctionnement, sur le plan de stationnement. Il trouve que le collège ne peut pas faire l'économie de faire un travail pour diminuer des dépenses et d'améliorer la recherche de subsides.

Madame Pâques prend la parole pour le groupe FDF :

« Nous notons que la situation financière préoccupante de la commune s'explique par les facteurs communiqués par l'Echevin des Finances.

Au niveau budgétaire, la préoccupation la plus importante concerne l'importante augmentation des frais de fonctionnement.

Le budget est certes en déficit. Plusieurs raisons l'expliquent. Nous gardons néanmoins confiance au collège et en sa volonté de trouver des solutions pour tendre vers un équilibre financier.

Néanmoins nous tenons à souligner que, pour les FDF, ces solutions doivent exclure toute nouvelle augmentation des additionnels à l'IPP et au PRI.

Comme déjà dit, l'administration communale de Forest a été, commune pilote d'un nouveau système d'encodage électronique du budget, encodage qui de ce fait a pris plus de temps, cette année, que prévu. Nous espérons que cette phase test, malgré quelques problèmes apparemment rencontrés, facilitera le travail à l'avenir et que nous pourrons

Conseil communal du 10 février 2015

voter le budget 2016 bien à temps pour éviter de contraindre les services à travailler avec des douzièmes provisoires.

Le groupe FDF votera POUR ce budget 2015 et ce, malgré les dépenses de fonctionnement à réajuster.

Il votera POUR parce qu'il ne veut pas retarder son adoption et ainsi retarder le travail des services.

Ce vote visera donc à garantir non seulement le bon fonctionnement des services, mais aussi, à permettre au Collège de développer des projets importants et ambitieux pour la commune et ses habitants.

Notamment :

- la nouvelle école francophone au Bempt et la nécessité d'installer des préfabriqués pour accueillir les 1^{ère} maternelles dès septembre 2015,
- le contrat de quartier durable Abbaye et la concrétisation d'un point important pour nous, à savoir la rénovation de l'Abbaye et le projet de pôle culturel qui y sera développé,
- l'entretien des voiries,
- ou encore la rénovation de l'hôtel communal avec la volonté de centralisation de toutes les fonctions au même endroit.

Comme annoncé, nous voterons POUR le budget 2015 mais demandons au Collège de revenir très rapidement devant le Conseil communal avec un budget modifié, principalement en ce qui concerne les frais de fonctionnement.»

Madame El Yousfi dit que l'augmentation du déficit est la conséquence d'un tas de dépenses nouvelles, tels que les loyers, les condamnations dans des anciens dossiers. L'amélioration des quartiers dans le cadre des contrats de quartier attire une autre population. Elle estime qu'on doit tendre vers un rééquilibrage de notre budget mais elle trouve qu'il est important de pouvoir maintenir les projets.

Madame Huytebroeck dit qu'il ne faut pas se mentir, ce n'est pas un budget enthousiasmant, c'est un budget réaliste, mais il faudra dans l'avenir avoir une réflexion sur les recettes, il faudra être créatif, car il ne faut pas à nouveau augmenter les taxes. Elle trouve aussi qu'il faut une évaluation du plan du stationnement. Elle dit que le groupe Ecolo sera vigilant sur l'augmentation des frais de fonctionnement, car cela pose des questions. Elle trouve également qu'il faut avoir une bonne coordination avec d'autres niveaux de pouvoir pour obtenir des financements des projets.

Monsieur Résimont dit que Forest n'est nullement rentré dans un processus de rage taxatoire, il y avait 23 ans que les centimes additionnels au précompte immobilier n'avaient plus augmenté, il s'agit donc d'une adaptation normale par rapport à une recherche de ressources nouvelles. Depuis plus de trente ans, Forest est dans un déficit permanent, depuis plus de trente ans on cherche des formules pour en sortir : des plans d'assainissement, des plans d'austérité, on a été sous contrôle de la Région avec un inspecteur régional...et malgré tout ça on ne parvient pas à sortir la tête au-dessus de l'eau. Et pourquoi? Parce-que depuis toujours on est sous-financé au niveau de la dotation par le Fonds des Communes. Par exemple : 18 % de notre territoire est affecté à des fins industrielles, donc, pas d'impôts des habitants, au contraire, il y a des charges. Par contre, on est la troisième commune de la région la moins-résidentielle. On a des beaux parcs, qui ne rapportent rien, mais qui -au contraire-coûtent. Il faut donc que nous soyons présents à la discussion quand la Région va revoir sa méthode de

Conseil communal du 10 février 2015

financement aux communes. Le stationnement : il est clair qu'on doit revoir notre mécanisme, il faut s'inscrire dans la politique régionale mais il faut faire en sorte à ne pas trop pénaliser le citoyen forestois par rapport à ce qui existe aujourd'hui. L'augmentation des frais de fonctionnement n'est pas complètement justifiée mais une grande partie que je vous aie énumérée est justifiée. On va essayer les réduire en groupe de travail, mais je ne sais pas où cela va nous amener. Par contre, j'attire votre attention qu'en dépenses de transfert, la dotation au CPAS a augmenté de 1,7 millions d'euros, bien que justifié. Au niveau de la dotation à la police, on a inscrit le montant du plan, mais on sait déjà que cela ne va pas être suffisant.

Monsieur Loewenstein attire l'attention qu'en dépenses d'investissement, il y a en beaucoup pour les bâtiments scolaires Il y a une subsidiologue qui est engagée depuis quelques mois et qui fait un travail remarquable, qui fait la recherche de subsides et remplit des dossiers pour aller chercher des montants à récupérer dans des anciens dossiers à tout niveau des années précédentes. Il dit aussi qu'il ne suffit pas d'inscrire des montants au budget d'investissement, mais qu'il faut aussi pouvoir les réaliser : En 2012, le taux de réalisation était de 60%, en 2013, il était de 90% et on sera à +/- 85 % en 2014. Il rappelle que derrière un budget, il y a des équipes qui travaillent et qui s'investissent beaucoup pour réaliser les projets! Il dit aussi que l'augmentation des frais de fonctionnement peut s'expliquer par l'obligation d'inscrire des montants en suffisance dans sur des articles séparés, sans savoir à l'avance où ce sera nécessaire, où des interventions vont devoir être faites, mais si on n'inscrit pas ces montants, on ne peut pas réagir au moment où c'est nécessaire. Donc on est obligé de surévaluer pour pouvoir intervenir à tout moment.

Monsieur Englebert dit que le 15 % de rétrocession à la Région ont été budgétisés. C'est effectivement une bonne question de savoir ce que le plan de stationnement coûte et ce qu'il rapporte surtout en termes de mobilité. Il pense qu'il faudra plus de temps que le prochain conseil, qui se tient déjà dans trois semaines, pour préparer cela. Le frais de fonctionnement sont examinés service par service, les trois groupes politiques de la majorité s'y sont engagés. Il estime qu'en politique de logement, il faudra trouver un bon équilibre entre le logement moyen et le logement à finalité sociale. Là aussi un y a un grand travail à faire.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il y a lieu de voter le budget ordinaire et extraordinaire 2015 ;

DECIDE,

Vote : Majorité pour, Opposition contre.

Par 21 voix contre 9 (Borcy, Langbord, Mokhtari, Rongé Bentaha, Defays, Gelas, Criquelion, Hacken).

D'approuver le budget ordinaire et extraordinaire 2015.

Artikel 7.

Financiën - Begroting 2015.

De heer Résimont geeft uitleg bij de begroting :

BEGROTING 2015

I. INLEIDING

Het College had de begroting 2014 in evenwicht ingediend door het verlagen van bepaalde uitgaven en door over te gaan tot de verhoging van de inkomsten, met name door de aanpassing van de opcentiemen op de onroerende voorheffing.

Sindsdien zijn er echter externe elementen dit evenwicht komen verstoren en ze hebben de gemeente opnieuw in het rood gezet.

Het gaat daarbij meer bepaald om :

- de verhuizing van de diensten naar gehuurde lokalen en de inrichting en de uitrusting van deze lokalen;
- de uitvoering van de gerechtelijke veroordelingen betreffende de toepassing van het belastingreglement op de vertoningen uitgevoerd door een meerderheid waarin de PS afwezig was;
- het provisioneren om eventuele terugbetalingen te dekken in geschillen tussen de gemeente en de telefonie-operatoren.

Er kan dus vastgesteld worden dat de door het College geleverde inspanningen om de financiën in een zeer nauw keurslijf te houden, gedwarsboemd werden door deze diverse evenementen.

De Begroting 2015 is dus moeilijk maar ondanks alles daadkrachtig.

- ✓ een moeilijke begroting, want getekend door een hele reeks externe elementen die uitzonderlijke uitgaven veroorzaken;
- ✓ daadkrachtig, omdat, ondanks de verplichting om te evolueren in een context van beperkte uitgaven, er een echte wil gemanifesteerd wordt om te investeren in sectoren waar de behoeften overduidelijk zijn, zoals het onderwijs, kleine kinderen, cultuur, sport, enz. We komen hierop terug.

* *
*

Conseil communal du 10 février 2015

De inkomsten bedragen 92.627.349 € en de uitgaven 98.825.802 €.

De gewone begroting vertoont dus een tekort van 6.198.453 € in het eigen dienstjaar.

De vorige dienstjaren vertonen een tekort van 5.909.014 €.

Het resultaat van de overboekingen bedraagt -545.546 €.

Het globale resultaat van de gecumuleerde dienstjaren wordt afgesloten met een tekort van 12.353.014 €.

* *
*

III. DE GEWONE BEGROTING

A. DE ONTVANGSTEN

4) DE PRESTATIE-ONTVANGSTEN : 4.793.503 € (5,18 %)

- De retributietarieven zijn over het algemeen stabiel gebleven.
- De voornaamste prestatie-ontvangsten zijn de tussenkomsten van de ouders in de kinderdagverblijven en peuterspeelweelden (670.000 €), voor de schoolmaaltijden (375.000 €) en voor het toezicht in de scholen (350.000 €).
- De doorgangsrechten van de energieleveranciers brengen 1.855.695 € op.

5) DE OVERDRACHTSONTVANGSTEN : 85.133.119 € (91,91 %)

- Goed nieuws : er is geen verhoging van de belastingen noch nieuwe belastingen.
- De aanslagvoet van de aanvullende personenbelasting wordt behouden op 7 % en brengt 11.424.474 € op en de aanslagvoet van de opcentiemen op de onroerende voorheffing wordt behouden op 3.120 en genereert 23.128.039 €.
- Het aandeel van Vorst in het Gemeentefonds bedraagt 11.582.169 €, hetzij een stijging met 363.846 € ten opzichte van 2014 (stijging van 3,24 % ten opzichte van 2014).
- De gewestdotatie ter compensatie van de afschaffing van de belasting op de drijfkracht en de belasting het informaticamateriaal bedraagt 1.571.779 €.
- Een bedrag van 2.024.714 € is ingeschreven voor de bijdrage ter verbetering van de begrotingstoestand.

Conseil communal du 10 février 2015

- De bijkomende dotatie ter compensatie van de negatieve effecten van de berekening van het Gemeentefonds bedraagt 1.098.362 €.
- De dotatie voor de aanwezigheid van de Nederlandstalige schepen bedraagt 1.553.823 €.
- Een gewestelijke subsidie van 998.830 € is voorzien voor de baremaverhogingen van het personeel (C, D en E).
- Het parkeren is niet langer een gemeentebelasting maar is sinds 1 juli 2014 een retributie geworden geraamd op 2.973.800 € en opgenomen in de boekhouding als overdrachtsontvangst.

6) DE SCHULDONTVANGSTEN : 2.594.363 € (2,92 %)

- Het betreft voornamelijk ontvangsten afkomstig van de dividenden van de intercommunales (Interga – Interelec – Hydrobru).

B. DE UITGAVEN

5) DE PERSONEELSUITGAVEN : 51.565.000 € (52,18 %)

- De gesubsidieerde uitgaven voor het onderwijzend personeel vertegenwoordigen 10.495.240 €.
- De bijdragen voor de pensioenen bedragen 8.275.495 €.
- Er is een begrotingspost van 350.000 € voorzien voor een eventuele indexering van 2 %.
- Een krediet van 300.000 € is bestemd voor de aanvullende eindejaarspremie.

6) **DE WERKINGSUITGAVEN : 9.369.889 € (9,48 %)**

- Een stijging van bijna 1.800.000 € ten opzichte van de rekening 2013 wordt veroorzaakt door de wijkcontracten, de parkeerdienst, de huisvestingsdienst, het nieuwe kinderdagverblijf, de huur van de administratieve kantoren, de schoolmaaltijden en de verschillende huurgelden om de administratieve diensten te huisvesten.

7) **DE OVERDRACHTSUITGAVEN : 31.997.442 € (32,38 %)**

- Twee enorme posten !!!

c) **De subsidie aan het OCMW : 15.700.000 €**

Dit bedrag stijgt met 1.354.457 € ten opzichte van de begroting 2014 die reeds verhoogd werd in de begrotingswijziging.

Ten opzichte van 2006 kan beschouwd worden dat de dotatie verdubbeld werd.

d) **De politiezone**

Het cijfer ingeschreven voor de zone stemt overeen met het bedrag vermeld in het meerjarenplan, namelijk 12.649.215 €.

Een aanvullende dotatie van ongeveer 250.000 € zou door de zone gevraagd worden.

- De som van deze 2 subsidies vertegenwoordigt 88,6 % van het totaal van de overdrachtsuitgaven.

Conseil communal du 10 février 2015

- Een bedrag van 488.569 € is ingeschreven als subsidie voor de VZW « Forest-Centre culturel » (235.367 € voor de personeelskosten, 73.200 € voor de werking en 180.000 € voor de huurwaarde van de gebouwen die gratis gebruikt worden (met overeenkomstige prestatieontvangst).
- De huisvestingspremie toegekend aan de jongeren blijft behouden en wordt begroot op 40.000 €.

8) DE SCHULDUITGAVEN : 5.893.456 € (5,96 %)

- De lasten van de investeringsleningen bedragen 4.759.496 €.
- Debetintresten voor een bedrag van 215.000 € werden voorzien om de noodzakelijke thesaurievoorschotten te dekken.
- Er werd bovendien een bedrag van 760.000 € ingeschreven om de interesten te betalen die voortvloeien uit de 17 vonnissen uitgesproken in het kader van het geschil over de belasting op vertoningen.
- Het volume van de schuld met inbegrip van de lopende investeringen bereikt op 1 januari 2015 een bedrag van 37.947.481 €.

* *

*

III. DE BUITENGEWONE BEGROTING

De Ontvangsten bedragen 30.459.784 € en de uitgaven bereiken in totaal 25.669.133 €.

Het eigen dienstjaar sluit af met een batig saldo van 4.790.651 €.

Het resultaat van de overboekingen is een tekort van 4.790.655 €.

Het resultaat van de gecumuleerde dienstjaren vertegenwoordigt een batig saldo van 1.867.245 €.

* *
*

A. DE ONTVANGSTEN

4) **DE OVERDRACHTSONTVANGSTEN : 12.106.655 €**

Ze zijn samengesteld uit de te verkrijgen subsidies (opgenomen in de tabel van de bijlagen).

5) **DE INVESTERINGSONTVANGSTEN : 1.450.000 €**

- Ze komen in feite overeen met de opbrengst van de realisatie van de te desinvesteren gebouwen :

Conseil communal du 10 février 2015

✓ Voormalige school Pierre Decosterstraat, 155	200.000 €
➤ Terreinen : - hoek Neerstalle – Katanga	850.000 €
- Oude Vijversstraat	400.000 €

	1.450.000 €

- De opbrengst van de verkopen zal gestort worden in het buitengewone reservefonds.

6) **DE SCHULDONTVANGSTEN**

Ze vertegenwoordigen het totaal aan af te sluiten leningen om de investeringsuitgaven te financieren, ten belope van 13.562.474 €.

B. DE UITGAVEN (25.669.133 €)

3) **DE OVERDRACHTSUITGAVEN** : 149.836 €

In conformiteitsstelling Sint-Antoniuserk	110.836 €
Werkkapitaal Famille Forestoise	30.000 €
Terugbetaling voorschotten gedaan door Forest Centre Culturel	9.000 €

	----149.836 €

4) **DE INVESTERINGSUITGAVEN** : 25.519.297 €

Het betreft het investeringsprogramma opgenomen in de bijlagen dat ondermeer de volgende grote posten omvat :

Conseil communal du 10 février 2015

- 5.200.000 € : voor de renovatie van het gemeentehuis
- 1.880.000 € : voor de heraanleg van de wegen
- + 1 miljoen : voor de afdeling onderwijs, waarvan :
 - ✓ 180.000 € : voor de renovatie van school 3
 - ✓ 100.000 € : voor de renovatie van school 6
 - ✓ 300.000 € : voor de herinrichting van het sanitair van de school Vignoble
 - ✓ 300.000 € : voor diverse herinrichtingen in school 12
 - ✓ 200.000 € : voor de prefabgebouwen van de Bempt
- 1.360.000 € : voor de kinderdageverlijven, waarvan :
 - ✓ 110.000 € : voor « Les Marmots »
 - ✓ 225.000 € : voor « Les Lutins »
 - ✓ 91.000 € : voor « La Ruche »
 - ✓ 740.000 € : prefab vestigingen Familielaan
enz.
- 700.000 € : voor de openbare netheid
- 250.000 € : voor de informaticadienst
- 190.000 € : voor het kerkhof
- 100.000 € : voor de sportdienst
- 100.000 € : voor het dak van de Sint-Antoniuserk
- 76.000 € : voor de Bibliotheek
enz.

Aan deze opsomming moeten nog de wijkcontracten toegevoegd worden :

- **Duurzaam Wijkcontract « ALBERT » 1.723.110 €**
(waarvan 145.000 € ten laste van de gemeente)
- **Duurzaam Wijkcontract « ABDIJ » 3.720.030 €**
(waarvan 700.000 € ten laste van de gemeente)

CONCLUSIES

III. DE CONTEXT

- **De algemene economische context is gediversifieerd.**
In de Verenigde Staten stelt men een zeker herstel en een verlaging van de werkloosheid vast; in Europa en in het bijzonder in België is dit herstel echter langzaam en fragiel en het klimaat is somber ; de economische conjunctuur vertoont een duurzame stagnatie.
- **De daling van de olieprijsen heeft bij ons een zwakke, zelfs zeer lage, inflatie teweeggebracht (in de maand december 2014 bedroeg ze 0,3 %).**
- **De deskundigen gaan uit van een inflatie van minder dan 1 % in 2015.**
- **De gevolgen van deze situatie brengen de interestvoeten terug naar een bodemniveau (de OLO rentevoet van de lineaire obligaties op 10 jaar bedraagt 0,8 %).**
- **Dit heeft een gunstige impact op de schuld van de gemeente en des te beter want de gemeentekas wordt steeds strakker, aangezien er reeds kasvoorschotten gevraagd werden voor 2015.**

IV. DE PERSPECTIEVEN

- Wat betreft de investeringen en de realisaties zijn de perspectieven 2016 bemoedigend :
 - Een nieuwe Nederlandstalige school zou het daglicht moeten zien.
 - Er is een ruime verhoging van de opvangcapaciteit in de kinderdagverblijven gepland (« Bout'chics » : +14 ; « La Ruche » : +10 ; renovatie van « Bercaïl », nieuwe school op de Bempt, enz.).
 - Er zou een nieuwe omnisportzaal gebouwd moeten worden op de Bempt.
 - De site van de Abdij zou op termijn de rol moeten kunnen spelen van een grote culturele pool waarin de Muziekacademie, de bibliotheek, tentoonstellingszalen en horeca verenigd worden.
 - Er wordt tevens een globale denkoefening inzake planning en uitbating gehouden over de site van het gemeentehuis dat momenteel gerenoveerd wordt en over het terrein gelegen in de Barcelonastraat.
- Op financieel vlak zou het negatieve resultaat van het eigen dienstjaar beperkt kunnen worden met 2.370.000 € indien de aanvullende gewestelijke steun toegekend in 2014 hernieuwd werd.
- Het resultaat van de gecumuleerde dienstjaren zou evenzo verlaagd kunnen worden met ongeveer 8 miljoen (7.934.000 €) indien we zouden afzien van het provisioneren voor de geschillen over de belasting op de buitenantennes.
- We moeten ons verwachten aan een vermindering van de ontvangsten afkomstig van de dividenden van de intercommunales want deze zullen voortaan onderworpen worden aan de vennootschapsbelasting (34 %).
- Ondanks het groeiend aantal inwoners blijven de ontvangsten van de personenbelasting stagneren. Zou dat een teken zijn van de toenemende verarming van onze inwoners ?
- Het is noodzakelijk de werking van het parkeerreglement te evalueren (momenteel in uitvoering) in het licht van de bepalingen opgelegd door het gewestelijke plan waarbij de belangen van de Vorstenaren beschermd moeten worden.
- Men moet zich verwachten aan een herziening van het financieringsmechanisme van de gemeenten gericht op twee polen; een eerste dotatie die nieuwe criteria van verdeling vastlegt en een tweede dotatie die alle gewestelijke steunmaatregelen verenigt.
Het is aangewezen ruimschoots aandacht te vestigen op de eigenheid van de socio-economische en financiële situatie van onze gemeente alsook op het geheel aan lasten en verplichtingen die onze omgeving bepalen.

- **Het gebrek aan nieuwe inkomsten dreigt de goede werking en de goede organisatie van onze instelling in gevaar te brengen. Om dit struikelblok te vermijden, moet er blijk gegeven worden van meer creativiteit ! Platon zei in « la République » : « La nécessité est la mère de la créativité » (noodzaak is de bron van creativiteit). Dit is nog nooit zo waar geweest.**
- **Ik eindig met u te zeggen dat men in deze onrustige tijden van grote onzekerheid, op deze ogenblikken van angstpsychose positief moet blijven en denken aan de woorden van Jean JAURES, ik citeer :**

*« Il ne faut avoir aucun regret pour le passé,
aucun remord pour le présent
et une confiance inébranlable pour l'avenir »
(je moet geen spijt hebben over het verleden,
geen schuldgevoel over het heden
en een onwrikbaar vertrouwen in de toekomst)*

**Francis RESIMONT
Schepen van Financiën.**

De heer Hacken stelt een daling vast van het bedrag dat is ingeschreven voor de huisvestingspremie. Hij vraagt of er voldoende bericht werd over deze premie. Hij wil ook weten waarom er een verhoging is van de dotatie ten voordele van het integratiebeleid van de lokale gemeenschappen en waarom men 800.000 € minder voorziet voor de inkomsten van het parkeerplan.

De heer Englebert antwoordt dat we, wat de huisvestingspremie betreft, te voorzichtig zijn geweest en dat we voor 2014 het bedrag hadden overschat. Er zijn mensen die deze premie aanvragen, dus er werd over gecommuniceerd, maar misschien niet voldoende. Maar dit jaar zal de tegemoetkoming verhogen, want we zullen al te maken hebben met twee generaties aan wie ze zal gestort worden. Wat het parkeerplan betreft, liggen de inkomsten effectief lager dan voorzien.

Mevrouw El Hamidine zegt dat de subsidies ten voordele van het integratiebeleid verhogen omdat wij meer geld krijgen van de subsidiërende overheid. Het gaat hier om geld dat de gemeente krijgt en doorstort.

De heer Criquelion wil weten waarom het bedrag voor de administratieve boetes vermindert.

De heer Loewenstein denkt dat het hier gaat om de overdracht van de verkeersovertredingen die van het Parket naar de gemeenten moesten komen. Deze werden nog niet overgeheveld, maar wel ingeschreven in de begroting 2014.

De heer Burgemeester legt uit dat de administratieve boetes toegepast kunnen worden wanneer het nieuwe algemene politiereglement in werking zal treden. Het wordt momenteel herwerkt op het niveau van de politiezone opdat het geharmoniseerd zou worden op niveau van de drie gemeenten van de zone.

De overeenkomst met het Parket voor de verkeersovertredingen is vorige week aangekomen. Er wordt over gediscuteerd op de Conferentie van de Burgemeesters en zal daarna ondertekend worden. Hij denkt dat hiermee van start zal gegaan worden in juli.

Voor Vorst wordt het aantal dossiers geraamd op 30 à 40.000 per jaar. Er zal dus een nieuwe dienst opgericht moeten worden.

Mevrouw Gelas is niet verheugd met de begroting die vandaag wordt voorgesteld. Ze kan geen verbetering bemerken, de zaken verergeren. Ze zegt dat men vandaag nog ver verwijderd is van een economische en sociale heropleving. Ze vindt niet dat de gemeente op een goede manier te werk gaat, door de uitgaven te verminderen. Ze stelt een verhoging van de werkingskosten van 34 % vast. Ze wil de gesubsidieerde uitgaven en de nieuwe projecten kennen die deze verhoging rechtvaardigen.

Ze vindt dat de belastingen niet meer verhoogd mogen worden, er moet een andere visie zijn op het verhogen van de inkomsten en het investeringsbeleid moet herzien worden. Ze is verheugd met de investeringen die gedaan worden in de scholen, want die zijn noodzakelijk. Ze denkt niet dat de huisvestingspremie de jongeren ertoe aan zal zetten om zich in Vorst te komen vestigen.

Ze vraagt om de balans op te maken van de inkomsten uit het parkeerplan, om te zien wat dit kost en wat dit opbrengt, hoewel het doel erin bestaat de mobiliteit te verbeteren en niet dat het geld opbrengt voor de gemeente. Tot besluit: er zijn concrete acties voor een investeringsstrategie nodig om besparingen op lange en middellange termijn te genereren en de inkomsten te verhogen.

De heer Hacken vindt het paradoxaal dat men een nog groter tekort voorstelt ondanks het feit dat men vorig jaar de belastingen zo fel verhoogd heeft. Hij vindt dit onrustwekkend en betreurenswaardig. Gaat het hier om een gebrek aan moed, een bewuste keuze? Hij stelt zich vragen bij de grote verhogingen in werkingsuitgaven, bij het parkeerplan. Hij vindt dat het college er werk moet van maken de uitgaven te beperken en het zoeken naar subsidies te verbeteren.

Mevrouw Pâques neemt het woord voor de groep FDF:

« Wij noteren dat de moeilijke financiële situatie van de gemeente uitgelegd kan worden door de factoren meegedeeld door de Schepen van Financiën.

Wat de begroting betreft, maken we ons het meest zorgen over de aanzienlijke verhoging van de werkingskosten.

De begroting vertoont duidelijk een tekort. Hiervoor zijn verschillende redenen. Wij blijven echter vertrouwen hebben in het college en in zijn wil om oplossingen te vinden om tot een begrotingsevenwicht te komen.

Wij leggen echter de nadruk dat voor ons, FDF, elke verhoging van de personenbelasting en van de onroerende voorheffing uitgesloten is.

Zoals reeds vermeld, is de gemeente Vorst proefgemeente geweest van een nieuw systeem voor elektronische codering van de begroting. Deze codering heeft dit jaar meer tijd in beslag genomen dan gepland. Wij hopen dat deze testfase, ondanks het feit dat er enkele problemen waren, het werk in de toekomst zal vereenvoudigen en dat we de begroting 2016 tijdig zullen kunnen stemmen, dit om te vermijden dat de diensten onder het systeem van voorlopige twaalfden moeten werken.

De groep FDF zal VOOR deze begroting 2015 stemmen, ondanks het feit dat de werkingsuitgaven aangepast moeten worden.

De groep stemt VOOR omdat we de goedkeuring van de begroting niet willen uitstellen en zo het werk van de diensten vertragen.

Deze stemming heeft dus niet alleen tot doel om de goede werking van de diensten te garanderen, maar ook om het College in staat te stellen om belangrijke en ambitieuze projecten voor de gemeente en haar inwoners uit te werken zoals:

- de nieuwe Franstalige school in de Bempt en de noodzakelijke installatie van geprefabriceerde paviljoenen om de kinderen van de eerste kleuterklassen te onthalen vanaf 1 september 2015,

- het Duurzame Wijkcontract Abdij en de uitwerking van een punt dat voor ons belangrijk is, namelijk de renovatie van de Abdij en het project van culturele pool dat daar zal worden uitgebouwd,
- het onderhoud van de wegen,
- of nog, de renovatie van het gemeentehuis met de bedoeling alle functies op dezelfde plaats te centraliseren.

Zoals aangekondigd, zullen wij VOOR de begroting 2015 stemmen, maar wij vragen aan het College om heel snel een gewijzigde begroting aan de gemeenteraad voor te leggen, voornamelijk wat de werkingsuitgaven betreft. »

Mevrouw El Yousfi zegt dat de verhoging van het begrotingstekort het gevolg is van allerlei nieuwe uitgaven, zoals de huurgelden, de veroordelingen in oude dossiers. De verbetering van de wijken in het kader van de wijkcontracten trekt een andere bevolking aan. Ze is van mening dat wij moeten trachten een begrotingsevenwicht te bereiken maar dat het belangrijk is om de projecten niet te schrappen.

Mevrouw Huytbroeck zegt dat we ons niets moeten voorliegen; dit is geen inspirerende begroting; het is een realistische begroting, maar in de toekomst moet er nagedacht worden over de inkomsten. Men zal creatief moeten zijn want de belastingen mogen niet nog meer verhoogd worden. Ze vindt ook dat er een evaluatie van het parkeerplan opgemaakt moet worden. Ze zegt dat de groep Ecolo waakzaam zal zijn over de werkingskosten want die roepen vragen op. Ze vindt ook dat er een goede coördinatie moet zijn met andere overheidsniveaus om financieringen voor de projecten te verkrijgen.

De heer Résimont zegt dat Vorst helemaal niet in proces van “belastingwoede” getreden is; dat het 23 jaar geleden is dat de onroerende voorheffing verhoogd werd; het betreft hier dus een normale aanpassing als men op zoek gaat naar nieuwe inkomsten. Vorst heeft al meer dan dertig jaar permanent een begrotingstekort, al meer dan dertig jaar zoeken we formules om hier uit te raken. We hebben saneringsplannen gekend, bezuinigingsplannen, we zijn onder de controle van het Gewest geweest met een gewestelijk inspecteur... en ondanks alles, slagen we er niet in het hoofd boven water te houden. En waarom? Omdat wij altijd al ondergefinancierd werden op het niveau van de dotatie door het Gemeentefonds. Bijvoorbeeld: 18 % van ons grondgebied is industriegebied, dus geen belastingen van de inwoners, integendeel, er zijn lasten. We zijn evenwel de derde kleinste residentiële gemeente van het gewest. We hebben mooie parken die niets opbrengen maar, integendeel, geld kosten. We moeten dus mee aan tafel gaan zitten wanneer het gewest zijn financieringsmethode aan de gemeenten gaat herbekijken. Parkeerbeleid: het is duidelijk, we moeten ons mechanisme herbekijken, maar we moeten aansluiten bij het gewestelijke beleid zonder hierbij de Vorstse burger te straffen ten opzichte van wat er vandaag voor hem van toepassing is.

De verhoging van de werkingskosten is niet volledig gerechtvaardigd, maar een groot deel van wat ik u heb opgesomd, is dat wel. We gaan trachten de werkingsuitgaven te drukken; daarom gaat er een werkgroep opgericht worden, maar ik kan niet voorspellen waartoe dit gaat leiden. Ik vestig echter uw aandacht op het feit dat, bij de overdrachtsuitgaven, de dotatie aan het OCMW, hoewel gerechtvaardigd, met 1,7 miljoen euro is gestegen. Wat betreft de dotatie aan de politie wordt het bedrag van het plan ingeschreven, maar we weten nu reeds dat dit ontoereikend zal zijn.

De heer Loewenstein trekt de aandacht op het feit dat veel investeringsuitgaven naar schoolgebouwen gaan. Enkele maanden geleden werd er een subsidioloog aangeworven die een opmerkelijk werk verricht, die op zoek gaat naar subsidies en die dossiers vervolledigt om bedragen van oude dossiers van de vorige jaren te recupereren. Hij zegt ook dat het niet voldoende is om bedragen in te schrijven in de investeringsbegroting,

Conseil communal du 10 février 2015

maar ze moeten ook gerealiseerd kunnen worden : in 2012 was de realisatiegraad 60%, in 2013 was dat 90 % en voor 2014 wordt de realisatiegraad geschat op 85 %. Hij herinnert eraan dat er achter een begroting teams werken die veel moeite doen om de projecten te realiseren! Hij legt ook uit dat de verhoging van de werkingskosten te wijten is aan de verplichting om voldoende bedragen op afzonderlijke begrotingsartikelen in te schrijven, zonder vooraf te weten waar het nodig zal zijn, waar er interventies zullen moeten worden uitgevoerd. Maar indien die bedragen niet ingeschreven worden, kunnen we niet reageren wanneer het nodig is. We zijn dus verplicht om hoog te schatten om op elk ogenblik tussen te kunnen komen. De heer Englebert zegt dat de 15% die overgemaakt moet worden aan het Gewest begroot werd. Het is effectief een goede vraag om te weten wat het parkeerplan kost en wat het opbrengt, vooral op gebied van mobiliteit. Hij denkt dat er meer tijd nodig zal zijn dan de drie weken die ons scheiden van de volgende gemeenteraad om dit werk voor te bereiden. De werkingskosten zullen dienst per dienst onderzocht worden, de drie groepen van de meerderheid hebben dit engagement genomen. Wat het huisvestingsbeleid betreft, is hij van mening dat men een goed evenwicht moet vinden tussen de gemiddelde woning en de sociale woning. Ook daar is er veel werk aan de winkel.

DE RAAD,

Overwegende dat men moet overgaan tot de stemming van de gewone en buitengewone begroting 2015 ;

BESLIST,

Stemming: Meerderheid voor, Oppositie tegen

Met 21 stemmen tegen 9 (Borcy, Langbord, Mokhtari, Rongé Bentaha, Defays, Gelas, Criquelion, Hacken).

De gewone en buitengewone begroting 2015 goed te keuren.

Article 8.

Finances - Taxe sur les antennes relais, pylônes et mâts de mobilophonie - Règlement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe sur les antennes relais, pylônes et mâts de mobilophonie voté par le conseil communal le 8 octobre 2013 et devenu exécutoire le 9 décembre 2013 par lettre de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale pour un terme expirant le 31 décembre 2019 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Conseil communal du 10 février 2015

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, abrogeant la loi du 24 décembre 1996, relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la situation financière de la commune ;

DECIDE :

de modifier à partir du 11/02/2015, comme suit, le règlement-taxe sur les antennes relais, pylônes et mâts de mobilophonie :

Article 1^{er} :

Il est établi pour les années 2014 à 2019, une taxe annuelle sur les antennes relais, pylônes et mâts de mobilophonie, situés sur le territoire de Forest.

Article 2 :

La taxe est due pour l'année civile entière par le propriétaire de l'antenne relais, du pylône ou du mât quelle que soit la date d'installation ou de l'enlèvement de l'antenne, du pylône ou du mât au cours de l'exercice. Le cas échéant, la taxe est due par les copropriétaires de l'antenne relais, du pylône ou du mât.

A défaut d'en déterminer le possesseur, le propriétaire de l'immeuble sur lequel l'antenne, le pylône ou le mat sont installés, sera considéré comme subsidiairement redevable de la taxe et personnellement obligé de l'acquitter de la même manière que le redevable originaire sauf recours contre celui-ci s'il y a lieu.

Article 3 :

Le taux d'imposition est fixé à 10.000 € par antenne de relais, pylône et mat de mobilophonie sans que le montant taxable ne puisse être fractionné.

Article 4 :

L'administration communale fait parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé avant l'échéance mentionnée. Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire de déclaration sont tenus d'en réclamer un. La déclaration reste valable jusqu'à révocation. En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être faite dans les 10 jours.

Article 5 :

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe, d'après les éléments dont l'administration communale dispose. Les montants enrôlés d'office sont majorées d'un montant égal au droit dû ou estimé comme tel.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 6 :

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins.

Le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément aux dispositions *légal*es en vigueur relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales.

Article 7 :

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement – extrait de rôle. La notification devra lui être faite, sous peine de forclusion, dans les six mois de la date de visa exécutoire du rôle.

Article 8 :

La taxe est recouvrée par le receveur communal conformément aux dispositions *légal*es en vigueur relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales.

Article 9 :

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement- extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives, au profit de la commune, d'intérêts de retard calculés d'après les règles en vigueur en matière d'impôts sur les revenus, ce, sans préjudice des poursuites et pénalités prévues par les lois et les règlements.

Article 10 :

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestre et échevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le collège des bourgmestre et échevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et des moyens. Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de *trois* mois, à partir de la date d'envoi de l'avertissement – extrait de rôle.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 8.

Financiën - Belasting op de relaisantennes, pylonen en masten van mobilofonie - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement op de relaisantennes, pylonen en masten van mobilofonie gestemd door de gemeenteraad op 8 oktober 2013 en uitvoerbaar verklaard op 9 december 2013 door brief van de heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een termijn eindigend op 31 december 2019;

Gelet op de artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, tot opheffing van de wet van 24 december 1996, betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST:

Het belastingreglement op de relaisantennes, pylonen en masten van mobilofonie als volgt te wijzigen vanaf 11/02/2015:

Artikel 1 :

Er wordt voor de dienstjaren 2014 tot 2019 een jaarlijkse belasting gevestigd op de relaisantennes, pylonen en masten van mobilofonie die zich bevinden op het grondgebied van Vorst.

Artikel 2 :

De belasting is verschuldigd voor het gehele kalenderjaar door de eigenaar van de relaisantenne, pyloon of mast, ongeacht de datum van installatie of van verwijdering van de antenne, pyloon of mast, in de loop van het dienstjaar. In voorkomend geval, is de belasting verschuldigd door de mede-eigenaars van de relaisantenne, pyloon of mast. Indien de bezitter niet kan worden aangeduid, wordt de eigenaar van het gebouw waarop de antenne, pyloon of mast zich bevindt, beschouwd als subsidiair aansprakelijk voor de belasting en persoonlijk verplicht deze te vereffenen op dezelfde wijze als de oorspronkelijke belastingplichtige, behoudens beroep tegen deze, indien nodig.

Artikel 3 :

De aanslagvoet van de belasting is vastgesteld op 10.000,00 € per relaisantenne, pyloon en mast van mobilofonie, zonder dat het belastbaar bedrag opsplitsbaar is.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 4 :

Het gemeentebestuur zendt een aangifteformulier naar de belastingplichtige, die dit behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ondertekend terugstuurt voor de vermelde vervaldatum.

De belastingplichtigen die geen aangifteformulier hebben ontvangen, zijn verplicht er één aan te vragen.

De aangifte blijft geldig tot herroeping. In geval van wijziging van de aanslagbasis, zal binnen de 10 dagen een nieuwe aangifte moeten worden ingediend.

Artikel 5 :

De belastingplichtige is verplicht om de eventuele controle van zijn verklaring te vergemakkelijken, met name door alle documenten en inlichtingen te verschaffen die hem met het oog hierop zouden gevraagd worden. Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijnen ingediend wordt of bij onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt. De ambtshalve ingekohierde bedragen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan het verschuldigde of geschatte recht.

Artikel 6 :

De belasting zal ingevorderd worden door middel van een kohier. Het belastingskohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De invordering en de geschillen die hierop betrekking hebben, worden geregeld *conform de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen*.

Artikel 7 :

De belastingplichtige ontvangt zonder kosten een aanslagbiljet. De kennisgeving geschiedt op straffe van verval binnen de zes maanden te rekenen vanaf de datum van de uitvoerbaarverklaring van het kohier.

Artikel 8 :

De belasting wordt ingevorderd door de gemeenteontvanger volgens de *geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen*.

Artikel 9 :

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden volgend op de verzending van het aanslagbiljet. Bij niet-betaling binnen deze termijn zullen ten bate van de gemeente verwijlinteressen berekend worden volgens de geldende regels inzake inkomstenbelastingen en dit ongeacht de vervolging en boeten voorzien door de wetten en reglementen.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 10 :

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen, dat als bestuursoverheid optreedt. Op straffe van nietigheid moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het college van burgemeester en schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend worden door de bezwaarindiener of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of zetel van de belastingplichtige ten laste van dewelke de belasting gevestigd werd, alsook het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen. De bezwaren moeten – op straffe van verval – ingediend worden binnen een termijn van *drie* maanden volgend op de datum van de verzending van het aanslagbiljet.

Article 9.

Finances - Taxe sur les dispositifs publicitaires - Règlement - Modifications.

Monsieur Hacken constate qu'il n'a pas reçu la note explicative. Est-ce qu'il s'agit d'une taxe supplémentaire ou d'une augmentation de taxe?

Monsieur Résimont répond qu'il n'y a pas de taxes nouvelles, c'est la reconduction de la taxe existante. Il s'agit de la mise en concordance avec l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux recouvrements.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe sur les dispositifs publicitaires, voté par le conseil communal du *17 décembre 2013* ;

Vu l'article 170, § 4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, abrogeant la loi du 24 décembre 1996, relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la situation financière de la Commune et la nécessité qui en découle pour la Commune de trouver des recettes complémentaires en vue d'équilibrer ses comptes et de pouvoir mener à bien les compétences et les attributions qui lui sont confiées et d'assurer la continuité des services communaux ;

Vu la note explicative déposée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vue de justifier le présent règlement-taxe et ses composantes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Conseil communal du 10 février 2015

DECIDE :

de modifier à partir du 11/02/2015, comme suit, le règlement-taxe sur les dispositifs publicitaires :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2014 à 2019 une taxe sur les dispositifs publicitaires installés dans l'espace public ou visibles depuis l'espace public.

Article 2

Les dispositifs publicitaires visés par le présent règlement sont les dispositifs de publicité, les véhicules publicitaires et les stands publicitaires.

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- publicité : toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, à l'exclusion de celles figurant sur les enseignes et la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique ;

-dispositif de publicité : tout support, espace ou moyen mis en œuvre, établi, aménagé ou utilisé afin de recevoir de la publicité, que ce soit par collage, agrafage, ancrage, peinture, accrochage, projection ou tout autre moyen ;

-véhicules publicitaires : véhicules à moteur ou remorques opérant de la publicité et stationnant dans l'espace public ou visible depuis l'espace public. Ne sont pas considérés comme véhicules publicitaires les véhicules à moteur et remorques comportant exclusivement des données ou dessins relatifs à la personne qui en est le propriétaire ou l'utilisateur habituel ;

-stand publicitaire : occupation temporaire d'un emplacement dans l'espace public par des installations de toute nature, des animations ou activités dans un but publicitaire sans qu'il y ait ou non vente. Ne sont pas assimilés à des stands publicitaires, les étalages et terrasses du secteur horeca.

Article 3

La taxe est due par l'exploitant du dispositif publicitaire. Sont solidairement tenus, le ou les titulaire (s) d'un droit réel sur le dispositif publicitaire ou, le cas échéant, sur l'immeuble qui le supporte, par l'installateur du dispositif publicitaire, par l'annonceur et par la personne physique ou morale qui bénéficie de la publicité.

Article 4

a) La taxe est due par dispositif publicitaire.

b) La taxe est due pour l'exercice entier quelle que soit la date d'installation ou de démontage du dispositif de publicité

Conseil communal du 10 février 2015

c) Le taux de la taxe sur les dispositifs de publicité s'élève à 150 € par exercice par m².

§1. Pour le calcul de la taxe, toute fraction de m² est comptée comme m² entier.

§2. Par exception au § 1, pour les dispositifs publicitaires inférieurs à 4 m², la taxation se fait par tranche ou fraction de 0,25 m² au tarif fixé par m² divisé par 4.

§3. Pour les dispositifs publicitaires équipés de plusieurs faces publicitaires, le taux de la taxe est multiplié par le nombre de faces publicitaires.

d) Le taux de la taxe sur les véhicules publicitaires s'élève par véhicule à 75,00 € par jour de stationnement sur l'espace public ou visible depuis l'espace public à ou 2.500,00 € par exercice.

Pour le calcul de la taxe, toute fraction de journée est comptée comme journée entière.

Article 5

Sont exonérés des taxes du présent règlement :

- Les dispositifs publicitaires de la commune ou d'organismes créés par ou subordonnés à la commune pour autant qu'ils ne servent pas à l'affichage de publicité à caractère commercial
- Les dispositifs publicitaires destinés exclusivement à la publicité pour des événements organisés ou co-organisés par la commune et faisant l'objet d'une convention de partenariat avec la commune ;
- Les dispositifs publicitaires destinés exclusivement à la publicité pour les établissements d'enseignement créés, subventionnés ou reconnus par les autorités compétentes et qui sont apposés sur les établissements concernés ou placés sur leur terrain ;
- Les dispositifs publicitaires destinés à promouvoir des activités non lucrative de nature sportive, sociale ou culturelle, en ce compris les films, les créations artistiques ainsi que ceux qui portent à la connaissance du public l'organisation de foires, congrès, salons ou cirques pour autant que leur surface ne soit pas supérieur à 1 m² et qu'ils soient placés sur l'immeuble ou sur le bien où a lieu l'évènement ou l'activité concernée.
- Les dispositifs publicitaires placés occasionnellement lors des fêtes locales en vue d'y promouvoir l'évènement ou les activités qui s'y déroulent.
- Les panneaux électoraux.

Article 6

L'Administration fait parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-

Conseil communal du 10 février 2015

ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, dans un délai de 30 jours à dater de l'envoi du formulaire. Ce formulaire signé vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes.

Les personnes dont les bases d'imposition subiraient des modifications devront révoquer leur déclaration et la remplacer par une nouvelle dans les dix jours de la modification.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 7

Le redevable de l'imposition recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans le délai imparti, il est fait application des règles relatives au recouvrement en matière de taxe sur les revenus.

Article 8

En cas de non-déclaration dans les délais prévus à l'article 7 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe conformément *aux dispositions légales en vigueur relatives à l'établissement, au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales.*

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée d'un montant équivalent à celui de l'impôt dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Artikel 9.

Financiën - Belasting op de reclamevoorzieningen - Reglement - Wijziging.

De heer Hacken stelt vast dat hij de verklarende nota niet heeft gekregen. Betreft het hier een nieuwe belasting of wordt de belasting verhoogd?

De heer Résimont antwoordt dat er geen nieuwe belastingen zijn, dat het de hernieuwing van de bestaande belasting is. Het is de aanpassing van het reglement aan de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de invorderingen.

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement op de reclamevoorzieningen, gestemd door de gemeenteraad op 17 december 2013;

Conseil communal du 10 février 2015

Gelet op artikel 170, § 4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, tot opheffing van de wet van 24 december 1996, betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente en de noodzaak voor de Gemeente die hieruit voortvloeit om bijkomende inkomsten te vinden om zo haar rekeningen in evenwicht te brengen en om de toegekende bevoegdheden goed uit te kunnen voeren en de continuïteit van de gemeentediensten te verzekeren;

Gelet op de verklarende nota ingediend door het College van Burgemeester en Schepenen om huidig belastingreglement en de bestanddelen ervan te verantwoorden;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Het reglement betreffende de belasting op de reclamevoorzieningen als volgt te wijzigen vanaf 11/02/2015:

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2014 tot 2019, een belasting gevestigd op de reclamevoorzieningen geplaatst in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte.

Artikel 2

De reclamevoorzieningen beoogd door huidig reglement zijn de installaties voor reclame, de reclamevoertuigen en de reclamestanden.

Voor de toepassing van dit reglement bedoelt men met:

- reclame : elk opschrift, vorm of beeld bestemd om het publiek te informeren of zijn aandacht te vestigen, met uitsluiting van wat voorkomt op uithangborden en wegsignalisatie, plaatsen en instellingen van algemeen belang of met toeristische functie;

- installaties voor reclame : elke drager, ruimte of middel uitgevoerd, opgezet, ingericht of gebruikt om reclame aan te brengen, hetzij door aanplakking, vasthechting, verankering, schildering, ophanging, projectie of door elk ander middel;

- reclamevoertuigen : motorvoertuigen of aanhangwagens die reclame maken en parkeren in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte. Worden niet beschouwd als reclamevoertuigen de motorvoertuigen en aanhangwagens die uitsluitend gegevens of tekeningen bevatten betreffende de persoon die de eigenaar of gewoonlijke gebruiker ervan is;

Conseil communal du 10 février 2015

- reclamestand : tijdelijke bezetting van een staanplaats in de openbare ruimte door installaties van alle aard, animatie of activiteiten met een reclamedoeleinde zonder dat er al dan niet iets verkocht wordt. Worden echter niet gelijkgesteld met reclamestands de etalages en terrassen van de horecasector.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de reclamevoorziening. Zijn solidair gehouden, de houder(s) van een zakelijk recht op de reclamevoorziening of, in voorkomend geval, op het gebouw waarop het is aangebracht, door de plaatser van de reclamevoorziening, door de aankondiger en door de natuurlijke of rechtspersoon die geniet van de reclame.

Artikel 4

a) De belasting is verschuldigd per reclamevoorziening.

b) De belasting is verschuldigd voor het volledige dienstjaar ongeacht de datum van plaatsing of verwijdering van de reclamevoorziening.

c) Het belastingtarief op de reclamevoorzieningen bedraagt 150 € per jaar per m².

§1. Voor de berekening van de belasting wordt elk deel van een m² geteld als een hele m².

§2. In uitzondering op § 1, voor de reclamevoorzieningen kleiner dan 4 m², gebeurt de belastingheffing per schijf of deel van 0,25 m² aan het vastgestelde tarief per m² gedeeld door 4.

§3. Voor de reclamevoorzieningen uitgerust met meerdere reclameoppervlakken, wordt het belastingtarief vermenigvuldigd met het aantal reclameoppervlakken.

d) Het belastingtarief op de reclamevoertuigen bedraagt per voertuig 75,00 € per dag parkeren in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte of 2.500,00 € per jaar.

Voor de berekening van de belasting wordt elk deel van een dag geteld als een hele dag.

Artikel 5

Zijn vrijgesteld van de belastingen van huidig reglement :

- De reclamevoorzieningen van de gemeente of van organismen opgericht door, of ondergeschikt aan de gemeente voor zover ze niet dienen voor aanplakking van reclame met commercieel karakter;

- De reclamevoorzieningen uitsluitend bestemd voor de reclame voor evenementen georganiseerd of medegeorganiseerd door de gemeente en die het voorwerp uitmaken van een samenwerkingsovereenkomst met de gemeente;

- De reclamevoorzieningen uitsluitend bestemd voor de reclame voor schoolinstellingen opgericht, gesubsidieerd of erkend door de bevoegde overheden en die aangebracht zijn op de betrokken instellingen of geplaatst op hun terrein;

Conseil communal du 10 février 2015

De reclamevoorzieningen bestemd voor het promoten van niet winstgevende activiteiten van sportieve, sociale of culturele aard, met inbegrip van films, artistieke creaties alsook diegenen die het publiek op de hoogte brengen van de organisatie van kermissen, congressen, beurzen of circussen voor zover hun oppervlakte niet groter is dan 1 m² en ze geplaatst worden op het gebouw of op het goed waar het betrokken evenement of activiteit plaatsvindt.

De reclamevoorzieningen geplaatst ter gelegenheid van lokale feesten met het oog op het promoten van het evenement of de activiteiten die er plaatsvinden.

De verkiezingspanelen.

Artikel 6

Het Bestuur stuurt aan de belastingplichtige een aangifteformulier dat behoorlijk ingevuld en ondertekend teruggestuurd moet worden binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf het verzenden van het formulier. Dit ondertekende formulier blijft geldig tot herroeping ervan, gericht aan de dienst Belastingen.

De personen van wie de belastinggrondslag wijzigingen zou ondergaan, moeten hun aangifte herroepen en vervangen door een nieuwe aangifte binnen de tien dagen na de wijziging. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet de elementen nodig voor de belastingheffing meedelen aan het Bestuur tegen ten laatste 31 december van het aanslagjaar.

Artikel 7

De belastingplichtige ontvangt gratis een aanslagbiljet.

De belasting dient betaald binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet. Bij niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn zullen de invorderingsregels inzake de inkomstenbelasting toegepast worden.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de in artikel 7 gestelde termijnen ingediend wordt of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden conform de geldende wettelijke bepalingen betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen. Vooraleer over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het college van burgemeester en schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf het verzenden van dit bericht om schriftelijk zijn opmerkingen te laten geworden.

In geval van ambtshalve inkohiering wordt de belasting verhoogd met het dubbele van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd

Conseil communal du 10 février 2015

Article 10.

Finances - Taxe sur les exhumations - Règlement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe sur les exhumations, voté par le conseil communal le 17 décembre 2013 et devenu exécutoire le 3 mars 2014 par lettre de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale pour un terme expirant le 31 décembre 2019 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, abrogeant la loi du 24 décembre 1996, relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la situation financière de la commune ;

DECIDE :

de modifier à partir du 11/02/2015, comme suit, le règlement-taxe communale sur les exhumations :

Article 1.

Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019 une taxe communale sur les exhumations de restes humains.

Article 2.

La taxe est due par la personne qui demande l'autorisation d'exhumation.

Article 3.

Sont exonérées :

- les exhumations des civils et militaires morts pour la Patrie;
- les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire;
- les exhumations exécutées d'office par la commune;
- les exhumations résultant de la désaffectation du cimetière.

Article 4.

La taxe est fixée à 2.500,00 € par exhumation de chaque corps ou urne. Elle est limitée à 300,00 € pour l'exhumation d'urne du columbarium.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 5.

La taxe est payable au comptant au moment de la demande de l'autorisation d'exhumation, entre les mains du receveur communal ou du préposé de la commune.

Article 6.

Le redevable peut introduire une réclamation écrite et motivée, remise ou présentée par envoi postal au collège des Bourgmestre et échevins, dans les *trois* mois à dater du paiement au comptant.

Artikel 10.

Financiën - Belasting op de opgravingen - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement op de opgravingen, gestemd door de gemeenteraad op *17 december 2013* en uitvoerbaar verklaard op *3 mars 2014* door brief van de Heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een termijn eindigend op *31 december 2019*;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, tot opheffing van de wet van 24 december 1996, betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST:

het gemeentelijke belastingreglement op de opgravingen als volgt te *wijzigen* vanaf *11/02/2015* :

Artikel 1

Er wordt, voor de dienstjaren 2014 tot 2019, een gemeentebelasting gevestigd op de opgravingen van stoffelijke resten.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de persoon die de toelating tot opgraving aanvraagt.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 3

Zijn vrijgesteld :

- de opgravingen van burgers en militairen gesneuveld voor het Vaderland;
- de opgravingen bevolen door de rechterlijke overheid;
- de opgravingen ambtshalve uitgevoerd door de gemeente;
- de opgravingen die het gevolg zijn van de bestemmingsonttrekking van het

kerkhof.

Artikel 4

De belasting is vastgesteld op 2.500,00 € per opgraving van elk lichaam of urn.
Ze bedraagt slechts 300,00 € voor een opgraving van een urn uit het columbarium.

Artikel 5

De belasting is contant betaalbaar op het ogenblik van de toelatingsaanvraag tot opgraving, in handen van de gemeenteontvanger of aangestelde van de gemeente.

Artikel 6

De belastingplichtige kan een met redenen omkleed schriftelijk bezwaarschrift indienen dat afgegeven of per post verzonden wordt aan het college van burgemeester en schepenen, en dit binnen de *drie* maanden te rekenen vanaf de datum der contante betaling.

Article 11.

Finances - Taxe sur les magasins de nuit - Règlement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe sur les magasins de nuit voté par le conseil communal le 8 octobre 2013 et rendu exécutoire le 5 décembre 2013 par lettre de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale pour un terme expirant le 31 décembre 2019 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, abrogeant la loi du 24 décembre 1996, relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le collège des Bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition communale ;

Vu la situation financière de la commune ;

Conseil communal du 10 février 2015

DECIDE :

de modifier à partir du 11/02/2015, comme suit, le règlement de la taxe sur les magasins de nuit :

Article 1 : Définition.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par magasin de nuit un magasin qui vend des produits d'alimentation et d'entretien, ouvert entre 21h et 7h, inscrit au registre de commerce sous la rubrique « vente de produits d'alimentation et d'entretien ».

Article 2 : Assiette de la taxe.

Il est établi pour les exercices 2014 à 2019, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur les magasins de nuit situés sur le territoire de la commune.

Article 3 : Taux d'imposition.

Le taux d'imposition de la taxe d'ouverture est fixé à 12.500,00 euros et redevable à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un magasin de nuit situé sur le territoire de la commune. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale. La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Le taux d'imposition de la taxe annuelle est fixé à 3.500,00 euros par magasin de nuit.

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues pour la totalité de l'année civile, nonobstant la cessation de l'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

La taxe annuelle débute l'année suivant l'enrôlement de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de l'application du présent règlement de taxe.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4 : Redevables.

La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se situe l'établissement est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Article 5 : Déclaration.

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande. Ils sont tenus de faciliter le contrôle éventuel de leur déclaration.

Afin de lever l'impôt, l'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur est établie, un formulaire

Conseil communal du 10 février 2015

de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale avec les copies conformes des attestations requises.

A défaut d'une déclaration, en cas d'une déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'un magasin de nuit.

Si, pour une raison quelconque, les redevables n'ont pas encore été touchés par le recensement, ils sont tenus d'informer l'administration communale de leur propre initiative.

A défaut de déclaration, en cas d'insuffisance de celle-ci et pour les entreprises dont la conformité avec le permis requis n'est pas établie, l'imposition est établie d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer.

Article 6 : Indemnité.

En cas de fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif à titre de sanction par le collège des bourgmestre et échevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7 : Changement ou fermeture.

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 8 : Perception.

Le présent impôt sera perçu par voie de rôle. La taxe devra être payée endéans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de déclaration, en cas d'insuffisance de celle-ci et pour les entreprises dont la conformité avec le permis requis n'est pas établie, l'imposition est établie d'office d'après les éléments dont l'administration communale peut disposer.

Article 9 : Contestation.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestre et échevins.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les *trois* mois de la date de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 11.

Financiën - Belasting op de nachtwinkels - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het reglement van de belasting op de nachtwinkels gestemd door de gemeenteraad op 8 oktober 2013 en uitvoerbaar verklaard op 5 december 2013 door brief van de Heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een termijn eindigend op 31 december 2019;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, tot opheffing van de wet van 24 december 1996, betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST:

Het reglement betreffende de belasting op nachtwinkels als volgt te *wijzigen vanaf 11/02/2015* :

Artikel 1: Definitie

Voor de toepassing van het huidige reglement moet er onder nachtwinkel verstaan worden, een winkel waar algemene voedingswaren en huishoudartikelen worden verkocht, die tussen 21u en 7u open is en ingeschreven is in het handelsregister onder de rubriek “verkoop van algemene voedingsmiddelen en huishoudartikelen”.

Artikel 2: Grondslag van de belasting.

Er wordt voor de dienstjaren 2014 tot 2019 een openingsbelasting en een jaarlijkse belasting geheven op nachtwinkels gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 3: Aanslagvoet van de belasting.

De aanslagvoet van de openingsbelasting is vastgesteld op 12.500,00 € en verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een nachtwinkel op het grondgebied van de gemeente. Elke wijziging van uitbating wordt beschouwd als een nieuwe handelsactiviteit. De openingsbelasting is een eenmalige belasting.

De aanslagvoet van de jaarlijkse belasting is vastgesteld op 3.500,00 € per nachtwinkel.

Conseil communal du 10 février 2015

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd voor het ganse burgerlijke jaar, ongeacht de stopzetting van de economische activiteit of de wijziging van de uitbating in het jaar van de inkohiering.

De jaarlijkse belasting gaat in volgend op het jaar van de inkohiering van de openingsbelasting, of bij gebreke hiervan vanaf de inwerkingtreding van het huidige belastingreglement.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting om gelijk welke reden dan ook toegestaan.

Artikel 4: Belastingplichtigen.

De belasting is hoofdelijk en ondeelbaar verschuldigd door de eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan en de eigenaar van het pand waar de economische activiteit plaatsvindt.

Artikel 5: Aangifte.

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan evenals de eigenaar van het pand zijn verplicht aangifte te doen van elke economische activiteit bij de gemeentelijke overheid voordat deze activiteit gestart wordt. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen aan de gemeentelijke overheid bij de eerste aanvraag. Ze zijn verplicht de eventuele controle van hun aangifte mogelijk te maken.

Teneinde de belasting te heffen, stuurt het gemeentebestuur naar alle bedrijven in uitbating waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving vastgesteld is, een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgelegde periode dient te worden ingevuld, ondertekend en teruggestuurd samen met de eensluidende afschriften van de noodzakelijke vergunningen.

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt van ambtswege een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld. Dit zal geschieden door een beëdigde ambtenaar. Dit proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met de vaststelling van opening van een nachtwinkel.

Indien, om welke reden dan ook, de belastingplichtigen geen aangifteformulier ontvangen hebben, moeten zij op eigen initiatief het gemeentebestuur inlichten.

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met de vereiste vergunningen niet is vastgesteld, wordt de belasting van ambtswege gevestigd op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt.

Artikel 6: Schadeloosstelling.

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het college van burgemeester en schepenen krachtens artikel 119bis van de Nieuwe gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 7: Wijziging of stopzetting.

Elke wijziging of stopzetting van de economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 8: Inning.

De genoemde belasting zal via een kohier ingevorderd worden. De belasting dient binnen de twee maanden na het versturen van het uittreksel betaald te worden.

Bij gebrek aan een aangifte, bij onvolledigheid hiervan en bij handelszaken waarvan de conformiteit met de vereiste vergunningen niet is vastgesteld, wordt de belasting van ambtswege geheven op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt.

Artikel 9: Geschillen.

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid schriftelijk ingediend worden en moet op straffe van verval binnen de *drie* maanden na de verzenddatum van het aanslagbiljet. Het moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt:

- de namen, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige voor wie de belasting werd opgemaakt.
- het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Article 12.

Finances - Taxe sur les transports funèbres et la pose de scellés - Règlement - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe sur les transports funèbres et la pose de scellés, voté par le conseil communal le *8 octobre 2013* et devenu exécutoire le *5 décembre 2013* par lettre de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale pour un terme expirant le *31 décembre 2019* ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, abrogeant la loi du 24 décembre 1996, relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la situation financière de la commune ;

Conseil communal du 10 février 2015

DECIDE :

de modifier à *partir du 11/02/2015* le règlement-taxe sur les transports funèbres et sur la pose de scellés qui s'établira comme suit :

Article 1.

Il est établi du 01/01/2014 au 31/12/2019 une taxe sur les transports funèbres et sur la fermeture des cercueils.

Article 2.

La taxe est due par la personne qui convient, avec l'administration communale, des modalités de funérailles.

Article 3.

La taxe est fixée à 1.000,00 € par convoi funèbre arrivant au cimetière communal après 15h30 et après 13h le vendredi.

Article 4.

Une taxe de fermeture des cercueils est due pour toutes les personnes décédées sur le territoire de la commune.

Cette taxe est fixée à 150,00 € et donne lieu à la remise d'une attestation de paiement lors de la fermeture du cercueil.

Cette taxe n'est pas due lors de l'organisation des funérailles des personnes réputées indigentes.

Article 5.

Les taxes sont dues au comptant, au moment où les modalités des funérailles sont convenues. Elles sont payables au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 6.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative.

Pour être recevables, les réclamations doivent être faites par écrit, motivées et remises ou présentées par envoi postal dans les *trois* mois à dater du paiement au comptant.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 12.

Financiën - Belasting op het lijkenvervoer en het plaatsen van zegels - Reglement - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement op het lijkenvervoer en het plaatsen van zegels, gestemd door de gemeenteraad op 8 oktober 2013 en uitvoerbaar verklaard op 5 december 2013 door brief van de heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een termijn eindigend op 31 december 2019;

Gelet op de voorschriften van artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, tot opheffing van de wet van 24 december 1996, betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST :

het reglement van de belasting op het lijkenvervoer en het plaatsen van zegels als volgt te wijzigen vanaf 11/02/2015 :

Artikel 1.

Er wordt, van 01/01/2014 tot 31/12/2019 een belasting gevestigd op het lijkenvervoer en de sluiting van de doodskisten.

Artikel 2.

De belasting is verschuldigd door de persoon die, met het gemeentebestuur, de modaliteiten van de begrafenis regelt.

Artikel 3.

Een belasting van 1.000,00 € moet worden betaald bij elk vervoer dat na 15u30 en na 13u op vrijdag op het gemeentelijk kerkhof aankomt.

Artikel 4.

De belasting op de sluiting van de doodskisten is betaalbaar voor alle personen overleden op het grondgebied van de gemeente.

Deze belasting is vastgesteld op 150,00 € en zal aanleiding geven tot de afgifte van een betalingsbewijs op het ogenblik van de sluiting van de doodskist.

Deze belasting is niet verschuldigd bij het organiseren van de lijkbezorging van behoeftige personen.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 5.

De belastingen zijn contant betaalbaar op het ogenblik van de afhandeling van de modaliteiten voor de begrafenissen, in handen van de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de regelmatig daartoe aangeduide beambten.

Artikel 6.

De belastingplichtige kan bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen, die als administratieve overheid beslecht.

Om ontvankelijk te zijn, moeten de bezwaren schriftelijk gedaan worden, met redenen omkleed zijn en overhandigd of per post verzonden worden binnen de *drie* maanden vanaf de datum van contante betaling.

Article 13.

FINANCES - Communauté israélite libérale BETH HILLEL - Compte 2013.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte 2013 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL, arrêté comme suit par le conseil de la Communauté :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	33.300,00 €	7.991,54 €	41.291,54 €
DEPENSES	31.432,22 €	-	31.432,22 €

EXCEDENT 9.859,32 €

Vu qu'aucune réponse n'a été donnée par le trésorier quant à la demande de pièces justificatives concernant le compte 2013 ;

Vu qu'aucune demande d'intervention financière n'est demandée par la Communauté israélite libérale Beth Hillel ;

Conseil communal du 10 février 2015

DECIDE :

Vote traditionnel : PS, Ecolo, FDF, MR et Monsieur Rongé suivent l'avis de l'administration, CDH vote pour.

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2013 de la Communauté israélite libérale BETH HILLEL.

Artikel 13.

Financiën - Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL - Rekening 2013.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2013 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL, als volgt vastgesteld door de Gemeenschapsraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	33.300,00 €	7.991,54 €	41.291,54 €
UITGAVEN	31.432,22 €	-	31.432,22 €

OVERSCHOT: 9.859,32 €

Overwegende dat er door de schatbewaarder geen enkel antwoord werd gegeven op de vraag naar bewijsstukken betreffende de rekening 2013;

Overwegende dat er geen enkele financiële tussenkomst wordt gevraagd door de Israëlitische liberale gemeenschap Beth Hillel;

BESLIST:

Traditionele stemming : PS, Ecolo, FDF, MR en de Heer Rongé volgen het advies van het bestuur, CDH stemt voor.

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2013 van de Israëlitische Liberale Gemeenschap BETH HILLEL.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 14.

FINANCES - Fabrique de l'Eglise Saint-Denis - Compte 2013.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2013 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	52.150,21 €	206.892,65 €	259.042,86 €
DEPENSES	28.052,67 €	195.163,94 €	223.216,61 €

EXCEDENT: 35.826,25 €

Attendu que l'examen du compte donne lieu à l'observation suivante:

- le reliquat du compte de l'année 2012 a été corrigé par le trésorier afin de correspondre à la réalité du montant figurant sur le compte bancaire.

DECIDE:

Vote traditionnel : PS, Ecolo, FDF, MR et Monsieur Rongé suivent l'avis de l'administration, CDH vote pour.

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2013 de la Fabrique de l'église Saint-Denis.

Artikel 14.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Denijs - Rekening 2013.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediënen, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Conseil communal du 10 février 2015

Gelet op de rekening 2013 van de kerkfabriek Sint-Denijs, als volgt vastgesteld door de kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	52.150,21 €	206.892,65 €	259.042,86 €
UITGAVEN	28.052,67 €	195.163,94 €	223.216,61 €

OVERSCHOT: 35.826,25 €

Overwegende dat het onderzoek van de rekening aanleiding geeft tot de volgende opmerking:
het batig saldo van de rekening over het jaar 2012 werd door de schatbewaarder verbeterd opdat het overeen zou komen met het werkelijke bedrag zoals vermeld op de bankrekening.

BESLIST:

Traditionele stemming : PS, Ecolo, FDF, MR en de Heer Rongé volgen het advies van het bestuur, CDH stemt voor.

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2013 van de kerkfabriek Sint-Denijs.

Article 15.

FINANCES - Fabrique de l'Eglise Saint-Denis - Budget 2014.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2014 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	40.715,64 €	371,84 €	41.087,48 €
DEPENSES	34.630,00 €	6.457,48 €	41.087,48 €

BALANCE

L'équilibre budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte ;

Conseil communal du 10 février 2015

Attendu toutefois que l'examen du budget donne lieu à l'observation suivante:

- les fonds de réserve (recette et dépense) tels que présentés dans le budget doivent s'annuler puisque leur montant est identique ;
- l'intervention communale (art 17) indiquée dans le budget doit être mise à zéro puisque le résultat du compte 2013 est connu et doit donc être repris en rubrique 19 ;
- l'article 49 des dépenses ordinaires doit se monter à 20.846,25 € afin d'équilibrer le budget ;

DECIDE :

Vote traditionnel : PS, Ecolo, FDF, MR et Monsieur Rongé suivent l'avis de l'administration, CDH vote pour.

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2014 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Denis et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le budget 2014, afin que celui-ci reste en équilibre.

Artikel 15.

Financiën - Kerkfabriek van Sint-Denijs - Begroting 2014.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2014 van de Kerkfabriek van Sint-Denijs, als volgt vastgesteld door de Bestuursraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	40.715,64 €	371,84 €	41.087,48 €
UITGAVEN	34.630,00 €	6.457,48 €	41.087,48 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

Overwegende dat het onderzoek van de begroting echter aanleiding geeft tot de volgende opmerking:

Conseil communal du 10 février 2015

de reservefondsen (ontvangsten en uitgaven) zoals voorgesteld in de begroting moeten geannuleerd worden aangezien hun bedrag identiek is;
de gemeentelijke tussenkomst (art 17) genoemd in de begroting moet teruggebracht worden naar nul aangezien het resultaat van de rekening 2013 gekend is en dus vermeld moet worden in rubriek 19;
artikel 49 van de gewone uitgaven moet 20.846,25 € bedragen om de begroting in evenwicht te houden;

BESLIST:

Traditionele stemming : PS, Ecolo, FDF, MR en de Heer Rongé volgen het advies van het bestuur, CDH stemt voor.

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2014 van de Kerkfabriek van Sint-Denijs en de toezichthoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen aan te brengen in de begroting 2014, opdat deze in evenwicht blijft.

Article 16.

Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information.

Point 4 : Monsieur Rongé se demande s'il ne vaut pas mieux mettre des tuiles au lieu de refaire les toits en chaume des pavillons au cimetière.

Monsieur Loewenstein rappelle qu'il s'agit de mesures de protection provisoires car le marché pour refaire les toitures a dû être relancé. En plus, si on remplace la toiture par des tuiles, il faut aussi remplacer toute la structure, ce qui reviendrait beaucoup plus cher car si on remplace par du chaume, il faut uniquement remplacer le chaume.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle loi communale en vertu duquel le Conseil est informé des décisions prises par le Collège sur le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés de travaux, de fournitures et de services sur base de l'habilitation conférée au Collège par cet alinéa ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'étude technique de paratonnerre et à l'analyse de risques y afférente afin de pouvoir évaluer l'ampleur des travaux à réaliser pour la mise aux normes des dispositifs de protection contre la foudre de l'Hôtel communal et de l'Abbaye de Forest ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 novembre 2014 de passer un marché de services ayant pour objet « Etude technique de paratonnerre et analyse de risques : lot 1 (Hôtel communal de Forest) et lot 2 (Abbaye de Forest) – 2014-S-024bis »

Conseil communal du 10 février 2015

par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 25.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché de travaux pour le cuvelage de la cage d'ascenseur du clubhouse du Bempt vu les importantes infiltrations d'eau constatées lors d'intempéries ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27 novembre 2014 de passer un marché de travaux ayant pour objet « Cuvelage de la cage d'ascenseur du clubhouse du Bempt – 2014-T-039bis » par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 10.000,00 € TTC ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la vitrification du parquet et traçage des lignes au Petit Palais des Sports ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 2 décembre 2014 de passer un marché de travaux ayant pour objet « Vitrification du parquet et traçage des lignes : Petit Palais des Sports – 2014-T-047 » par procédure négociée sans publicité, au montant estimé de 26.500,00 € TTC ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au placement d'une bâche de protection sur les toitures en chaume des deux pavillons d'entrée du cimetière de Forest afin d'empêcher l'eau de pluie de s'écouler à travers le chaume et d'imbiber les charpentes ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2014 de passer un marché de travaux ayant pour objet « Placement d'une bâche de protection sur les toitures en chaume des deux pavillons d'entrée du cimetière de Forest – 2014-T-048 » par procédure négociée sans publicité, au montant estimé de 18.500,00 € TTC ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1^o a ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1) Décision du Collège des bourgmestre et échevin du 27 novembre 2014 de passer un marché de services ayant pour objet « Etude technique de paratonnerre et analyse de risques : lot 1 (Hôtel communal de Forest) et lot 2 (Abbaye de Forest) – 2014-S-024bis » par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 25.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Conseil communal du 10 février 2015

2) Décision du Collège des bourgmestre et échevin du 27 novembre 2014 de passer un marché de travaux ayant pour objet « Cuvelage de la cage d'ascenseur du clubhouse du Bempt – 2014-T-039bis » par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 10.000,00 € TTC ;

3) Décision du Collège des bourgmestre et échevin du 2 décembre 2014 de passer un marché de travaux ayant pour objet « Vitrification du parquet et traçage des lignes : Petit Palais des Sports – 2014-T-047 » par procédure négociée sans publicité, au montant estimé de 26.500,00 € TTC ;

4) Décision du Collège des bourgmestre et échevin du 22 décembre 2014 de passer un marché de travaux ayant pour objet « Placement d'une bâche de protection sur les toitures en chaume des deux pavillons d'entrée du cimetière de Forest – 2014-T-048 » par procédure négociée sans publicité, au montant estimé de 18.500,00 € TTC.

Artikel 16.

Overheidsopdrachten - Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

Punt 4 : De heer Rongé vraagt zich af of het niet beter zou zijn om dakpannen te leggen op de rieten daken van de paviljoentjes van het kerkhof.

De heer Loewenstein herinnert dat het om voorlopige beschermingsmaatregelen gaat want de opdracht voor het herstellen van de daken is heropgestart moeten worden.

Bovendien, indien men dakpannen gebruikt, moet ook het ganse gebinte vervangen worden; indien men riet gebruikt, moet enkel het riet vervangen worden. Dakpannen zouden dus veel duurder uitkomen.

DE RAAD,

Gelet op de artikel 234, 3^{de} lid van de nieuwe gemeentewet krachtens hetwelk de Gemeenteraad in kennis gesteld wordt van de beslissingen genomen door het College wat betreft de keuze van de gunningswijze en de vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten op basis van de bevoegdheid die door dit lid wordt toegekend aan het College ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de technische studie van bliksemafleider en tot de daarmee verband houdende risicoanalyse teneinde de omvang van de uit te voeren werken te evalueren opdat de installatie zou voldoen aan de normen voor bliksembescherming in het Gemeentehuis en in de Abdij van Vorst;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 27 november 2014 om een opdracht voor diensten op te starten met als voorwerp “Technische studie van bliksemafleider en risicoanalyse : perceel 1 (Gemeentehuis van Vorst) en perceel 2

Conseil communal du 10 février 2015

(Abdij van Vorst) - 2014-S-024bis” via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, voor de raming van 25.000,00 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat er een opdracht voor aanneming van werken opgestart moet worden voor de bekuiping van de liftkooi van het clubhouse van de Bempt gezien de aanzienlijke waterinfiltraties vastgesteld bij slechte weersomstandigheden;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 27 november 2014 om een opdracht voor werken op te starten met als voorwerp “Bekuijing van de liftkooi van het clubhouse van de Bempt - 2014-T-039bis” via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur, voor de raming van 10.000,00 €, alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot het vernissen van de parket en de belijning in het Kleine Sportpaleis;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 2 december 2014 om een opdracht voor werken op te starten met als voorwerp “Vernissen van de parket en belijning : Klein Sportpaleis - 2014-T-047” via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, voor de raming van 26.500,00 €, alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de plaatsing van een beschermingszeil op de rieten daken van de twee paviljoenen aan de ingang van het kerkhof van Vorst om te vermijden dat het regenwater door het riet zou sijpelen en het dakgebinte doordrenken;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 december 2014 om een opdracht voor werken op te starten met als voorwerp “Plaatsing van een beschermingszeil op de rieten daken van de twee paviljoenen aan de ingang van het kerkhof van Vorst- 2014-T-048” via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, voor de raming van 18.500,00 €, alle belastingen inbegrepen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten evenals haar toepassingsbesluiten, inzonderheid artikel 26, § 1,1° a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen ;

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen:

1) Beslissing van 27 november 2014 om een opdracht voor diensten op te starten met als voorwerp “Technische studie van bliksemafleider en risicoanalyse : perceel 1 (Gemeentehuis

Conseil communal du 10 février 2015

van Vorst) en perceel 2 (Abdij van Vorst) - 2014-S-024bis” via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur, voor de raming van 25.000,00 €, 21% BTW inbegrepen;

2) Beslissing van 27 november 2014 om een opdracht voor werken op te starten met als voorwerp “Bekuijing van de liftkooi van het clubhouse van de Bempt - 2014-T-039bis” via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur, voor de raming van 10.000,00 €, alle belastingen inbegrepen;

3) Beslissing van 2 december 2014 om een opdracht voor werken op te starten met als voorwerp “Vernissen van de parket en belijning : Klein Sportpaleis - 2014-T-047” via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, voor de raming van 26.500,00 €, alle belastingen inbegrepen;

4) Beslissing van 22 december 2014 om een opdracht voor werken op te starten met als voorwerp “Plaatsing van een beschermingszeil op de rieten daken van de twee paviljoenen aan de ingang van het kerkhof van Vorst- 2014-T-048” via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, voor de raming van 18.500,00 €, alle belastingen inbegrepen.

Article 17.

Marchés publics - 2014-T-007: Création d'une plaine de jeux au Square du 8 mai (lot 1) et aménagement de diverses plaines de jeux à Forest (lot 2) - Lot 2 : approbation de l'avenant 1 - Application de l'article 236, al. 2 de la NLC - Information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 05 juin 2014 relative à l'attribution du marché “Création d'une plaine de jeux au Square du 8 mai (lot 1) et aménagement de diverses plaines de jeux à Forest (lot 2) – Lot 2 (Aménagement de diverses plaines de jeux à Forest)” à Scheerlinck nv, Koeweidstraat 54 à 1785 Merchtem pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de 82.640,00 € hors TVA ou 99.994,40 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 2 décembre 2014 approuvant l'avenant 1 pour le lot 2 :

Travaux suppl.	+	€ 12.091,00
Total HTVA	=	€ 12.091,00
TVA	+	€ 2.539,11
TOTAL	=	€ 14.630,11

Conseil communal du 10 février 2015

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 14,63% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 94.731,00 € hors TVA ou 114.624,51 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 761/725-60 du budget extraordinaire du budget de l'exercice 2014 ;

Considérant que le montant de ces modifications entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10% et qu'il y a lieu d'appliquer le devoir d'information prévu à l'article 236, al. 2, de la NLC précitée ;

DECIDE,

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 2 décembre 2014 :

- d'approuver l'avenant 1 du marché "Création d'une plaine de jeux au Square du 8 mai (lot 1) et aménagement de diverses plaines de jeux à Forest (lot 2) – Lot 2 (Aménagement de diverses plaines de jeux à Forest)" pour le montant total en plus de 12.091,00 € hors TVA ou 14.630,11 €, 21% TVA comprise.

- d'inscrire la dépense à l'article 761/725-60 du budget extraordinaire du budget de l'exercice 2014.

Artikel 17.

Overheidsopdrachten - 2014-T-007: Aanleg van een nieuw speelplein, 8 mei-square (perceel 1) en inrichting van diverse speelpleinen in Vorst (perceel 2) - Perceel 2: goedkeuring van aanhangsel 1 - Toepassing van artikel 236, 2de lid van de NGW - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommigen opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 05 juni 2014 betreffende de gunning van de opdracht "Aanleg van een nieuw speelplein, 8 mei-square (perceel 1) en inrichting van diverse speelpleinen in Vorst (perceel 2) – Perceel 2 (Inrichting van diverse speelpleinen in Vorst)" aan Scheerlinck nv, Koeweidstraat 54 te 1785 Merchtem voor het gecontroleerde en gecorrigeerde offertebedrag van 82.640,00 € excl. BTW of 99.994,40 €, 21% BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 2 december 2014 tot goedkeuring van aanhangsel 1 voor perceel 2:

Bijkomende werken	+	€ 12.091,00
Totaal excl. BTW	=	€ 12.091,00

Conseil communal du 10 février 2015

BTW	+	€ 2.539,11
TOTAAL	=	€ 14.630,11

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 14,63% overschrijdt; het totale bedrag van de bestelling na aanhangsels bedraagt momenteel 94.731,00 € excl. BTW of 114.624,51 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 761/725-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;

Overwegende dat het bedrag van deze wijzigingen leidt tot een bijkomende uitgave van meer dan 10% en dat de informatieplicht toegepast moet worden zoals voorzien in artikel 236, 2^{de} lid, van voormelde NGW;

BESLIST,

Art 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 2 december 2014:

- om aanhangsel 1 van de opdracht « Aanleg van een nieuw speelplein, 8 mei-square (perceel 1) en inrichting van diverse speelpleinen in Vorst (perceel 2) – Perceel 2 (Inrichting van diverse speelpleinen in Vorst)» voor het totale bijkomende bedrag van 12.091,00 € excl. BTW of 14.630,11 €, 21% BTW inbegrepen goed te keuren;
- de uitgave in te schrijven op artikel 761/725-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014.

Article 18.

Marchés Publics - 2015-T-003 - Remplacement d'un circulateur de l'installation de chauffage de l'Hôtel Communal de Forest - Application de l'article 249 de la NLC - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, §1^{er}, 1^o, c) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 15 janvier 2015 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2015-T-003 - Remplacement d'un circulateur de l'installation de chauffage de l'Hôtel Communal de Forest» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

Conseil communal du 10 février 2015

DECIDE:

Art 1^{er}: De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 15 janvier 2015, décidant:
de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « 2015-T-003 - Remplacement d'un circulateur de l'installation de chauffage de l'Hôtel Communal de Forest», conformément à l'article 26, §1^{er},1^o,c) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;
de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible ;
de désigner la société Arlex engineering (rue des merlettes 17 à 1495 Marbaix), pour le montant d'offre contrôlé de 1.519,60 € HTVA ou de 1.838,72 €, 21% TVA comprise pour la réalisation de ce marché ;

Art 2: D'admettre la dépense de 1.838,72 € et de l'inscrire à l'article de dépense 104/724-60/3 du service extraordinaire du budget 2015 lors de la prochaine modification budgétaire ;

Art 3: De financer la dépense par un emprunt ;

Art 4: De transmettre la présente décision à l'autorité de Tutelle.

Artikel 18.

Overheidsopdrachten - 2015-T-003 - Vervanging van een circulatiepomp van de verwarmingsinstallatie van het Gemeentehuis van Vorst - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.#

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1, 1^o, c);

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 15 januari 2015 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2015-T-003 - Vervanging van een circulatiepomp van de verwarmingsinstallatie van het Gemeentehuis van Vorst";

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van burgemeester en schepenen;

BESLIST:

Conseil communal du 10 février 2015

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 15 januari 2015, waarin beslist werd om:

te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2015-T-003 - Vervanging van een circulatiepomp van de verwarmingsinstallatie van het Gemeentehuis van Vorst” conform artikel 26, §1, 1^o, c) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten; artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak; de firma Arlex engineering (rue des Merlettes 17 te 1495 Marbaix) aan te duiden voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.519,60 € excl. BTW of 1.838,72 €, 21% BTW inbegrepen voor de uitvoering van deze opdracht;

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 1.838,72 €, en ze in te schrijven op artikel 104/724-60/3 van de buitengewone dienst van de begroting 2015 tijdens de volgende begrotingswijziging;

Art 3: De uitgave te financieren door een lening;

Art 4: Deze beslissing over te maken aan de Toezichthoudende overheid.

Article 19.

Marchés Publics - 2015-F-002 - Remplacement d'un enrouleur avec chariot et de son flexible pour la machine à déboucher du Service Plomberie - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, §1^{er}, 1^o, c) ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 15 janvier 2015 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2015-F-002 - Remplacement d'un enrouleur avec chariot et de son flexible pour la machine à déboucher du Service Plomberie » ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE:

Art 1^{er}: De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 15 janvier 2015, décidant :

Conseil communal du 10 février 2015

de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2015-F-002 - Remplacement d'un enrouleur avec chariot et de son flexible pour la machine à déboucher du Service Plomberie », conformément à l'article 26, §1^{er}, 1^o, c) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ; de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible ;
de désigner la société Facq, Chaussée de Louvain 536 à 1930 Zaventem, pour le montant d'offre contrôlé de 1.470,00 € HTVA ou de 1.778,70 €, 21% TVA comprise pour la réalisation de ce marché ;

Art 2: D'admettre la dépense de 1.778,70 € et de l'inscrire à l'article de dépense 138/744-98/3 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2015 lors de la prochaine modification budgétaire ;

Art 3: De financer la dépense par un emprunt ;

Art 4: De transmettre la présente décision à l'autorité de Tutelle.

Artikel 19.

Overheidsopdrachten - 2015-F-002 - Vervanging van een haspel met kar en zijn slang voor de ontstoppingsmachine van de Dienst Loodgieterij - Instemming met de uitgave.#

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1, 1^o, c);

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 15 januari 2015 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2015-F-002 -Vervanging van een haspel met kar en zijn slang voor de ontstoppingsmachine van de Dienst Loodgieterij";

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van burgemeester en schepenen;

Conseil communal du 10 février 2015

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 15 januari 2015, waarin beslist werd om:

te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2015-F-002 -Vervanging van een haspel met kar en zijn slang voor de ontstoppingsmachine van de Dienst Loodgieterij” conform artikel 26, §1, 1°, c) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

de firma Facq, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem, aan te duiden voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.470,00 € excl. BTW of 1.778,70 €, 21% BTW inbegrepen voor de uitvoering van deze opdracht;

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 1.778,70 €, en ze in te schrijven op artikel van uitgaven 138/744-98/3 van de buitengewone dienst van de begroting 2015 tijdens de volgende begrotingswijziging;

Art 3: De uitgave te financieren door een lening;

Art 4: Deze beslissing over te maken aan de Toezichthoudende overheid.

Article 20.

Dispositifs de Cohésion Sociale - Convention SETIS - Approbation.

LE CONSEIL

Considérant que le projet d’interprétariat et traduction social présenté par l’Asbl SETIS peut bénéficier aux acteurs sociaux de la commune ;

Considérant qu’à cet effet le SETIS met à la disposition de la commune de Forest un montant de 1.500€(mille-cinq-cents euros) destinés à couvrir les frais de traductions et d’interprétation ;

DECIDE ,

De signer la convention avec l’asbl SETIS.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 20.

Voorzieningen voor Sociale Cohesie - Overeenkomst SETIS - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het project van sociaal tolken voorgesteld door de vzw SETIS profijtelijk kan zijn voor de sociale actoren van de gemeente ;

Overwegende dat met het oog hierop SETIS een bedrag van 1.500€ (duizend vijfhonderd euro) bestemd voor het dekken van de vertaalkosten ter beschikking stelt van de gemeente Vorst ;

BESLIST,

De overeenkomst met de vzw SETIS te ondertekenen.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 21.

Dispositif Accrochage Scolaire - Subside 2014-2015 - Convention avec une association - Modification.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets relatif au Dispositif d'Accrochage Scolaire (DAS) 2014-2015 de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention à la commune de Forest pour l'année 2014-2015 pour un montant de 70.870 € ;

Considérant que pour 17 projets sur 21 adoptés par la Région de Bruxelles-Capitale, les écoles travaillent en partenariat avec des associations ;

Vu sa décision du 18 novembre 2014 portant approbation des différentes conventions ;

Considérant que l'Athénée Royal Andrée Thomas renonce au projet (FO24), pour un montant de 5.050 €, qu'elle devait mettre en place avec l'ASBL REMUA ;

Considérant que l'école Sainte-Alène sise à Forest, avenue Kersbeek, n° 9, désire reprendre ledit projet ;

Considérant qu'il convient dès lors de modifier la convention établie entre la commune de Forest et l'ASBL REMUA en y mentionnant l'école Sainte-Alène en remplacement de l'Athénée Royal Andrée Thomas ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De modifier la convention établie entre la commune de Forest et l'ASBL REMUA pour le projet FO24, en mentionnant l'école Sainte-Alène sise à Forest, avenue Kersbeek, n° 9, en remplacement de l'Athénée Royal Andrée Thomas.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 21.

Programma Preventie Schoolverzuim - Subsidie 2014-2015 - Overeenkomst met een vereniging - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep betreffende het Programma Preventie Schoolverzuim (PSV) 2014-2015 van het Brussels Hoofdsteljk Gewest;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin een subsidie toegekend wordt aan de gemeente Vorst voor het jaar 2014-2015 voor een bedrag van 70.870 €;

Overwegende dat voor 17 op 21 projecten goedgekeurd door het Brussels Hoofdsteljk Gewest, de scholen samenwerken met verenigingen;

Gelet op zijn beslissing van 18 november 2014 houdende goedkeuring van de verschillende overeenkomsten;

Overwegende dat het Koninklijk Atheneum Andrée Thomas afstand doet van het project (FO24), voor een bedrag van 5.050 €, dat het moest uitwerken met de VZW REMUA;

Overwegende dat de Sint-Alenaschool gelegen te Vorst, Kesbeeklaan, nr 9, het voormelde project wenst over te nemen;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om de overeenkomst opgesteld tussen de gemeente Vorst en de VZW REMUA te wijzigen door er de Sint-Alenaschool te vermelden ter vervanging van het Koninklijk Atheneum Andrée Thomas;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST :

De overeenkomst opgesteld tussen de gemeente Vorst en de VZW REMUA voor het project FO24 te wijzigen door de Sint-Alenaschool gelegen te Vorst, Kersbeeklaan, nr 9, te vermelden ter vervanging van het Koninklijk Atheneum Andrée Thomas.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 22.

Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Primeurs - Pont de Luttre - Projet DIVERCITY - Marché de travaux - Approbation des avenants 2, 3, 4 et 5 et décompte 3 - Prise pour information.

**Monsieur Hacken veut connaître la raison du montant de 26.000 € supplémentaires.
Monsieur Spapens répond qu'il s'agit de frais liés aux impétrants.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 3 octobre 2013 relative à l'attribution du marché "DIVERCITY : marché de travaux" à l'Association Momentanée Groupe Thiran s.a. et Van Laere s.a., Rue Parc Ind. Achene 2 à 5590 Ciney pour le montant d'offre contrôlé de 5.856.169,33 € HTVA ou 7.085.964,89 €, 21% TVAC ;

Vu la délibération du 2 décembre 2014 du collège des Bourgmestre et Échevins décidant :

Art 1er : D'approuver les avenants 2, 3, 4 et 5 et le décompte 3 du marché "DIVERCITY : marché de travaux" pour le montant total en plus de 26.983,79 € HTVA soit 32.650,39 € TVAC.

Art 2 : D'approuver le paiement par le crédit reporté du budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 9303/722-60 ;

DECIDE:

En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du 2 décembre 2014 du collège des bourgmestre et échevins décidant d'approuver les avenants 2 à 5 et le décompte 3 du marché "DIVERCITY : marché de travaux" pour le montant total en plus de 26.983,79 € HTVA soit 32.650,39 € TVAC.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 22.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug - Project DIVERCITY - Opdracht voor aanneming van werken - Goedkeuring van de aanhangsels 2, 3, 4 en 5 en afrekening 3 - Kennisneming.

**De heer Hacken wil de reden kennen voor de meerkost van 26.000 €.
De heer Spapens antwoordt dat het om kosten gaat die verband houden met de nutsbedrijven.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 3 oktober 2013 betreffende de gunning van de opdracht "DIVERCITY : opdracht voor aanneming van werken" aan de Tijdelijke Vereniging Groupe Thiran n.v. en Van Laere n.v., Rue Parc Ind. Achene 2 te 5590 Ciney voor het gecontroleerde offertebedrag van 5.856.169,33 € excl. BTW of 7.085.964,89 €, 21% BTW inbegrepen;

Gelet op de beraadslaging van 2 december 2014 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd om:
Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan de aanhangsels 2, 3, 4 en 5 en de afrekening 3 van de opdracht "DIVERCITY : opdracht voor aanneming van werken" voor het totale bijkomende bedrag van 26.983,79 € excl. BTW of 32.650,39 € incl. BTW.
Art 2 : De betaling goed te keuren door het krediet overgedragen van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013, op artikel 9303/722-60;

BESLIST:

In toepassing van artikel 236 van de nieuwe gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van 2 december 2014 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd om goedkeuring te verlenen aan de aanhangsels 2 tot 5 en de afrekening 3 van de opdracht "DIVERCITY : opdracht voor aanneming van werken" voor het totale bijkomende bedrag van 26.983,79 € excl. BTW of 32.650,39 €, incl. BTW.

Article 23.

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Antoine - Rénovation d'un complexe de bâti en centre de formation professionnelle et en logements à caractère social, rue de Fierlant,80 à 1190 Forest - Approbation d'avenants 12, 23 et 24 - Prise pour information - Application de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège des bourgmestres et échevins du 18 octobre 2012 relative à l'attribution du marché « Rénovation d'un complexe de bâti en centre de formation

Conseil communal du 10 février 2015

professionnelle et en logements à caractère social, rue de Fierlant, 80 à 1190 Forest » à l'établissement MALICE s.a., rue W. Van Perck, 111 à 1140 Evere pour le montant d'offre contrôlé de 780.670,70 € HTVA ou 912.285,58 € TVAC (taux mixte) ;

Vu la délibération du 18 décembre 2014 du collège et bourgmestre et échevins décidant :

Art 1er : D'approuver l'avenant 12 du marché "Rénovation d'un complexe de bâti en centre de formation professionnelle et en logements à caractère social, rue de Fierlant n°80 à 1190 Forest." pour le montant total en plus de 806,00 € HTVA ou 975,26 € TVAC (21%).

Art 2 : De financer cet avenant par le crédit reporté au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 9302/722-60 (référence du bon de commande n° 98 daté du 13/12/2012).

Art 3 : De transmettre la facture au service financier ;

Vu la délibération du 4 décembre 2014 du collège et bourgmestre et échevins décidant :

Art 1er : D'approuver l'avenant 23 du marché "Rénovation d'un complexe de bâti en centre de formation professionnelle et en logements à caractère social, rue de Fierlant n°80 à 1190 Forest." pour le montant total en plus de 612,00 € HTVA ou 648,72 € TVAC (6%).

Art 2 : De financer cet avenant par le crédit reporté au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 9302/722-60 (référence du bon de commande n° 98 daté du 13/12/2012).

Art 3 : De transmettre la facture au service financier ;

Vu la délibération du 9 décembre 2014 du collège et bourgmestre et échevins décidant :

Art 1er : D'approuver l'avenant 24 du marché "Rénovation d'un complexe de bâti en centre de formation professionnelle et en logements à caractère social, rue de Fierlant n°80 à 1190 Forest." pour le montant total en moins de 5.027,18 € HTVA ou 6.082,89 € TVAC (21%).

Art 2 : De financer cet avenant par le crédit reporté au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 9302/722-60 (référence du bon de commande n° 98 daté du 13/12/2012).

Art 3 : De transmettre la note de crédit au service financier ;

DECIDE :

En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information les décisions du 18 décembre 2014, 4 décembre 2014 et du 9 décembre 2014 du collège des bourgmestre et échevins décidant d'approuver les avenants 23 et 24 du marché « Rénovation d'un complexe de bâti en centre de formation professionnelle et en logements à caractère social, rue de Fierlant, 80 à 1190 Forest » pour le montant total en moins de 3.609,18 € HTVA ou 4.458,91 € TVAC (taux mixte) ;

De prendre également pour information que cette dépense sera subsidiée à hauteur de 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 23.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Antonius - Renovatie van een bouwcomplex in beroepsopleidingscentrum en in woningen met sociaal karakter in de Fierlantstraat nr 80 te 1190 Vorst - Goedkeuring van aanhangsels 12, 23 en 24 - Kennisneming - Toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 18 oktober 2012 betreffende de gunning van de opdracht « Renovatie van een bouwcomplex in beroepsopleidingscentrum en in woningen met sociaal karakter in de Fierlantstraat nr 80 te 1190 Vorst » aan de firma MALICE n.v., W.Van Perckstraat, 111 te 1140 Evere voor het gecontroleerde offertebedrag van 780.670,70 € excl. BTW of 912.285,58 € BTW inbegrepen (gemengd tarief);

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 18 december 2014 waarin beslist werd :

Art 1 : Het aanhangsel 12 van de opdracht “Renovatie van een bouwcomplex in beroepsopleidingscentrum en in woningen met sociaal karakter in de Fierlantstraat nr 80 te 1190 Vorst” voor het totale bijkomende bedrag van 806,00 € excl. BTW of 975,26 €, BTW inbegrepen (21%) goed te keuren.

Art 2 : Dit aanhangsel te financieren door het krediet overgedragen op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012, op artikel 9302/722-60 (referentie van de bestelbon nr 98 gedateerd van 13/12/2012).

Art 3 : De factuur over te maken aan de financiële dienst;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 4 december 2014 waarin beslist werd :

Art 1 : Het aanhangsel 23 van de opdracht “Renovatie van een bouwcomplex in beroepsopleidingscentrum en in woningen met sociaal karakter in de Fierlantstraat nr 80 te 1190 Vorst” voor het totale bijkomende bedrag van 612,00 € excl. BTW of 648,72 €, BTW inbegrepen (6%) goed te keuren.

Art 2 : Dit aanhangsel te financieren door het krediet overgedragen op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012, op artikel 9302/722-60 (referentie van de bestelbon nr 98 gedateerd van 13/12/2012);

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 9 december 2014 waarin beslist werd :

Art 1 : Het aanhangsel 24 van de opdracht “Renovatie van een bouwcomplex in beroepsopleidingscentrum en in woningen met sociaal karakter in de Fierlantstraat nr 80 te 1190 Vorst” voor het totale verminderde bedrag van 5.027,18 € excl. BTW of 6.082,89 €, BTW inbegrepen (21%) goed te keuren.

Art 2 : Dit aanhangsel te financieren door het krediet overgedragen op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012, op artikel 9302/722-60 (referentie van de bestelbon nr 98 gedateerd van 13/12/2012).

Art 3 : De kredietnota over te maken aan de financiële dienst;

Conseil communal du 10 février 2015

BESLIST:

In toepassing van artikel 236 van de nieuwe gemeentewet kennis te nemen van de beslissingen van 18 december 2014, 4 december 2014 en van 9 december 2014 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd om goedkeuring te verlenen aan de aanhangsels 23 en 24 van de opdracht "Renovatie van een bouwcomplex in beroepsopleidingscentrum en in woningen met sociaal karakter in de Fierlantstraat nr 80 te 1190 Vorst" voor het totale verminderde bedrag van 3.609,18 € excl. BTW of 4.458,91 €, BTW inbegrepen (gemengd tarief);

Tevens kennis te nemen van het feit dat deze uitgave voor 100% gesubsidieerd zal worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Article 24.

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Antoine - Le réaménagement du jardin de l'immeuble « l'Espoir » et la construction d'un équipement local rue de l'Imprimerie, 5 à 1190 Forest - Approbation l'avenant 3 (Déc9 et 10) - Application de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale - Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 18 octobre 2012 relative à l'attribution du marché "Le réaménagement du jardin de l'immeuble « l'Espoir » et la construction d'un équipement local rue de l'Imprimerie, n°5 à 1190 Forest." à ADT CONSTRUCT SPRL, Chaussée de Wavre 1426 à 1160 Bruxelles pour le montant d'offre contrôlé de 322.025,11 € hors TVA ou 389.650,38 €, 21% TVA comprise ;

Vu le délibération du 2 décembre 2014 du collège des bourgmestre et échevins décidant :

Art 1er : D'approuver l'avenant 3 (Déc9 et 10) du marché "Le réaménagement du jardin de l'immeuble « l'Espoir » et la construction d'un équipement local rue de l'Imprimerie, n°5 à 1190 FOREST." pour le montant total en plus de 3.161,99 € HTVA ou 3.826,01 €, 21% TVAC.

Art 2 : D'approuver la prolongation du délai de 4 jours ouvrables.

Art 3 : De financer cet avenant par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 9302/722-60.

Art 4 : D'informer le conseil communal de la présente décision ;

DECIDE :

Art.1 : En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du 2 décembre 2014 du collège des bourgmestre et échevins des décidant d'approuver l'avenant 3 (Déc9 et 10) du marché « Le réaménagement du jardin de l'immeuble l'Espoir et la construction d'un équipement local rue de l'imprimerie, 5 à 1190 Forest » pour le montant total en plus de 3.161,99 € HTVA ou 3.826,01 €, 21% TVAC ;

Conseil communal du 10 février 2015

Art.2 : De prendre également pour information que la dépense pour ce marché est inscrite à l'article 9302/722-60 du budget extraordinaire 2012.

Artikel 24.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Antonius - De heraanleg van de tuin van het gebouw « l'Espoir » en de bouw van een plaatselijke voorziening in de Drukkerijstraat, 5 te 1190 Vorst - Goedkeuring van het aanhangsel 3 (afr. 9 en 10) - Toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 oktober 2012 betreffende de gunning van de opdracht "De heraanleg van de tuin van het gebouw « l'Espoir » en de bouw van een plaatselijke voorziening in de Drukkerijstraat, 5 te 1190 Vorst" aan ADT CONSTRUCT BVBA, Waversesteenweg 1426 te 1160 Brussel voor het gecontroleerde offertebedrag van 322.025,11 € excl. BTW of 389.650,38 €, 21% BTW inbegrepen;

Gelet op de beraadslaging van 2 december 2014 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd :

Art 1 : Het aanhangsel 3 (afr. 9 en 10) van de opdracht "De heraanleg van de tuin van het gebouw « l'Espoir » en de bouw van een plaatselijke voorziening in de Drukkerijstraat, 5 te 1190 VORST" voor het totale bijkomende bedrag van 3.161,99 € excl. BTW of 3.826,01 €, 21% BTW inbegrepen, goed te keuren.

Art 2 : De verlenging van de termijn met 4 werkdagen goed te keuren.

Art 3 : Dit aanhangsel te financieren door het krediet ingeschreven in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012, op artikel 9302/722-60.

Art 4 : De gemeenteraad op de hoogte te brengen van huidige beslissing;

BESLIST:

Art.1 : In toepassing van artikel 236 van de nieuwe gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van 2 december 2014 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd om goedkeuring te verlenen aan het aanhangsel 3 (afr. 9 en 10) van de opdracht « De heraanleg van de tuin van het gebouw « l'Espoir » en de bouw van een plaatselijke voorziening in de Drukkerijstraat, 5 te 1190 Vorst » voor het totale bijkomende bedrag van 3.161,99 € excl. BTW of 3.826,01 €, 21% BTW inbegrepen;

Art.2 : Tevens kennis te nemen van het feit dat de uitgave voor deze opdracht ingeschreven is op artikel 9302/722-60/48 van de buitengewone begroting 2012.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 25.

Revitalisation des Quartiers - Contrat de quartier Saint-Antoine - MQSA - Rénovation lourde de la Maison de quartier Saint-Antoine et réaménagement du jardin, construction d'une salle polyvalente et de trois logements - Financement - Revu.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 6 septembre 2012 relative à l'attribution du marché "MQSA - Rénovation lourde de la Maison de quartier Saint-Antoine et réaménagement du jardin, construction d'une salle polyvalente et de trois logements" à BRUDEX SA, rue Pierre Gassée, 14-16 à 1080 Bruxelles pour le montant d'offre contrôlé de 1.578.447,92 € HTVA ou 1.846.990,99 €, TVAC (taux mixte) ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° CQSA - WCSA / MQSA – WSA ;

Considérant que les travaux supplémentaires se sont avérés indispensables pour mener à bonne fin le chantier de la MQSA ;

Revu la décision du Conseil du 18/11/2014 (#007/18.11.2014/A/0029#) :
D'approuver le montant total des travaux supplémentaires estimé à 250.000,00 € TVAC ;
D'inscrire la dépense à l'article 9302/722-60 du service extraordinaire du budget 2014 ;
De financer cette dépense à hauteur de 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale pour toutes les dépenses arrivant au service des finances avant le 22/12/2014 ;

Vu la décision du conseil du 10 septembre 2013 (#007/10.09.2013/A/0037#) :
d'approuver le montant total des travaux supplémentaires estimé à 184.700€ ;
d'inscrire la dépense à l'article 9302/722-60 du service extraordinaire du budget 2013 ;
de financer la dépense par l'emprunt ;

Conseil communal du 10 février 2015

Considérant que le chantier de la Maison de quartier Saint Antoine a pris du retard et ne sera pas terminé dans les délais du contrat de quartier à savoir le 22 décembre 2014 ;

Considérant que le montant nécessaire de 250.000,00 € TVAC a été inscrit à l'article 9302/722-60 du service extraordinaire du budget 2014 et que ce montant sera financé par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE,

D'acter que les travaux qui ont été et seront facturés après la date de clôture du 22/12/2014 seront pris en charge par un emprunt à charge de la commune ;

De prendre pour information que le montant des travaux qui sera finalement facturé après la clôture du contrat de quartier Saint Antoine s'élèvera au maximum à un montant de 373.510,17€ TVAC.

Artikel 25.

Heropleving van de Wijken - Wijkcontract Sint-Antonius - BHSA - Zware renovatie van het Buurthuis Sint-Antonius en heraanleg van de tuin, bouw van een polyvalente zaal en van drie woningen - Financiering - Herzien.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 september 2012 betreffende de gunning van de opdracht "BHSA - Zware renovatie van het Buurthuis Sint-Antonius en heraanleg van de tuin, bouw van een polyvalente zaal en van drie woningen" aan BRUDEX NV, Pierre Gasséestraat 14-16 te 1080 Brussel voor het

Conseil communal du 10 février 2015

gecontroleerde offertebedrag van 1.578.447,92 € excl. BTW of 1.846.990,99 €, incl. BTW (gemengd tarief);

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht moet beantwoorden aan de voorwaarden vastgesteld door het bestek Nr CQSA - WCSA / MQSA - WSA;

Overwegende dat de bijkomende werken onontbeerlijk gebleken zijn om de werf van het BHSA tot een goed einde te brengen;

De beslissing van de Raad van 18/11/2014 (#007/18.11.2014/A/0029#) herzien: Om het totaalbedrag van de bijkomende werken geraamd op 250.000,00 € incl. BTW goed te keuren; Om de uitgave in te schrijven op artikel 9302/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2014; Om deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor alle uitgaven die de dienst financiën bereiken voor 22/12/2014;

Gelet op de beslissing van de raad van 10 september 2013 (#007/10.09.2013/A/0037#) : om het totaalbedrag van de bijkomende werken geraamd op 184.700€ goed te keuren; om de uitgave in te schrijven op artikel 9302/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2013 ; om de uitgave te financieren door een lening;

Overwegende dat de werken aan het Buurthuis Sint-Antonius vertraging hebben opgelopen en niet beëindigd zullen zijn binnen de termijnen van het wijkcontract namelijk tegen 22 december 2014;

Overwegende dat het noodzakelijke bedrag van 250.000,00 € incl. BTW ingeschreven werd op artikel 9302/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2014 en dat dit bedrag gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Akte te nemen van het feit dat de werkzaamheden die gefactureerd werden en worden na de afsluitingsdatum van 22/12/2014 ten laste genomen zullen worden door een lening ten laste van de Gemeente;

Kennis te nemen van het feit dat het bedrag van de werken dat uiteindelijk gefactureerd zal worden na de afsluitingsdatum van het wijkcontract Sint-Antonius ten hoogste 369.114,00 euro mag bedragen.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 26.

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Antoine - Marchés publics - Volet 5 - Construction d'une nouvelle maison des jeunes - Rue de Mérode 441 - Approbation des décomptes - Approbation d'avenants 6, 7, 13, 14, 15, 16 et 17 - Prise pour information - Application de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 mars 2012 relative à l'attribution du marché "Contrat de quartier Saint-Antoine - Construction d'une nouvelle maison des jeunes - rue de Mérode 441" à Roosen S.A., Avenue Einstein, 2A à 1348 Louvain-la-Neuve pour le montant d'offre contrôlé de 691.352,31 € hors TVA ou 836.536,30 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du 22 décembre 2014 du collège des bourgmestre et échevins décidant :

Art 1er : D'approuver les avenants 6, 7, 13, 14, 15, 16 et 17 du marché "Contrat de quartier Saint-Antoine - Construction d'une nouvelle maison des jeunes - rue de Mérode 441" pour le montant total en plus de 64.628,88 € hors TVA ou 78.198,52 €, 21% TVA comprise.

Art 2 : D'approuver la prolongation du délai de 23 jours ouvrables.

Art 3 : De financer cet avenant par le crédit reporté au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 9302/722-60.

Art 3 : D'informer le conseil communal de la présente décision ;

DECIDE :

En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information les décisions du 22 décembre 2014 du collège des bourgmestre et échevins des décidant d'approuver les avenants 6, 7, 13, 14, 15, 16 et 17 du marché « Construction d'une nouvelle maison des jeunes - rue de Mérode 441 » pour le montant total en plus de 64.628,88 € hors TVA ou 78.198,52 €, 21% TVAC ;

De prendre également pour information que la dépense pour ce marché est inscrite à l'article 9302/722-60/48 du budget extraordinaire 2011.

Artikel 26.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Antonius - Overheidsopdrachten - Luik 5 - Bouw van een nieuw jeugdhuis - de Mérodestraat 441 - Goedkeuring van de afrekeningen - Goedkeuring van aanhangsels 6, 7, 13, 14, 15, 16 en 17 - Kennisneming - Toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2012 betreffende de gunning van de opdracht "Wijkcontract Sint-Antonius - Bouw

Conseil communal du 10 février 2015

van een nieuw jeugdhuis - de Mérodestraat 441" aan Roosen N.V., Avenue Einstein, 2A te 1348 Louvain-la-Neuve voor het gecontroleerde offertebedrag van 691.352,31 € excl. BTW of 836.536,30 €, 21% BTW inbegrepen;

Gelet op beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 22 december 2014 waarin beslist werd :

Art 1 : De aanhangsels 6, 7, 13, 14, 15, 16 en 17 van de opdracht "Wijkcontract Sint-Antonius - Bouw van een nieuw jeugdhuis - de Mérodestraat 441" voor het totale bijkomende bedrag van 64.628,88 € excl. BTW of 78.198,52€, 21% BTW inbegrepen, goed te keuren.

Art 2 : De verlenging van de termijn met 23 werkdagen goed te keuren.

Art 3 : Dit aanhangsel te financieren door het krediet overgedragen op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011, op artikel 9302/722-60.

Art 3 : De gemeenteraad op de hoogte te brengen van huidige beslissing;

BESLIST:

In toepassing van artikel 236 van de nieuwe gemeentewet kennis te nemen van de beslissingen van 22 december 2014 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd om goedkeuring te verlenen aan de aanhangsels 6, 7, 13, 14, 15, 16 en 17 van de opdracht "Bouw van een nieuw jeugdhuis - de Mérodestraat 441" voor het totale bijkomende bedrag van 64.628,88 € excl. BTW of 78.198,52 €, BTW inbegrepen;

Tevens kennis te nemen van het feit dat de uitgave voor deze opdracht ingeschreven is op artikel 9302/722-60/48 van de buitengewone begroting 2011.

Article 27.

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Antoine - Le réaménagement du jardin de l'immeuble « l'Espoir » et la construction d'un équipement local rue de l'Imprimerie, 5 à 1190 Forest - Approbation d'avenant 4 (décomptes 4ter, 8ter, 11, 12bis, 13) - Prise pour information - Application de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 18 octobre 2012 relative à l'attribution du marché "Le réaménagement du jardin de l'immeuble « l'Espoir » et la construction d'un équipement local rue de l'Imprimerie, n°5 à 1190 Forest." à ADT CONSTRUCT SPRL, Chaussée de Wavre 1426 à 1160 Bruxelles pour le montant d'offre contrôlé de 322.025,11 € hors TVA ou 389.650,38 €, 21% TVA comprise ;

Vu le délibération du 22 décembre 2014 du collège des bourgmestre et échevins décidant :

Art 1er : D'approuver l'avenant 4 (décomptes 4ter, 8ter, 11, 12bis, 13) du marché "Le réaménagement du jardin de l'immeuble « l'Espoir » et la construction d'un équipement local rue de l'Imprimerie, n°5 à 1190 FOREST." pour le montant total en plus de 12.370,46 € hors TVA ou 14.968,26 €, 21% TVA comprise.

Art 2 : D'approuver la prolongation du délai de 10 jours ouvrables.

Conseil communal du 10 février 2015

Art 3 : De financer cet avenant par le crédit reporté au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 9302/722-60.

Art 4 : D'informer le conseil communal de la présente décision ;

DECIDE :

Art.1 : En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du 22 décembre 2014 du collège des bourgmestre et échevins des décideurs d'approuver l'avenant 4 (décomptes 4ter, 8ter, 11, 12bis, 13) du marché « Le réaménagement du jardin de l'immeuble l'Espoir et la construction d'un équipement local rue de l'imprimerie, 5 à 1190 Forest » pour le montant total en plus de 12.370,46 € hors TVA ou 14.968,26 €, 21% TVAC ;

Art.2 : De prendre également pour information que la dépense pour ce marché est inscrite à l'article 9302/722-60/48 du budget extraordinaire 2012.

Artikel 27.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Antonius - De heraanleg van de tuin van het gebouw « l'Espoir » en de bouw van een plaatselijke voorziening in de Drukkerijstraat, 5 te 1190 Vorst - Goedkeuring van aanhangsel 4 (afrekeningen 4ter, 8ter, 11, 12bis, 13) - Kennisneming - Toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 oktober 2012 betreffende de gunning van de opdracht "De heraanleg van de tuin van het gebouw « l'Espoir » en de bouw van een plaatselijke voorziening in de Drukkerijstraat, 5 te 1190 Vorst" aan ADT CONSTRUCT BVBA, Waversesteenweg 1426 te 1160 Brussel voor het gecontroleerde offertebedrag van 322.025,11 € excl. BTW of 389.650,38 €, 21% BTW inbegrepen ;

Gelet op de beraadslaging van 22 december 2014 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd :

Art 1 : Het aanhangsel 4 (afrekeningen 4ter, 8ter, 11, 12bis, 13) van de opdracht "De heraanleg van de tuin van het gebouw « l'Espoir » en de bouw van een plaatselijke voorziening in de Drukkerijstraat, 5 te 1190 VORST" voor het totale bijkomende bedrag van 12.370,46 € excl. BTW of 14.968,26 €, 21% BTW inbegrepen, goed te keuren.

Art 2 : De verlenging van de termijn met 10 werkdagen goed te keuren.

Art 3 : Dit aanhangsel te financieren door het krediet overgedragen op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012, op artikel 9302/722-60.

Art 4 : De gemeenteraad op de hoogte te brengen van huidige beslissing ;

BESLIST:

Art.1 : In toepassing van artikel 236 van de nieuwe gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van 22 december 2014 van het college van burgemeester en schepenen

Conseil communal du 10 février 2015

waarin beslist werd om goedkeuring te verlenen aan het aanhangsel 4 (afrekeningen 4ter, 8ter, 11, 12bis, 13) van de opdracht « De heraanleg van de tuin van het gebouw « l'Espoir » en de bouw van een plaatselijke voorziening in de Drukkerijstraat, 5 te 1190 Vorst » voor het totale bijkomende bedrag van 12.370,46 € excl. BTW of 14.968,26 €, 21% BTW inbegrepen ;

Art.2 : Tevens kennis te nemen van het feit dat de uitgave voor deze opdracht ingeschreven is op artikel 9302/722-60/48 van de buitengewone begroting 2012.

Article 28.

Revitalisation des quartiers - Propriétés communales - Contrat de Quartier Saint Antoine - Bâtiment « Centre de Formation » sis rue de Fierlant, 80 à Forest - Bail emphytéotique - Approbation - Revu.

LE CONSEIL,

Revu la décision du 24 juin 2014: Art. 1 : d'octroyer à la Mission Locale un droit d'emphytéose sur le bâtiment en intérieur d'ilot ainsi que le bureau situé à l'entresol côté cour intérieure (espaces communs compris) du bâtiment sis rue de Fierlant, 80, cadastré à Forest, 1ère Division, Section A, n°35Z5, lequel a été rénové dans le cadre du Contrat de Quartier Saint Antoine. Cet espace de 711,44 m² (espaces communs compris) sera destiné à accueillir des formations professionnelles. Les différents espaces cédés sont repris aux plans joints au dossier ; Art. 2 : d'octroyer, à la Mission Locale de Forest, ce droit d'emphytéose pour une durée de 30 ans moyennant le paiement d'un canon annuel indexé de 3360 euros. Ce montant sera versé mensuellement à la commune (280 €/mois). Le paiement du canon entrera en vigueur deux ans après la signature du bail emphytéotique et sera révisable en fonction des subsides obtenus par la Mission Locale par les organismes compétents. Art. 3 : d'inscrire la recette à l'article 124/163/01 ; Art. 4 : de donner pouvoir au collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la commune de Forest, l'acte relatif à cette emphytéose ;

Considérant que la réception provisoire du bâtiment rénové sis rue de Fierlant 80 a eu lieu le 18 novembre 2014 ;

Considérant que la signature de l'acte relatif à l'emphytéose octroyée à la Mission Locale de Forest pour l'emploi a eu lieu le 12 décembre 2014 ;

Considérant que lors de la signature et en accord avec toutes les parties des modifications ont été apportées au contrat de bail emphytéotique par le notaire afin de régulariser et augmenter le montant du canon annuel à 3600 euros et de préciser qu'il sera versé annuellement à la Commune ;

Considérant que ces modifications n'avaient pas d'incidences sur le principe général de l'emphytéose octroyé à la Mission Locale de Forest pour l'emploi ;

Conseil communal du 10 février 2015

DECIDE,

D'acter que l'acte relatif à l'emphytéose a été signé valablement par le collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal le 12 décembre 2014 ;

D'acter qu' en accord avec toutes les parties des modifications ont été apportées au bail emphytéotique lors de la signature de l'acte relatif à cette emphytéose par le notaire afin de régulariser et augmenter le montant du canon annuel à 3600 euros et de préciser qu'il sera versé annuellement à la Commune et pas mensuellement comme initialement prévu.

Artikel 28.

Heropleving van de wijken - Gemeente-eigendommen - Wijkcontract Sint-Antonius - Gebouw « Opleidingscentrum » gelegen de Fierlantstraat, 80 te Vorst - Erfpachtovereenkomst - Goedkeuring - Herzien.

DE RAAD,

De beslissing van 24 juni 2014 herzien: Art. 1 : om aan de Lokale Missie een erfpachtrecht toe te kennen op het gebouw binnen het huizenblok alsook op het kantoor gelegen op de tussenverdieping aan de kant van de binnenplaats (gemeenschappelijke ruimten inbegrepen) van het gebouw gelegen de Fierlantstraat, 80, gekadastréerd te Vorst, 1ste Afdeling, Sectie A, nr 35Z5, dat gerenoveerd werd in het kader van het Wijkcontract Sint-Antonius. Deze ruimte van 711,44 m² (gemeenschappelijke ruimten inbegrepen) zal bestemd zijn om beroepsopleidingen in te richten. De verschillende overgedragen ruimten worden vermeld in de plannen toegevoegd aan het dossier ; Art. 2 : om aan de Lokale Missie van Vorst dit erfpachtrecht toe te kennen voor een looptijd van 30 jaar mits betaling van een jaarlijkse geïndexeerde canon van 3360 euro. Dit bedrag wordt maandelijks aan de gemeente gestort (280 €/maand). De betaling van de canon zal in werking treden twee jaar na de ondertekening van de erfpachtovereenkomst en zal herzienbaar zijn in functie van de subsidies verkregen door de Lokale Missie via de bevoegde instanties. Art. 3 : de ontvangst in te schrijven op artikel 124/163/01 ; Art. 4 : het college van burgemeester en schepenen, vertegenwoordigd door de burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of zijn vervanger, machtiging te verlenen teneinde de akte met betrekking tot deze erfpacht geldig te ondertekenen voor de gemeente Vorst;

Overwegende dat de voorlopige oplevering van het gerenoveerde gebouw gelegen de Fierlantstraat, 80 plaatsgevonden heeft op 18 november 2014;

Overwegende dat de ondertekening van de akte met betrekking tot de erfpacht toegekend aan de Lokale Missie van Vorst voor het gebruik plaatsgevonden heeft op 12 december 2014;

Overwegende dat er tijdens de ondertekening en met het akkoord van alle partijen door de notaris wijzigingen werden aangebracht aan de erfpachtovereenkomst

Conseil communal du 10 février 2015

teneinde het bedrag van de jaarlijkse canon te regulariseren en te verhogen naar 3600 euro en te preciseren dat deze jaarlijks gestort zal worden aan de Gemeente;

Overwegende dat deze wijzigingen geen impact hebben op het algemeen principe van de erfpacht toegekend aan de Lokale Missie van Vorst voor het gebruik;

BESLIST,

Akte te nemen van het feit dat de erfpachtaakte op 12 december 2014 geldig ondertekend werd door het college van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris;

Akte te nemen van het feit dat er met het akkoord van alle partijen door de notaris wijzigingen werden aangebracht aan de erfpachtovereenkomst teneinde het bedrag van de jaarlijkse canon te regulariseren en te verhogen naar 3600 euro en te preciseren dat deze jaarlijks gestort zal worden aan de Gemeente en niet maandelijks zoals oorspronkelijk voorzien.

Article 29.

Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Albert - Opérations 1B et 1F - Construction d'un complexe d'équipements diversifiés aux vocations culturelle et sportive et réaménagement de la dalle Albert - Pôle Albert - Marché de services - Désignation d'une équipe pluridisciplinaire, autrement dénommée Auteur de projet - Approbation du Cahier Spécial des Charges.

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Considérant que le subside régional est réservé afin de financer les projets du programme à hauteur de 95% et qu'en outre, les 5% restants correspondent à la participation financière de la Commune ;

Considérant qu'un subside de 3.125.000,00 € est également réservé au sein du budget Beliris pour financer certaines opérations « brique » ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Conseil communal du 10 février 2015

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le présent marché porte sur une mission complète d'auteur de projet, chargé des études et du contrôle des travaux pour :
la construction d'un complexe d'équipements diversifiés (environ 1.294m²) sur deux parcelles de part et d'autre de la chaussée d'Alseberg, à savoir aux n°129-131 de l'avenue Besme et n°1 de l'avenue Albert ;
Le réaménagement de la dalle Albert (environ 3.800m²) ;

Considérant que la désignation de l'auteur de projet par le Collège communal est estimée, à ce jour, pour juillet 2015 ;

Revu sa décision du 14 octobre 2014 décidant de :

De choisir la procédure négociée avec publicité comme mode de passation du marché et de soumettre l'Avis de marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ainsi qu'au Journal officiel de l'Union Européenne ;

D'approuver l'Avis de marché ayant pour objet : « Mission complète d'auteur de projet pour la construction d'un complexe d'équipements diversifiés et le réaménagement de la Dalle Albert », sis au lieu-dit de la place Albert à 1190 Forest. Le Cahier Spécial des Charges régissant les conditions de la deuxième phase de la procédure ainsi que celles concernant l'exécution du marché fera l'objet d'une prochaine délibération au Conseil communal ;
D'approuver l'estimation du marché à 420.000,00 € hors TVA ou 508.200,00 21% de TVA comprise ;

De financer la dépense par les crédits qui seront inscrits au service extraordinaire de 2015, aux articles 9304/722-60 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » et 9304/731-60 « Travaux de voirie », sous réserve de l'approbation de la Modification de Programme n°2 par le Ministre en charge de la Rénovation Urbaine, et comme suit :

Budget et articles	Noms des opérations	Financement	Montants
Service extraordinaire du budget 2014 , Article 9304/722-60	1B		318.672,03 €
	1B2 Restaurant social	90% Région 10% Commune	
	1B3 Salle polyvalente	95% Région 5% Commune	
	1C Commerce et logements	97% Région 3% Commune	109.186,30 €
Service extraordinaire du budget 2015 , Article 9304/722-60	1B Complexe d'équipements diversifiés	90% Région 10% Commune	431.970,00 €
Service extraordinaire du budget 2014 , Article 9304/731-60	1F Réaménagement dalle Albert	100% BELIRIS	40.000,00 €
Service extraordinaire du budget 2015 , Article 9304/731-60	1F Réaménagement dalle Albert	100% BELIRIS	76.230,00 €

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation ;

Conseil communal du 10 février 2015

Vu le Cahier Spécial des Charges n° CSC–CQDA–2014-04, établi par la cellule de Revitalisation des Quartiers et relatif au marché « Forest – Pôle Albert – Construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert : mission d'auteur de projet » ;

Considérant que pour respecter les délais impartis par le Contrat de Quartier Durable Albert, l'avis de marché a été publié sans attendre la finalisation du Cahier Spécial des Charges afin de procéder plus rapidement à la première phase de la procédure à savoir, la réception des candidatures. Les candidats sélectionnés au terme de cette première phase, au maximum cinq d'entre eux, recevront le Cahier Spécial des Charges en vue de remettre offre et d'y présenter une esquisse ;

Considérant que l'esquisse qui sera présentée dans l'offre des soumissionnaires comprendra notamment des documents graphiques sur support de présentation et une note descriptive de leur proposition ;

Considérant que conformément aux conditions du marché, chaque soumissionnaire, pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme et qu'il ait obtenu 50% des points au regard des critères d'attribution, se verra proposer une indemnité forfaitaire de 6.500,00 euros. S'agissant d'une indemnité, le régime T.V.A. n'est pas d'application. L'indemnité remise à l'attributaire du marché sera présentée en déduction à sa première note d'honoraires ;

Considérant que le montant nécessaire à l'indemnisation des offres présentées par les soumissionnaires est inscrit à l'article 9304/122-48 « Indemnité pour prestations » du service ordinaire du budget 2015 où le crédit de 32.671,38 € sera disponible après approbation du budget 2015 par l'autorité de tutelle ;

Considérant que les honoraires de l'auteur de projet, estimés forfaitairement par la cellule de Revitalisation des Quartiers, sont fixés et s'élèvent à 420.000,00 € hors TVA ou 508.200,00 € TVA comprise ;

Considérant qu'outre le montant des honoraires, un montant de 7,5% de ces derniers doit également être prévu pour couvrir les révisions de prix conformément à la législation des marchés publics pour les marchés dont les montants sont supérieurs à 120.000,00 € ;

Considérant qu'étant donné l'objet du marché – construction de bâtiments et réaménagement de l'espace public - ainsi que le mode de financement des opérations, le montant total des honoraires y compris la révision de prix est présenté en deux postes respectivement aux articles 9304/722-60 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » et 9304/731-60/48 « Travaux de voirie », du service extraordinaire du budget 2015 où les crédits de 464.367,75 € et de 81.947,25 € seront disponibles après approbation du budget 2015 par l'autorité de tutelle, soit la somme de 546.315,00 € :

<i>Noms des opérations</i>	<i>Financement</i>	<i>Montants des honoraires TVAC</i>	<i>Montants prévus révision TVAC</i>	<i>Montants Totaux</i>
1B Complexe d'équipements diversifiés	90% Région 10% Commune	431.970,00 €	32.397,75 €	464.367,75 €
1F	100% BELIRIS	76.230,00 €	5.717,25 €	81.947,25 €

Conseil communal du 10 février 2015

Réaménagement dalle Albert				
		508.200,00 €	38.115,00 €	546.315,00 €

Considérant que durant les phases d'études et de travaux du marché susmentionné, les prévisions budgétaires et dépenses seront inscrites sur un seul compte et qu'au moment de la réception provisoire de l'ensemble des travaux, la cellule de Revitalisation des Quartiers procèdera à la ventilation de l'ensemble des dépenses (acquisition, honoraires, travaux, frais divers,...) suivant les trois implantations inhérentes au projet ;

DECIDE,

Sous réserve d'approbation du budget communal 2015 par l'autorité de tutelle.

Art 1 : D'approuver le Cahier Spécial des Charges, n°CSC-CQDA-2014-04, établi par la cellule de Revitalisation des Quartiers et relatif au marché « Forest – Pôle Albert – Construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert : mission d'auteur de projet » ;

Art 2 : D'approuver le montant du marché, fixé forfaitairement à 420.000,00 € hors TVA ou 508.200,00 € TVA comprise ;

Art 3 : De prévoir un montant estimé à 7,5% des honoraires destiné à couvrir les révisions de prix du marché conformément à la législation des marchés publics ;

Art 4 : De financer les dépenses précitées par les crédits respectivement inscrits aux articles 9304/722-60 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » et 9304/731-60 « Travaux de voirie » du service extraordinaire du budget 2015 où les crédits de 464.367,75 € et de 81.947,25 € seront disponibles, soit la somme de 546.315,00 €, comme suit :

<i>Noms des opérations</i>	<i>Financement</i>	<i>Montants des honoraires TVAC</i>	<i>Montants prévus révision TVAC</i>	<i>Montants Totaux</i>
1B Complexe d'équipements diversifiés	90% Région 10% Commune	431.970,00 €	32.397,75 €	464.367,75 €
1F Réaménagement dalle Albert	100% BELIRIS	76.230,00 €	5.717,25 €	81.947,25 €
		508.200,00 €	38.115,00 €	546.315,00 €

Art 5 : D'approuver conformément aux conditions du marché et suite à la deuxième phase de la procédure - le dépôt d'une offre et la proposition d'une esquisse - l'indemnité de 6.500,00 € octroyée à chaque soumissionnaire (maximum 5 d'entre eux), pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme et qu'il ait obtenu 50% des points au regard des critères d'attributions. S'agissant d'une indemnité, le régime T.V.A. n'est pas d'application. L'indemnité remise à l'attributaire du marché sera présentée en déduction à sa première note d'honoraires ;

Conseil communal du 10 février 2015

Art 6 : De financer les dépenses relatives à l'indemnisation des offres par le crédit inscrit à l'article 9304/122-48/48 « Indemnité pour prestations » du service ordinaire du budget 2015 où le montant de 32.671,38 € sera disponible ;

Art 7 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Artikel 29.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - Operaties 1B en 1F - Bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen met culturele en sportieve functie en heraanleg van het Albertplein - Albertpool - Opdracht voor diensten - Aanstelling van een multidisciplinair team, anders genoemd Projectontwerper - Goedkeuring van het Bijzondere Bestek.

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie voorbehouden is om de projecten van het programma voor 95% te financieren en dat bovendien, de overblijvende 5% overeenstemmen met de financiële bijdrage van de Gemeente;

Overwegende dat er tevens een subsidie van 3.125.000,00 € voorbehouden is binnen het Beliris budget om bepaalde bouwoperaties te financieren;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Conseil communal du 10 février 2015

Overwegende dat de huidige opdracht betrekking heeft op een volledige opdracht van projectontwerper, belast met de studies en de controle van de werken voor : de bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen (ongeveer 1.294m²) op twee percelen aan beide kanten van de Alsebergsesteenweg, namelijk ter hoogte van de Besmelaan nr 129-131 en de Albertlaan nr 1; de heraanleg van het Albertplein (ongeveer 3.800m²);

Overwegende dat de aanstelling van de projectontwerper door het College momenteel geraamd wordt voor juli 2015;

Zijn beslissing van 14 oktober 2014 herzien waarin beslist werd om: Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht en de Opdrachtaankondiging voor te leggen in het bulletin der aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie; Goedkeuring te verlenen aan de Opdrachtaankondiging met als voorwerp : « Volledige opdracht van projectontwerper voor de bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en de heraanleg van het Albertplein », gelegen in het gehucht Albert te 1190 Vorst. Het Bijzondere Bestek van toepassing op de voorwaarden van de tweede fase van de procedure alsook diegenen die betrekking hebben op de uitvoering van de opdracht zal het voorwerp uitmaken van een volgende beraadslaging op de Gemeenteraad; De raming van de opdracht op 420.000,00 € excl. BTW of 508.200,00 €, 21% BTW inbegrepen, goed te keuren; De uitgave te financieren door de kredieten die zullen worden ingeschreven op de buitengewone dienst van 2015, op artikelen 9304/722-60/74 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » en 9304/731-60/74 « Wegenwerken », onder voorbehoud van de goedkeuring van de Programmawijziging nr 2 door de Minister bevoegd voor Stadsvernieuwing, en als volgt :

Begroting en artikelen	Naam van de operaties	Financiering	Bedragen
Buitengewone dienst van de begroting 2014 , Artikel 9304/722-60	1B 1B2 Sociaal restaurant 1B3 Polyvalente zaal 1C Handelszaak en woningen	90% Gewest 10% Gemeente 95% Gewest 5% Gemeente 97% Gewest 3% Gemeente	318.672,03 € 109.186,30 €
Buitengewone dienst van de begroting 2015 , Artikel 9304/722-60	1B Complex van gediversifieerde voorzieningen	90% Gewest 10% Gemeente	431.970,00 €
Buitengewone dienst van de begroting 2014 Artikel 9304/731-60	1F Heraanleg Albertplein	100% BELIRIS	40.000,00 €
Buitengewone dienst van de begroting 2015 Artikel 9304/731-60	1F Heraanleg Albertplein	100% BELIRIS	76.230,00 €

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Gelet op het Bijzondere Bestek met nr BB-DWCA-2014-04, opgemaakt door de cel Heropleving van de Wijken en met betrekking tot de opdracht « Vorst – Albertpool – Bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en heraanleg van het Albertplein : opdracht van projectontwerper »;

Conseil communal du 10 février 2015

Overwegende dat om de termijnen toegekend door het Duurzame Wijkcontract Albert na te leven, de opdrachtaankondiging gepubliceerd werd zonder te wachten op de voltooiing van het Bijzondere Bestek om sneller over te gaan tot de eerste fase van de procedure namelijk, de ontvangst van de kandidaturen. Maximaal vijf kandidaten, geselecteerd na afloop van deze eerste fase, zullen het Bijzondere Bestek ontvangen om offerte in te dienen en er een schets in voor te stellen;

Overwegende dat de schets die voorgesteld zal worden in de offerte van de inschrijvers ondermeer grafische documenten op presentatiedrager en een beschrijvende nota van hun voorstel moet bevatten;

Overwegende dat, conform de voorwaarden van de opdracht, elke inschrijver, voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend en 50% van de punten heeft behaald ten opzichte van de gunningscriteria, een forfaitaire vergoeding van 6.500,00 euro zal ontvangen. Aangezien het om een vergoeding gaat, wordt er geen btw toegepast. De vergoeding overgemaakt aan diegene die de opdracht binnenhaalt, zal afgetrokken worden van zijn eerste ereloonnota;

Overwegende dat het bedrag nodig voor de vergoeding van de offertes ingediend door de inschrijvers ingeschreven is op artikel 9304/122-48/74 « Vergoeding voor prestaties » van de gewone dienst van de begroting 2015 waar het krediet van 32.671,38 € beschikbaar zal zijn na goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichhoudende overheid;

Overwegende dat de erelonen van de projectontwerper, forfaitair geraamd door de cel Heropleving van de Wijken, vastgesteld werden en 420.000,00 € excl. BTW of 508.200,00 € BTW inbegrepen bedragen;

Overwegende dat naast het bedrag van de erelonen, een bedrag van 7,5% van deze laatste tevens voorzien moet worden om de prijsherzieningen te dekken conform de wetgeving op de overheidsopdrachten voor de opdrachten waarvan de bedragen hoger zijn dan 120.000,00 €;

Overwegende dat, gezien het voorwerp van de opdracht – oprichting van gebouwen en heraanleg van de openbare ruimte - alsook de financieringswijze van de operaties, het totaalbedrag van de erelonen met inbegrip van de prijsherziening gepresenteerd wordt in twee posten respectievelijk op artikelen 9304/722-60 « Werken aan gebouwen in uitvoering » en 9304/731-60/48 « Wegenwerken » van de buitengewone dienst van de begroting 2015 waar de kredieten van 464.367,75 € en van 81.947,25 € beschikbaar zullen zijn na goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichhoudende overheid, namelijk het bedrag van 546.315,00 € :

<i>Naam van de operaties</i>	<i>Financiering</i>	<i>Bedragen van de erelonen incl. BTW</i>	<i>Voorziene bedragen herziening incl. BTW</i>	<i>Bedragen Totalen</i>
1B Complex van gediversifieerde voorzieningen	90% Gewest 10% Gemeente	431.970,00 €	32.397,75 €	464.367,75 €

Conseil communal du 10 février 2015

1F Heraanleg Albertplein	100% BELIRIS	76.230,00 €	5.717,25 €	81.947,25 €
		508.200,00 €	38.115,00 €	546.315,00 €

Overwegende dat tijdens de fasen van studies en werkzaamheden van de bovenvermelde opdracht de begrotingsramingen en uitgaven ingeschreven zullen worden op één enkele rekening en dat op het ogenblik van de voorlopige oplevering van het geheel van de werken de cel Heropleving van de Wijken zal overgaan tot de splitsing van alle uitgaven (aankoop, honoraria, werken, diverse kosten,...) volgens de drie vestigingen die gepaard gaan met het ontwerp;

BESLIST,

Onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2015 door de toezichthoudende overheid.

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het Bijzondere Bestek met nr BB-DWCA-2014-04, opgemaakt door de cel Heropleving van de Wijken en met betrekking tot de opdracht « Vorst – Albertpool – Bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en heraanleg van het Albertplein : opdracht van projectontwerper »;

Art 2 : Het bedrag van de opdracht, forfaitair vastgesteld op 420.000,00 € excl. BTW of 508.200,00 € BTW inbegrepen, goed te keuren;

Art 3 : Een bedrag te voorzien geraamd op 7,5% van de erelonen bestemd om de prijsherzelingen van de opdracht te dekken conform de wetgeving op de overheidsopdrachten;

Art 4 : De voornoemde uitgaven te financieren door de kredieten respectievelijk ingeschreven op artikelen 9304/722-60/74 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » en 9304/731-60/74 « Wegenwerken » van de buitengewone dienst van de begroting 2015 waar de kredieten van 464.367,75 € en van 81.947,25 € beschikbaar zullen zijn, namelijk het bedrag van 546.315,00 €, als volgt :

<i>Naam van de operaties</i>	<i>Financiering</i>	<i>Bedragen van de erelonen incl. BTW</i>	<i>Voorziene bedragen herziening incl. BTW</i>	<i>Bedragen Totalen</i>
1B Complex van gediversifieerde voorzieningen	90% Gewest 10% Gemeente	431.970,00 €	32.397,75 €	464.367,75 €
1F Heraanleg Albertplein	100% BELIRIS	76.230,00 €	5.717,25 €	81.947,25 €
		508.200,00 €	38.115,00 €	546.315,00 €

Art 5 : Conform de voorwaarden van de opdracht en volgend op de tweede fase van de procedure - de indiening van een offerte en het voorstel van een schets - goedkeuring te verlenen aan de vergoeding van 6.500,00 € toegekend aan elke inschrijver (maximum 5), voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend en 50% van de punten heeft

Conseil communal du 10 février 2015

behaald ten opzichte van de gunningscriteria. Aangezien het om een vergoeding gaat, wordt er geen btw toegepast. De vergoeding overgemaakt aan diegene die de opdracht binnenhaalt, zal afgetrokken worden van zijn eerste ereloonnota;

Art 6 : De uitgaven met betrekking tot de vergoeding van de offertes te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 9304/122-48/48 « Vergoeding voor prestaties » van de gewone dienst van de begroting 2015 waar het bedrag van 32.671,38 € beschikbaar zal zijn;

Art 7 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Article 30.

Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Albert - Opération 1E - Rénovation et agrandissement de la crèche « les Bout'chics » - Marché de services - Désignation d'un auteur de projet - Mission d'auteur de projet - Approbation du Cahier Spécial des Charges.

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Considérant que le subside régional est réservé afin de financer les projets du programme à hauteur de 95% et qu'en outre, les 5% restants correspondent à la participation financière de la Commune ;

Considérant qu'un subside de 3.125.000,00 € est également réservé au sein du budget Beliris pour financer certaines opérations « brique » ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Conseil communal du 10 février 2015

Considérant que le montant total affecté à l'opération 1^E s'élève à 1.403.170,21 € tout compris, financé à 92,66% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, soit pour un montant de 1.300.158,42 €, et le solde de 7,34% par un emprunt, soit 103.011,79 € ;

Considérant que dans le cadre de l'opération 1^E, une demande de subside COCOF est en cours et devrait à terme être inséré dans l'enveloppe « travaux » de la crèche ;

Considérant que le marché porte sur une mission complète d'auteur de projet, chargé des études et du contrôle des travaux pour la rénovation et l'agrandissement de la crèche « les Bout'chics », sise avenue Besme n°115 à 1190 Forest ;

Revu sa décision du 24 juin 2014 décidant :

Art 1 : D'approuver l'avis de marché et le montant estimé du marché "Missions auteur de projet : Réaménagement de la crèche « les Bout'chics », établis par le Contrat de Quartier. Les conditions seront fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé pour ce marché s'élève à 173.211,89 € HTVA ou 209 586,39 €, 21% TVAC.

Art 2 : De choisir la procédure négociée avec publicité comme mode de passation du marché.

Art 3 : De soumettre le marché à la publicité belge.

Art 4 : De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au Bulletin des Adjudications.

Art 5 : D'adopter la présente modification budgétaire :

	Dépense	Subside régional	Emprunt
Budget initial 2014 à l'article 9304/722-60/74	117.491,00 €	82.244,00 €	35.247,00 €
Modification proposée à l'article 9304/722-60/74	+ 92.095,39 €	+ 521,51 €	+ 91.573,88 €
Budget 2014 modifié à l'article 9304/722-60/74	209.586,39 €	82.765,51 €	126.820,88

Art 6 : D'inscrire la dépense estimée à 173.211,89 € HTVA ou 209 586,39 €, 21% TVAC à l'article 9304/722-60/74 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2014 ;

Art 7 : De financer la dépense estimée à 209 586,39 € TVAC à hauteur de 39,49% par le subside régional, soit un montant de 82.765,51 €, inscrit à l'article des recettes 9304/995-52/74 « prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaires » ;

Art 8 : De financer le solde, soit un montant de 126.820,88 €, par un emprunt, inscrit à l'article 9304/961-51/74, tout en tenant compte que le montant global (études et travaux) à emprunter pour l'opération 1E devrait être diminué dans le courant de l'année 2014 par :

- un accord sur la modification du programme n°2 par le cabinet de la Ministre Huytebroeck augmentant la part régionale ;
- un subside pour la crèche auprès de la COCOF à hauteur de 400.000 €.

Art 9 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle.

Vu le Cahier Spécial des Charges n°CSC-CQDA-2014-01, établi par la cellule de Revitalisation des Quartiers et relatif au marché « rénovation et agrandissement de la crèche « les Bout'chics », sise avenue Besme n°115 à 1190 Forest » ;

Conseil communal du 10 février 2015

Considérant que pour respecter les délais impartis par le Contrat de Quartier Durable Albert, l'avis de marché a été publié sans attendre la finalisation du Cahier Spécial des Charges afin de procéder plus rapidement à la première phase de la procédure à savoir, la réception des candidatures. Les candidats sélectionnés au terme de cette première phase recevront le Cahier Spécial des Charges en vue de remettre offre et d'y présenter une esquisse ;

Considérant que conformément aux conditions du marché, chaque soumissionnaire, pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme et qu'il ait obtenu 50% des points au regard des critères d'attribution, se verra proposer une indemnité forfaitaire de 2.000,00 euros. S'agissant d'une indemnité, le régime T.V.A. n'est pas d'application. L'indemnité remise à l'attributaire du marché sera présentée en déduction à sa première note d'honoraires ;

Considérant que le montant nécessaire à l'indemnisation des offres présentées par les soumissionnaires est inscrit à l'article 9304/122-48/74 « Indemnité pour prestations » du service ordinaire du budget 2015 où le crédit de 13.253,15 € sera disponible après approbation du budget 2015 par l'autorité de tutelle ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 173.211,89 € HTVA ou 209 586,39, 21% TVAC et est inscrit à l'article 9304/722-60/74 « travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2015 ;

Considérant que la dépense estimée à 209.586,39 euros TVAC sera financée, conformément à la Modification de Programme n°2, à 92,66% par le subside régional, soit un montant de 194.202,74 €, inscrit à l'article des recettes 9304/995-52/74 « prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaires », et par un emprunt pour le solde de 7,34%, soit un montant de 15.383,64 €, inscrit à l'article 9304/961-51/74 ;

Considérant qu'outre le montant des honoraires, un montant de 7,5% de ces derniers doit également être prévu pour couvrir les révisions de prix conformément à la législation des marchés publics pour les marchés dont les montants sont supérieurs à 120.000,00 € ;

Considérant que ce montant de 7,5% sera prévu en Modification Budgétaire n°1, au cours de l'année 2015, et après l'approbation du budget 2015 par l'autorité de tutelle.

DECIDE: (sous réserve d'approbation du budget communal 2015 par l'autorité de tutelle)

Art 1 : D'approuver le Cahier Spécial des Charges, n°CSC-CQDA-2014-01, établi par la cellule de Revitalisation des Quartiers et relatif au marché "Mission complète d'auteur de projet : Réaménagement de la crèche « les Bout'chics », sise avenue Besme n°115 à 1190 Forest ;

Art 2 : D'approuver le montant du marché, estimé à 173.211,89 € hors T.V.A. ou 209 586,39 T.V.A. comprise ;

Art 3 : De prévoir un montant estimé à 7,5% des honoraires du présent marché, destiné à couvrir les révisions de prix du marché conformément à la législation des marchés publics, lors de la modification budgétaire n°1 ;

Conseil communal du 10 février 2015

Art 4 : D'inscrire la dépense estimée à 173.211,89 € HTVA ou 209 586,39 €, 21% TVAC à l'article 9304/722-60 « Travaux de construction aux bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2014 ;

Art 5 : De financer la dépense estimée à 209 586,39 € T.V.A. comprise à hauteur de 92,66% par le subside régional, soit un montant de 194.202,74 €, inscrit à l'article des recettes 9304/995-52/74 « prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaires », et par un emprunt pour le solde de 7,34%, soit un montant de 15.383,64 €, inscrit à l'article 9304/961-51/74 ;

Art 6 : D'approuver conformément aux conditions du marché et suite à la deuxième phase de la procédure - le dépôt d'une offre et la proposition d'une esquisse - l'indemnité de 2.000,00 € octroyée à chaque soumissionnaire (maximum 4 d'entre eux), pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme et qu'il ait obtenu 50% des points au regard des critères d'attributions.. S'agissant d'une indemnité, le régime T.V.A. n'est pas d'application. L'indemnité remise à l'attributaire du marché sera présentée en déduction à sa première note d'honoraires ;

Art 7 : De financer les dépenses relatives à l'indemnisation des offres par le crédit inscrit à l'article 9304/122-48/74 « Indemnité pour prestations » du service ordinaire du budget 2015 où le montant de 10.188,92 € sera disponible ;

Art 8 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Artikel 30.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - Operatie 1E - Renovatie en uitbreiding van het kinderdagverblijf « les Bout'chics » - Opdracht voor diensten - Aanstelling van een projectontwerper - Opdracht van projectontwerper - Goedkeuring van het Bijzondere Bestek.

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie voorbehouden is om de projecten van het programma voor 95% te financieren en dat bovendien, de overblijvende 5% overeenstemmen met de financiële bijdrage van de Gemeente;

Overwegende dat er tevens een subsidie van 3.125.000,00 € voorbehouden is binnen het Beliris budget om bepaalde bouwoperaties te financieren;

Conseil communal du 10 février 2015

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het totale bedrag bestemd voor de operatie 1^E 1.403.170,21 € alles inbegrepen bedraagt, gefinancierd voor 92,66% door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, namelijk voor een bedrag van 1.300.158,42 €, en het saldo van 7,34% door een lening, namelijk 103.011,79 € ;

Overwegende dat er in het kader van de operatie 1^E momenteel een subsidieaanvraag bij de COCOF loopt die op termijn opgenomen moet worden in de enveloppe « werken » van het kinderdagverblijf;

Overwegende dat de opdracht betrekking heeft op een volledige opdracht van projectontwerper, belast met de studies en de controle van de werken voor de renovatie en de uitbreiding van het kinderdagverblijf « les Bout'chics », gelegen Besmelaan nr 115 te 1190 Vorst;

Zijn beslissing van 24 juni 2014 herzien waarin beslist werd om :

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan de opdracht aankondiging en de raming van de opdracht « Opdracht van projectontwerper : Herinrichting van het kinderdagverblijf “les Bout'chics” » opgesteld door het Wijkcontract. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten. De raming voor deze opdracht bedraagt 173.211,89 € excl. BTW of 209.586,39 €, 21% BTW inbegrepen.

Art 2 : Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht.

Art 3 : De opdracht bekend te maken op Belgisch niveau.

Art 4 : Het standaard publicatieformulier in te vullen en op te sturen naar het Bulletin der Aanbestedingen.

Art 5 : Huidige begrotingswijziging aan te nemen :

	Uitgave	Gewestelijke subsidie	Lening
Oorspronkelijke begroting op artikel 9304/722-60	117.491,00 €	82.244,00 €	35.247,00 €

Conseil communal du 10 février 2015

Wijziging voorgesteld op artikel 9304/722-60	+ 92.095,39 €	+ 521,51 €	+ 91.573,88 €
Begroting 2014 gewijzigd op artikel 9304/722-60	209.586,39 €	82.765,51 €	126.820,88 €

Art 6 : De uitgave geraamd op 173.211,89 € excl. BTW of 209 586,39 €, 21% BTW inbegrepen in te schrijven op artikel 9304/722-60 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2014:

Art 7 : De uitgave geraamd op 209.586,39 € incl. BTW voor 39,49% te financieren door een gewestelijke subsidie, namelijk een bedrag van 82.765,51 €, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/995-52 « overboekingen op het buitengewone reservefonds »;

Art 8 : Het saldo, namelijk een bedrag van 126.820,88 €, te financieren door een lening, ingeschreven op artikel 9304/961-51, waarbij ermee rekening gehouden wordt dat het globale te lenen bedrag (studies en werken) voor operatie 1E verlaagd zou moeten worden in de loop van het jaar 2014 door :

- een akkoord over de programmawijziging nr 2 door het kabinet van Minister Huytebroeck waarbij het gewestelijke deel verhoogd wordt ;
- een subsidie voor het kinderdagverblijf bij de COCOF voor een bedrag van 400.000 €.

Art 9 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.

Gelet op het Bijzondere Bestek met nr BB-DWCA-2014-01, opgesteld door de cel Heropleving van de Wijken en betreffende de opdracht « renovatie en uitbreiding van het kinderdagverblijf « les Bout'chics », gelegen Besmelaan nr 115 te 1190 Vorst » ;

Overwegende dat om de termijnen toegekend door het Duurzame Wijkcontract Albert na te leven, de opdrachtaankondiging gepubliceerd werd zonder te wachten op de voltooiing van het Bijzondere Bestek om sneller over te gaan tot de eerste fase van de procedure namelijk, de ontvangst van de kandidaturen. De kandidaten geselecteerd na afloop van deze eerste fase zullen het Bijzondere Bestek ontvangen om offerte in te dienen en er een schets in voor te stellen;

Overwegende dat, conform de voorwaarden van de opdracht, elke inschrijver, voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend en 50% van de punten heeft behaald ten opzichte van de gunningscriteria, een forfaitaire vergoeding van 2.000,00 euro zal ontvangen. Aangezien het om een vergoeding gaat, wordt er geen btw toegepast. De vergoeding overgemaakt aan diegene die de opdracht binnenhaalt, zal afgetrokken worden van zijn eerste ereloonnota;

Overwegende dat het bedrag nodig voor de vergoeding van de offertes ingediend door de inschrijvers ingeschreven is op artikel 9304/122-48 « Vergoeding voor prestaties » van de gewone dienst van de begroting 2015 waar het krediet van 13.253,15 € beschikbaar zal zijn na goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichthoudende overheid;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 173.211,89 € excl. BTW of 209.586,39 €, 21% BTW inbegrepen en ingeschreven is op artikel 9304/722-60 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2015;

Conseil communal du 10 février 2015

Overwegende dat de uitgave geraamd op 209.586,39 euro incl. BTW, conform de Programmawijziging nr 2, voor 92,66% gefinancierd zal worden door gewestelijke subsidies, namelijk een bedrag van 194.202,74 €, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/995-52 « overboekingen op het buitengewone reservefonds », en door een lening voor het saldo van 7,34%, namelijk een bedrag van 15.383,64 €, ingeschreven op artikel 9304/961-51;

Overwegende dat naast het bedrag van de erelonen, een bedrag van 7,5% van deze laatsten tevens voorzien moet worden om de prijsherzieningen te dekken conform de wetgeving op de overheidsopdrachten voor de opdrachten waarvan de bedragen hoger zijn dan 120.000,00 €;

Overwegende dat dit bedrag van 7,5% voorzien zal worden in de Begrotingswijziging nr 1, in de loop van het jaar 2015, en na de goedkeuring van de begroting 2015 door de toezichthoudende overheid;

BESLIST: (onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2015 door de toezichthoudende overheid)

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het Bijzondere Bestek met nr BB-DWCA-2014-01, opgesteld door de cel Heropleving van de Wijken en betreffende de opdracht « Volledige opdracht van projectontwerper : Herinrichting van het kinderdagverblijf « les Bout'chics », gelegen Besmelaan nr 115 te 1190 Vorst »;

Art 2 : Het bedrag van de opdracht, geraamd op 173.211,89 € excl. BTW of 209.586,39 € BTW inbegrepen, goed te keuren;

Art 3 : Een bedrag te voorzien geraamd op 7,5% van de erelonen van de huidige opdracht bestemd om de prijsherzieningen van de opdracht te dekken conform de wetgeving op de overheidsopdrachten, tijdens de begrotingswijziging nr 1;

Art 4 : De uitgave geraamd op 173.211,89 € excl. BTW of 209.586,39 €, 21% BTW inbegrepen in te schrijven op artikel 9304/722-60 « Oprichting van gebouwen in uitvoering » van de buitengewone dienst van de begroting 2014;

Art 5 : De uitgave geraamd op 209.586,39 € BTW inbegrepen, voor 92,66% te financieren door gewestelijke subsidies, namelijk een bedrag van 194.202,74 €, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/995-52 « overboekingen op het buitengewone reservefonds », en door een lening voor het saldo van 7,34%, namelijk een bedrag van 15.383,64 €, ingeschreven op artikel 9304/961-51;

Art 6 : Conform de voorwaarden van de opdracht en volgend op de tweede fase van de procedure - de indiening van een offerte en het voorstel van een schets - goedkeuring te verlenen aan de vergoeding van 2.000,00 € toegekend aan elke inschrijver (maximum 4), voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend en 50% van de punten heeft behaald ten opzichte van de gunningscriteria. Aangezien het om een vergoeding gaat, wordt er geen btw toegepast. De vergoeding overgemaakt aan diegene die de opdracht binnenhaalt, zal afgetrokken worden van zijn eerste ereloonnota;

Conseil communal du 10 février 2015

Art 7 : De uitgaven met betrekking tot de vergoeding van de offertes te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 9304/122-48 « Vergoeding voor prestaties » van de gewone dienst van de begroting 2015 waar het bedrag van 10.188,92 € beschikbaar zal zijn;

Art 8 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Article 31.

Revitalisation des quartiers - Bâtiment communal sis à Forest, rue de Mérode, 441 - Convention d'occupation avec l'asbl Maison des jeunes de Forest - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2008 octroyant un subside de 10.918.930€ pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de quartier Saint-Antoine ;

Considérant qu'un des projets du contrat de quartier Saint-Antoine concerne la construction d'une nouvelle infrastructure communale permettant d'accueillir de façon qualitative la Maison des jeunes de Forest ;

Considérant que la réception provisoire du bâtiment est prévue pour la mi-décembre 2014 ;

Considérant la nécessité de formaliser rapidement dans une convention les termes de la mise à disposition du bâtiment sis rue de Mérode, 441 ;

Vu le projet de convention d'occupation, établi par les services communaux et joint au dossier, prenant cours au 1^{er} du mois suivant l'approbation par la tutelle ;

DECIDE :

- d'approuver la convention d'occupation du bâtiment sis rue de Mérode, 441 entre la Commune de Forest et l'asbl Maison des jeunes de Forest ;

- de donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, afin de signer valablement ladite convention d'occupation.

Conseil communal du 10 février 2015

Artikel 31.

Heropleving van de wijken - Gemeentegebouw gelegen te Vorst, de Mérodestraat, 441 - Gebruiksovereenkomst met de vzw Jeugdhuis van Vorst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2008 tot toekenning van een subsidie van 10.918.930 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Wijkcontract Sint-Antonius;

Overwegende dat één van de projecten van het wijkcontract Sint-Antonius betrekking heeft op de bouw van een nieuwe gemeentelijke infrastructuur waarin het Jeugdhuis van Vorst op kwaliteitsvolle wijze ondergebracht kan worden;

Overwegende dat de voorlopige oplevering van het gebouw voorzien is tegen midden december 2014;

Overwegende de noodzaak om de voorwaarden van de terbeschikkingstelling van het gebouw gelegen de Mérodestraat, 441 snel in een overeenkomst te formaliseren;

Gelet op het ontwerp van gebruiksovereenkomst, opgesteld door de gemeentediensten en toegevoegd aan het dossier, dat ingaat op de 1^{ste} van de maand volgend op de goedkeuring door de toezichthoudende overheid;

BESLIST:

- de gebruiksovereenkomst van het gebouw gelegen de Mérodestraat, 441 tussen de Gemeente Vorst en de vzw Jeugdhuis van Vorst goed te keuren;

- machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, teneinde de voormelde gebruiksovereenkomst geldig te ondertekenen.

Conseil communal du 10 février 2015

Article 32.

Affaires Néerlandophones - Instruction Publique - DIVERCITY: Exécution du marché pour la construction d'un équipement multifonctionnel dans le cadre d'un contrat de quartier à Forest - Exécution de la tranche conditionnelle - Prise d'acte.

LE CONSEIL,

Vu la décision prise par le Collège du Bourgmestre et Echevins en date du 10 juillet 2014 (\$ 28418479 \$), dans laquelle le Collège commande le démarrage de la mission d'exécution de la tranche conditionnel en vue de la construction d'une nouvelle école primaire néerlandophone à l'avenue du Pont de Luttre 140 ;

Considérant que cette décision a été acté tel quel :

"Vu la décision du Conseil communal du 1 mars 2011 fixant les conditions de la procédure, les conditions d'attribution du marché, le montant estimé et le choix du marché (marché européenne par procédure négociée avec publication) ;

Vu la décision du Conseil communal du 1 mars 2011 approuvant le démarrage de la procédure, les conditions d'attribution du marché, le montant estimé et la choix du marché (européenne procédure négociée avec publication) ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 mai 2011 approuvant le cahier des charges spécial N ° 2011-CQPPL-001 de la mission d'auteur de projet "DIVERCITY : exécution de la mission d'auteur de projet pour la construction d'un équipement multifonctionnel dans le cadre d'un contrat de quartier à Forest" ;

Vu le cahier des charges spécial, jointe à l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 13 octobre 2011 révisé le 26/10/2011 attribuant le marché au candidat qui a présenté l'offre le plus régulier et le plus avantageux (en tenant compte des critères d'attribution), plus précisément à A.M. V + & MSA, rue Le Lorrain 18 à 1080 Bruxelles (Molenbeek-Saint-Jean), pour le montant planifié et contrôlé de 414.546, 79, 62 EUR TVA non incluse ou 501.601 les €, 21 % TVA inclus pour la tranche ferme et de 11,42 % pour la tranche conditionnelle ;

Considérant que les spécifications particulières pour la commande des esquisses dans le cahier des charges spécial N ° 2011-CQPPL-001 liés à l'exécution de la mission d'auteur de projet "DIVERCITY : mission d'auteur de projet pour la construction d'un équipement multifonctionnel dans le cadre d'un contrat de quartier à Forest" ont été établi par le contrat de quartier ;

Vu que le marché en cours a été divisée en deux parties : une tranche ferme pour la mise en œuvre du programme du contrat de quartier et d'une tranche conditionnelle en ce qui concerne la construction d'une école communale primaire néerlandophone ;

Vu que la tranche conditionnelle ne pouvait doit être commandé qu'après avoir obtenue un accord de principe pour une subvention pour la construction de cette école ;

Conseil communal du 10 février 2015

Considérant qu'en date du 23 mai 2014, un accord de principe a été donné par la Commission communautaire flamande dans le cadre d'une subvention de 5.700.000 euros pour la construction de l'école communale primaire néerlandophone De Puzzel ;

Considérant que le montant du marché pour la tranche conditionnelle a été fixé à 11,42 % sur le montant estimatif des travaux, soit 556.496,60 EUR TVA exclus et 673.360, 88 EUR TVA incluse ;

Considérant que pour les frais d'honoraires pour les architectes pour la mise en œuvre de la tranche conditionnelle un crédit de 750 000, 00 EUR a été inscrit sur le service extraordinaire du budget 2014, sur l'article 7202/722-60 (MB n° 2) « Travaux de Construction sur les constructions en cours »;

Considérant que la construction de l'école communale primaire est estimée à € 8 200 000 et financé grâce à une subvention de la Commission communautaire flamande par Agion (Agence pour les infrastructures en matière d'éducation) à un taux de 70 %, soit un montant de 5.700.000, 00 EUR inscrit à l'article de recette 7202/995-52 » retenues par le Fonds de réserve extraordinaire" et par un emprunt pour le solde de 30 %, ou 2 500 000 EUR à l'article 7202/961-51 ;

Vu que cet emprunt fera l'objet d'une demande au gouvernement flamand de se porter garant au moment de l'emprunt ;

DECIDE,

D'attribuer le marché au bureau d'architectes A.M. V + & MSA, rue Le Lorrain 82 à 1080 Bruxelles pour l'exécution de la tranche conditionnelle pour le montant des travaux estimé ç soit 556.496, 60 EUR TVA exclus et 673.360, 88 EUR TVA comprise ;

D'envoyer la notification par moyen d'un recommandée au bureau d'architectes A.M. V + & MSA, rue Le Lorrain 82 à 1080 Bruxelles et d'inscrire à cet fin un montant de 750 000 EUR à l'article 7202/722-60 du service extraordinaire du budget 2014 ;

D'exécuter la tranche conditionnelle sous les mêmes conditions fixées dans le cahier des charges spéciales N ° 2011-CQPPL-001-Pont de Luttre établi par le contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre dans le cadre de leur projet "DIVERCITY" ;

De financer cette dépense par une subvention de la Commission communautaire flamande par Agion (Agence pour les infrastructures en matière d'éducation) à un taux de 70 %, soit un montant de 5.700.000, 00 EUR inscrit à l'article de recette 7202/661-51 "retenues par le Fonds de réserve extraordinaire" et par un emprunt pour le solde de 30 %, ou 2 500 000 EUR à l'article 7202/961-51 ;

À informer le Conseil communal de la présente décision lors du prochain Conseil communal ;

D'envoyer cette décision à l'autorité de Tutelle ; »

Considérant que le Conseil communal est prié de prendre acte de la présente décision;

Conseil communal du 10 février 2015

DECIDE,

De prendre acte de la décision du Collège du Bourgmestre et Echevins du 10 juillet 2014 relatif à l'exécution de la tranche conditionnelle pour la construction d'une nouvelle école communale néerlandophone à l'avenue du Pont de Luttre 140.

Artikel 32.

Nederlandstalige aangelegenheden - Openbaar Onderwijs - DIVERCITY: Opdracht tot uitvoering van de opdracht voor de bouw van een dienstencomplex in het kader van het wijkcontract te Vorst - Voorwaardelijke schijf - Opdracht tot het starten van de missie - Akteneming.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 juli 2014 (\$28418479\$) waarin het College de opdracht tot het starten van de missie voor de uitvoering van de voorwaardelijke schijf voor de bouw van een nieuwe Nederlandstalige gemeentelijke basisschool op de Luttrebruglaan 140 vastlegt;

Overwegende dat de consideranten van deze beslissing als volgt werden geacteerd op het College:
“Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 1 maart 2011 waarbij het opstarten van de procedure, de voorwaarden, het geraamde bedrag en de gunningswijze (onderhandelingsprocedure met Europese bekendmaking) van de opdracht werd goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 18 mei 2011 waarbij het speciaal lastenboek N° 2011-CQPPL-001 van de opdracht “DIVERCITY: Opdracht tot toewijzing voor de bouw van een dienstencomplex in het kader van een wijkcontract te Vorst” werd goedgekeurd;

Gelet op het speciaal lastenboek, bijlage aan het Koninklijk Besluit van 26 september 1996, en haar latere wijzigingen ;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 13 oktober 2011/B/076 herzien op 26/10/2011 waarbij de opdracht werd toegewezen aan de kandidaat die de regelmatigste en voordeligste offerte heeft ingediend (rekening houdend met de toewijzingscriteria), hetzij A.M.V+ & MSA, Le Lorrainstraat 18 te 1080 Brussel (Sint-Jans-Molenbeek), voor het voorziene en gecontroleerde bedrag van 414.546,79 € BTW niet inbegrepen of 501.601,62 €, 21% BTW inbegrepen voor de vaste schijf en 11,42% voor de voorwaardelijke schijf;

Overwegende dat het bijzondere bestek voor de opdracht projectontwerpen N° 2011-CQPPL-001 betrekking hebbend op de opdracht “DIVERCITY: Opdracht tot toewijzing voor de bouw van een dienstencomplex in het kader van een wijkcontract te Vorst” opgesteld werd door het wijkcontract;

Conseil communal du 10 février 2015

Overwegende dat de huidige opdracht opgedeeld werd in een vaste schijf voor de uitvoering van het programma van het wijkcontract en in een voorwaardelijke schijf met betrekking tot het bouwen van een Nederlandstalige gemeentelijke basisschool ;

Overwegende dat de voorwaardelijke schijf pas kon besteld worden van zodra er een principeakkoord voor een subsidie werd verkregen voor de bouw van deze school;

Overwegende dat er op 23 mei 2014 een principieel akkoord werd gegeven door de Vlaamse Gemeenschapscommissie met betrekking tot een subsidie van 5.700.000,00 EUR voor de nieuwbouw van de gemeentelijke basisschool De Puzzel ;

Overwegende dat het bedrag van de offerte van deze opdracht voor de voorwaardelijke schijf 11,42 % bedraagt op het geraamde bedrag van de werken, hetzij 556.496,60 EUR BTW niet-inbegrepen en 673.360,88 EUR BTW inbegrepen;

Overwegende dat voor de uitgave van de honoraria van de architecten voor de uitvoering van de voorwaardelijke schijf een krediet van 750.000,00 EUR werd ingeschreven op de buitengewone dienst van de begroting 2014, op het artikel 7202/722-60 (BW nr 2) “Bouwwerken aan gebouwen in uitvoering”;

Overwegende dat de oprichting van een Nederlandstalige school, geraamd op 8.200.000 € gefinancierd zal worden met een subsidie van de Vlaamse Gemeenschapscommissie via Agion (Agentschap voor Infrastructuur in het Onderwijs) naar rato van 70 %, hetzij een bedrag van 5.700.000,00 EUR ingeschreven op het ontvangstartikel 7202/995-52 “afhoudingen op het buitengewoon reservefonds”, en door een lening voor het resterend saldo van 30 % , hetzij 2.500.000,00 EUR op het artikel 7202/961-51;

Overwegende dat het voorzien is om een aanvraag in te dienen bij de Vlaamse Regering teneinde borg te staan bij het aangaan van de lening;

BESLIST,

De opdracht toe te wijzen aan het reeds aangeduide architectenbureau A.M. V+ & MSA, Le Lorrainstraat 82 te 1080 Brussel en dit voor de uitvoering van de voorwaardelijke schijf voor het geraamde bedrag van de werken, hetzij 556.496,60 EUR BTW niet-inbegrepen en 673.360,88 EUR BTW inbegrepen;

Het architectenbureau A.M. V+ & MSA, , Le Lorrainstraat 82 te 1080 Brussel een aangetekend toewijzingsbericht te sturen waarin hen de opdracht gegeven wordt om de uitvoering van de voorwaardelijke schijf te starten en daarvoor reeds een bedrag van 750.000 EUR in te schrijven op artikel 7202/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2014;

De opdracht te laten uitvoeren conform de reeds vastgelegde voorwaarden in het bijzonder bestek N°2011-CQPPL-001 opgemaakt door het wijkcontract Vroegegroenten-Luttrebrug in het kader van hun project “DIVERCITY”;

Deze uitgave te financieren met een subsidie van de Vlaamse Gemeenschapscommissie via Agion (Agentschap voor Infrastructuur in het Onderwijs) naar rato van 70 %, hetzij een bedrag van 5.700.000,00 EUR ingeschreven op het ontvangstartikel 7202/661-51

Conseil communal du 10 février 2015

“afhoudingen op het buitengewoon reservefonds”, en door een lening voor het resterend saldo van 30 % , hetzij 2.500.000,00 EUR op het artikel 7202/961-51;

De gemeenteraad over de huidige beslissing te informeren op de eerstvolgende gemeenteraad.

Deze beslissing over te maken aan de toezichhoudende overheid.”

Overwegende dat de gemeenteraad over deze beslissing geïnformeerd dient te worden;

BESLIST,

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 juli 2014 mbt de vastlegging van de opdracht tot het uitvoeren van de voorwaardelijke schijf voor de bouw van een nieuwe Nederlandstalige gemeentelijke basisschool op de Luttrebruglaan 140.

Monsieur Quartassi quitte la séance à 23h10.

De heer Quartassi verlaat de zitting om 23u10.

Article 33.

Les politiques communales de prévention en matière de polarisation et de radicalisation violente (à la demande de Madame Huytebroeck, conseiller communal).

Interpellation d'Evelyne HUYTEBROERCK, conseillère communale, au collège de Forest concernant les politiques communales de prévention en matière de polarisation et de radicalisation violente

Mon interpellation porte sur la question complexe de la polarisation et de la radicalisation violente. Déjà avant les derniers évènements qui ont marqué ce début d'année, des mesures concernant cette problématique ont été prises notamment par le Gouvernement fédéral. Certaines communes ont, récemment, engagé une personne chargée de « la prévention de la polarisation et du radicalisme sur le territoire communal ». Dans ce cadre, la zone de police Midi a obtenu une subvention pour engager une personne. Cette personne a été engagée par la commune d'Anderlecht, commune qui semble être la plus touchée par cette problématique au sein de la zone de police. Cependant, cette personne ne travaille que sur le territoire de la commune d'Anderlecht et pas sur les deux autres communes de la zone.

- ❖ Avez-vous le nombre de personnes parties en Syrie à partir de la commune de Forest ?
- ❖ Que comptez-vous faire par rapport à cette situation ?
- ❖ Un réseau intercommunal et interdisciplinaire « radicalisation violente » se réunit au niveau bruxellois. Notre commune y participe-t-elle ou compte-elle le faire ?

Conseil communal du 10 février 2015

On sait à quel point une politique préventive est très importante ; dans ce cadre, une attention particulière doit être portée à la formation et l'outillage des acteurs de premières lignes des services de prévention, de jeunesse et de cohésion sociale, mais aussi des professeurs de nos écoles.

- ❖ Le Collège a-t-il planché sur une politique de prévention de la polarisation et la radicalisation violente ? Si oui, quels sont les dispositifs actuellement dédiés à cet enjeu ?
- ❖ Quels moyens comptez-vous mobiliser pour contrer préventivement ces phénomènes inquiétants ?
- ❖ Qu'est-il prévu pour les acteurs de premières lignes et pour les professeurs des écoles communales ?

Pour un travail efficace de lutte contre le terrorisme et le radicalisme, les expériences montrent qu'il est important d'associer dans l'effort de prévention au niveau local les familles des jeunes partis combattre en Syrie ainsi que les responsables communautaires et de mosquées. Qu'est-il prévu à ce sujet dans les actions que vous comptez mener ?

Madame Pâques prend la parole :

« Comme l'a dit l'intervenante précédente, le Parlement bruxellois a déjà débattu au sujet des derniers attentats et des mesures à prendre en matière de sécurité, de prévention et de lutte contre le radicalisme.

Au-delà, des déclarations des uns et des autres, de la mobilisation et de la prise de conscience actuelle, il faut des actions réelles et structurelles sur le terrain.

Le drame de ce début d'année a réveillé la société et a montré combien les droits fondamentaux, notre démocratie, peuvent être fragiles.

Aujourd'hui, le combat qu'on doit mener est un combat de tous les démocrates contre l'obscurantisme et les ennemis de la liberté.

A côté des actions suggérées par les uns et les autres, aux différents niveaux, à côté du renforcement nécessaire des mesures de sécurité pour garantir à chacun son droit fondamental de vivre en sécurité, nous devons réfléchir à, et défendre, un nouveau modèle de société basé sur le principe de la laïcité de l'Etat - un modèle de société dans lequel :

- l'Etat est mis au centre du débat,
- les citoyens sont tous réunis autour d'un socle de valeurs communes, indispensables au vivre ensemble,
- le religieux est cantonné à la sphère privée,
- l'égalité entre hommes et femmes est défendue,
- chacun est respecté dans sa spécificité.

Les FDF ont déposé en ce sens une proposition de modification de la Constitution.

Le niveau local est le premier rempart face aux extrémismes de tout genre et des actions doivent y être initiées. Mais pour mener une action cohérente et efficace, il faut travailler aux niveaux communal, régional, national mais également européen.

Conseil communal du 10 février 2015

Au niveau de notre enseignement, un travail de fond doit être réalisé. Aujourd'hui, à 6 ans, un enfant va à l'école et ses parents ont le choix entre 2 heures de cours de religion ou de morale. A partir de 6 ans donc, un enfant peut déjà être cantonné dans un cursus, religieux ou non, sans connaître celui de son camarade de classe. Parce que chacun suit son propre cursus dans des classes séparées.

A la place de ce modèle actuel, nous proposons d'imposer à tous les enfants de suivre un cours d'histoire des religions, de citoyenneté... tous ensemble.

Nous sommes conscients que cette modification de programme nécessite des modifications importantes des législations mais cette réforme de l'enseignement est indispensable à nos yeux pour garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble. »

Madame El Yousfi trouve qu'on ne peut pas se tromper de débat, ni de lieu pour mener ce débat. Il faut prendre le temps d'analyser tous les constats et essayer d'y apporter des réponses. Elle trouve que la population n'est pas suffisamment entendue, qu'on se retrouve dans de la stigmatisation de part et d'autre, on est plus dans le slogan que dans la réponse, il y a un manque de responsabilisation politique.

Madame Gelas dit qu'elle est d'accord avec tout ce qui s'est dit, mais elle n'a pas compris la question qui est posée au collège, quelle action on attend du collège. Elle dit que le débat est très intéressant, mais qu'il n'est pas posé au bon endroit. La question doit être posée de manière concrète, mais elle est d'avis que ce n'est pas au niveau communal qu'on aura des réponses aux questions posées.

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

« Les questions de radicalisation violente sont naturellement traitées de manière permanente par l'éducation et l'instruction publique, par la cohésion sociale, la prévention et, en cas de passage à l'acte, par la nécessaire répression des services de sécurité et par la Justice.

Les premiers éléments de réponse à vos différentes questions sont les suivants : dans un premier temps, je répondrai à vos questions précises d'engagement et de développement d'un réseau intercommunal. Je développerai ensuite les exemples d'actions concrètes et d'outils mis en place par la commune au travers de différents services. Mais en premier lieu, j'aimerais rappeler que des mesures sont intégrées dans le plan pluriannuel régional de prévention qui débute en juillet 2015. L'un des axes d'intervention porte d'ailleurs sur les acteurs locaux (module de formations et de sensibilisation pour les agents communaux, éducateurs, policiers,...). En ce qui concerne l'engagement d'une personne à la commune d'Anderlecht se chargeant de la prévention de la polarisation et du radicalisme :

- Des contacts ont été pris avec la commune d'Anderlecht. La personne n'est pas encore engagée à l'heure actuelle (recrutement en cours).**
- De plus, le DPA de la zone de midi est composé entre autre d'une cellule information comprenant un agent s'occupant également de cette thématique et ce pour toute la zone.**
- En interne, le service de prévention de la commune a participé aux différents échanges entre communes. En effet, un de nos éducateurs est allé à une formation le 31/01/2015**

sur cette problématique et le Forum belge a alors invité les présents à participer à la plateforme d'échanges sur la radicalisation. Il est la personne de référence au sein de notre administration qui suit attentivement le dossier et qui participera aux futures réunions.

Il y aurait une dizaine de personnes qui seraient parties en Syrie.

Voici pour le premier volet. Pour le second volet, plusieurs compétences sont concernées :

Au niveau de la cohésion sociale, nos objectifs mobilisent et ce depuis toujours un grand nombre d'acteurs collectifs conscients du rôle très importants qu'ils jouent. Au sein de l'administration, le référent est le service de cohésion sociale. Au niveau de la société civile organisée, plus d'une vingtaine d'associations sont actives dans des domaines très divers. Les actions de quartier, l'alphabétisation, le soutien scolaire, l'insertion par le logement, l'aide alimentaire et bien d'autres interventions sont destinées à renforcer l'émancipation des individus et la construction d'espaces de rencontre entre ces individus.

(Pour info : budget alloué : Pratiquement, le Service Cohésion Sociale assure l'animation de ce réseau d'acteurs en les rencontrant régulièrement, aussi un budget d'un montant 577.855,15 € est distribué aux associations pour mener à bien leurs différents projets. Sans compter 45.443€ de financement communal et 93.595 de subsides communaux facultatifs.).

Exemple d'action pratique, le service de cohésion sociale en partenariat avec le BRASS et le service jeunesse coordonnent la venue de la pièce de théâtre Djihad. Ces partenaires et les promoteurs de la pièce montent une méthodologie de débat et un dossier pédagogique disponible pour toutes personnes qui le souhaitent. Ces éléments doivent permettre de mettre des mots qui ne blessent pas ou plus sur les réalités vécues ce dernier mois. La pièce se jouera au mois de septembre à Forest.

De plus la Commission de concertation de la cohésion sociale s'élargit tous les jours afin d'offrir un espace d'échanges, de coordination et de rencontre afin d'avoir un réel impact sur les questions du vivre ensemble.

En ce qui concerne nos écoles et le corps professoral, nous travaillons ensemble pour transmettre des valeurs en toute neutralité qui doivent aider nos jeunes à devenir des êtres capables de penser et d'agir librement.

En ce sens nos équipes éducatives à côté de la transmission des savoirs développent de nombreux projets de sensibilisation à la citoyenneté (conseil des élèves, participation des 6ème primaire à la semaine démocratie locale, la commémoration du 8 mai, les pavés de la mémoire, les unités de silence avec discussion élèves-enseignants,...) et encore bien d'autres projets ouverts sur la culture!

Depuis cette année scolaire un groupe de réflexion sur la citoyenneté (échevinal, direction et IP) est mis en place pour répertorier et mutualiser les nombreuses actions menées par nos écoles et les outils utilisés. Ceci permettra de soutenir nos jeunes enseignants.

Au niveau des sports, toute une série d'actions sont menées, on a une infrastructure sportive importante à Forest. Il y a un surnombre de clubs et là le respect à la règle est un phénomène reconnu. Monsieur Ouartassi, échevin des sports, a encore récemment

amené un nouveau projet, qui prône le fairplay et le respect des règles.

Le logement est une matière qui donne accès aux plus démunis et à leurs préoccupations, y compris les plus élémentaires. La transparence mise en place dans les politiques d'attribution permet de faire de la pédagogie de l'action des pouvoirs publics et donc de construire et renforcer la citoyenneté. Notre volontarisme amène ses résultats : politique intégrée entre les différents outils, premiers logements communaux, développement exponentiel de l'Agence Immobilière Sociale de Forest. Le pouvoir public forestois est aux côtés de chacun pour qu'il mène une existence conforme à la dignité. Le « Foyer du Sud » va mettre en rénovation +/- 200 logements dans les blocs jaunes.

Les politiques d'aménagement de l'espace public menées tant au niveau de la compétence urbanisme que de la revitalisation des quartiers de mon collègue Spapens sont ouvertes, à l'écoute et privilégient la concertation pour arriver à des solutions conformes à l'intérêt général. En particulier, nous sommes attentifs à éviter la gentrification qui serait une source d'exclusion supplémentaire.

Enfin, la compétence Environnement est très largement utilisée pour créer du lien entre habitants de toutes origines et couleurs. Le corridor écologique a permis notamment au travers d'ateliers pratiques d'échanger entre différents publics (public cible d'habitat et rénovation, les enfants du Cairn, les quartiers durables, le foyer forestois,...). De plus, ce type de projet amène à une réappropriation de l'espace public par tous les citoyens. Un autre exemple d'initiative est le projet de la fourche à la fourchette qui a pour objectif la rencontre sur le terrain de potagistes forestois et de bénéficiaires de colis alimentaires. Une réelle volonté de participation citoyenne et de rencontre citoyenne guident toujours ces projets.

C'est donc à travers diverses compétences, divers projets que nous travaillons tous au quotidien pour rapprocher les gens, partager, collaborer, échanger afin d'éviter un réel repli sur soi. »

Madame Huytebroeck remercie pour les réponses complètes.

Monsieur Mokhtari prend la parole : « A vous écouter, il n'y a qu'une dizaine de personnes qui posent problème à Forest, tout va bien au niveau de l'espace public, les écoles ça marche, le sport est excellent. Il trouve qu'il ne faut pas amener des pièces de théâtre, mais que les jeunes doivent eux-mêmes se mettre en scène. »

Monsieur le Bourgmestre répond que pour mener des actions, il faut de l'argent, on fait ce qu'on peut avec les moyens qu'on a, il est conscient que nos moyens sont totalement insuffisants. Il dit que si Monsieur Mokhtari a des solutions miracles, il peut les donner, qu'il les appliquera immédiatement.

Madame El Hamidine cite toute une série d'associations qui travaillent avec des jeunes : la Maison des jeunes, la Maison de Quartier Saint-Antoine, la Maison en Plus,... Il y a beaucoup de choses qui se font actuellement avec les jeunes et au niveau culturel. Elle veut bien lui expliquer.

Conseil communal du 10 février 2015

Monsieur le Bourgmestre conseille Monsieur Mokhtari d'aller visiter l'association « Entraide et Culture » avec Monsieur Borcy. Là, il pourra se rendre compte comment les gens du terrain travaillent.

Madame Père dit que l'attitude de Monsieur Mokhtari envers l'enseignement communal fait preuve de mépris envers l'équipe éducative qui fait un travail remarquable au jour le jour, il ne connaît pas le travail dans les écoles, il y a du travail de prévention qui se fait quotidiennement. Le premier bagage est l'apprentissage du français et des mathématiques, et puis il y a un travail d'ouverture sur le monde dans le respect de chacun quelles que soient les origines.

Monsieur Mokhtari répond que la moitié des écoles à Forest sont des « écoles-poubelles ».

Monsieur le Bourgmestre dit que le taux de réussite du CEB est très élevé à Forest, il se demande si Monsieur Mokhtari connaît la signification de « CEB » et il dit que l'attitude de Monsieur Mokhtari est scandaleuse.

Artikel 33.

Het gemeentelijke preventiebeleid inzake polarisering en gewelddadige radicalisering (op vraag van Mevrouw Huytebroeck, gemeenteraadslid).

Interpellatie van Evelyne HUYTEBROECK, gemeenteraadslid, aan het college van Vorst i.v.m. het gemeentelijke preventiebeleid inzake polarisering en gewelddadige radicalisering

Mijn interpellatie heeft betrekking op de complexe kwestie van de polarisering en de gewelddadige radicalisering. Reeds voor de evenementen die zich begin dit jaar voordeden, werden er al maatregelen i.v.m. deze problematiek genomen, o.a. door de Federale Regering. Sommige gemeenten hebben onlangs iemand aangeworven die belast is met de « preventie van de polarisering en het radicalisme op het gemeentelijke grondgebied ». In dit kader heeft de politiezone Zuid subsidies gekregen om een persoon aan te werven. Deze persoon werd door de gemeente Anderlecht aangeworven, gemeente die binnen de politiezone blijkbaar het meest onder deze problematiek lijdt. Deze persoon werkt echter alleen op het grondgebied van de gemeente Anderlecht en niet in de twee andere gemeenten van de zone.

- ❖ Weet u hoeveel personen er vanuit de gemeente Vorst naar Syrië zijn vertrokken?
- ❖ Hoe gaat u deze situatie aanpakken?
- ❖ Een intercommunaal en interdisciplinair netwerk « gewelddadige radicalisering » komt op het Brussels niveau samen. Neemt onze gemeente hieraan deel of is het de bedoeling dat zij hieraan gaat deelnemen?

Men weet dat preventiebeleid erg belangrijk is; in dit kader moet bijzondere aandacht geschonken worden aan de vorming en het ter beschikking stellen van middelen aan de

Conseil communal du 10 février 2015

eerstelijnsactoren van de preventiediensten, de diensten jeugd en sociale cohesie, maar ook aan de onderwijzers in onze scholen.

- ❖ Heeft het college al nagedacht over een preventiebeleid inzake polarisering en gewelddadige radicalisering? Zo ja, welke instrumenten worden hiervoor op dit ogenblik aangewend?
- ❖ Welke middelen bent u van plan te mobiliseren om deze onrustwekkende gebeurtenissen preventief te bestrijden?
- ❖ Wat is er voorzien voor de eerstelijnsactoren en voor de onderwijzers van onze gemeentescholen?

Om een doeltreffende strijd tegen het terrorisme en het radicalisme te voeren, is het bewezen dat men de families van de jongeren die ten strijde zijn getrokken naar Syrië moet betrekken bij de preventiemaatregelen op lokaal niveau, evenals de verantwoordelijken van de gemeenschappen en van de moskeeën. Wat is er in dit verband voorzien in de acties die u overweegt te ondernemen?

Mevrouw Pâques neemt het woord:

« Zoals de vorige spreekster reeds zei, werd er op het niveau van het Brussels Parlement al gedebatteerd over de jongste aanslagen en over de maatregelen die moeten worden getroffen op gebied van veiligheid, preventie en strijd tegen het radicalisme.

Bovenop de verklaringen van de ene en de andere, de mobilisatie en de huidige bewustwording, zijn er concrete en structurele acties nodig op het terrein.

Het drama in het begin van dit jaar heeft de maatschappij wakker geschud en heeft aangetoond hoe fragiel de fundamentele rechten, onze democratie, kunnen zijn. De strijd die we vandaag moeten voeren is er een van alle democraten tegen het obscurantisme en de vijanden van de vrijheid.

Naast de maatregelen die door de ene en de andere worden voorgesteld op de verschillende niveaus, naast de noodzakelijke versteviging van de veiligheidsmaatregelen om aan iedereen zijn fundamenteel recht te garanderen om in veiligheid te leven, moeten we nadenken over een nieuw maatschappelijk model, gebaseerd op het principe van scheiding van Kerk en Staat waarin:

- de Staat in het centrum van het debat staat,
- de burgers dezelfde gemeenschappelijke waarden hebben, die onontbeerlijk zijn om samen te leven,
- het religieuze in de privésfeer blijft,
- de gelijkheid tussen man en vrouw verdedigd wordt,
- eenieder gerespecteerd wordt in zijn eigenheid.

De leden van de FDF hebben in die zin een voorstel tot wijziging van de Grondwet ingediend.

Het lokale niveau is de eerste verdedigingswal tegenover allerlei soorten extremisme en er moeten op dat niveau acties worden ondernomen. Maar om coherente en doeltreffende acties te ondernemen, moet er gewerkt worden op gemeentelijk, gewestelijk, federaal en Europees niveau.

Op het niveau van het onderwijs moet inhoudelijk gewerkt worden. Vandaag gaat een kind op 6 jaar naar school en hebben zijn ouders de keuze tussen 2 lestijden godsdienst of twee lestijden zedenleer. Vanaf 6 jaar wordt een kind dus al in een les gedwongen, al dan niet religieus, zonder die van zijn klasgenootje te kennen, omdat iedereen een aparte les in een apart klaslokaal volgt.

In plaats van huidig model stellen wij voor dat alle kinderen samen les volgen over de geschiedenis van de godsdiensten, over het burgerschap... allen tesamen.

Wij zijn er ons van bewust dat dit belangrijke wijzigingen van de wetgevingen zal vergen maar in onze ogen is deze hervorming van het onderwijs onontbeerlijk om de sociale cohesie en het samenleven te garanderen ».

Mevrouw El Yousfi zegt dat we ons niet van debat mogen vergissen, noch van plaats om het debat te voeren. Men moet de tijd nemen om de bevindingen te analyseren en om te proberen er antwoorden op te geven. Ze vindt dat er niet voldoende naar de bevolking geluisterd wordt, dat er van weerskanten gestigmatiseerd wordt. We bevinden ons meer in de “slogan” dan in de antwoorden, er is te weinig politieke responsabilisering.

Mevrouw Gelas zegt dat ze akkoord gaat met alles wat er gezegd werd, maar dat ze niet begrepen heeft welke vraag nu aan het college wordt gesteld, wat men van het college verwacht. Ze vindt het debat interessant, maar ze is van mening dat het niet op de juiste plaats gevoerd wordt. De vraag moet concreet gesteld worden, maar ze is van mening dat we op het gemeentelijk niveau niet de antwoorden zullen krijgen op de gestelde vragen.

De heer Burgemeester neemt het woord:

« De vragen omtrent de gewelddadige radicalisering worden uiteraard permanent behandeld door de diensten opvoeding en het openbaar onderwijs, door de sociale cohesie, de preventie en, indien er feiten worden gepleegd, door de noodzakelijke repressie van de veiligheidsdiensten en door Justitie.

De eerste antwoorden op jullie diverse vragen zijn de volgende: in eerste instantie zal ik u antwoorden op uw vragen wat betreft de aanwerving en de ontwikkeling van een intercommunaal netwerk. Daarna zal ik u concrete voorbeelden geven van acties en instrumenten die opgezet werden door de gemeente via verschillende diensten. Maar eerst en vooral wil ik u eraan herinneren dat er maatregelen opgenomen werden in het meerjarige gewestelijke preventieplan dat van start gaat in juli 2015. Een van de interventiepijlers heeft overigens betrekking op de lokale actoren (vormingen en sensibilisering voor de gemeentelijke agenten, opvoeders, politieagenten,...). Wat betreft de aanwerving in de gemeente Anderlecht van een persoon, belast met de preventie van de polarisering en van het radicalisme:

- Er werd contact opgenomen met de gemeente Anderlecht. Op dit ogenblik is die persoon nog niet aangeworven (de aanwervingsprocedure is aan de gang).
- Bovendien bestaat de DPA van de zone Zuid ondermeer uit een informatiecel waarin er een agent werkt die zich tevens met deze thematiek bezighoudt en dit voor de ganse zone.
- Intern, heeft de preventiedienst van Vorst deelgenomen aan de verschillende vergaderingen tussen gemeenten. Een van onze opvoeders heeft op 31/01/2015 een vorming gevolgd over deze problematiek en het Belgische Forum heeft de aanwezigen uitgenodigd om deel te nemen aan het platform waarin gedachten uitgewisseld worden i.v.m. radicalisering. Hij is de referentiepersoon in onze gemeente die het dossier aandachtig volgt en aan de toekomstige vergaderingen zal deelnemen.

Een tiental personen zou naar Syrië zijn vertrokken.

Tot hier voor het eerste luik. Wat het tweede luik betreft, zijn er verschillende bevoegdheden betrokken:

Op het niveau van de sociale cohesie mobiliseren onze doelstellingen sinds lange tijd een groot aantal collectieve actoren die bewust zijn van de belangrijke rol die ze vervullen. Binnen het bestuur vervult de dienst sociale cohesie de rol van referent. Op het niveau van de georganiseerde burgermaatschappij zijn er meer dan twintig verenigingen actief op zeer diverse gebieden. De wijkacties, de alfabetisering, de schoolondersteuning, de integratie via de huisvesting, de voedselhulp en vele andere interventies zijn bedoeld om

de emancipatie van de individuen en de bouw van ontmoetingsplaatsen tussen deze individuen te versterken.

(Ter informatie : toegekende begroting : In de praktijk verzekert de dienst Sociale Cohesie de animatie van dit netwerk van actoren door ze regelmatig te ontmoeten; zo wordt er een bedrag van 577.855,15 € verdeeld onder de verenigingen zodat ze hun projecten goed kunnen uitwerken. Dan is er nog 45.443 € aan gemeentelijke financiering en 93.596 € aan facultatieve gemeentelijke subsidies.)

Zie hier een praktisch voorbeeld: de dienst sociale cohesie, in samenwerking met BRASS en de dienst jeugd, coördineert de komst van het theaterstuk Djihad. Deze partners en de promotor van het stuk hebben een methodologie opgesteld voor een debat en een pedagogisch dossier is beschikbaar voor alle personen die dit wensen. Deze elementen moeten het mogelijk maken om woorden te gebruiken die niet of niet meer kwetsen over de realiteiten die we deze laatste maand hebben beleefd. Het stuk zal in september in Vorst gespeeld worden.

Daarenboven wordt de overlegcommissie van de sociale cohesie elke dag uitgebreid om een ruimte voor uitwisselingen, coördinatie en ontmoeting te bieden om een echte impact te hebben op de vragen die men zich stelt over het samenleven.

Wat onze scholen en het onderwijzend personeel betreft, werken wij samen om waarden door te geven in alle neutraliteit die onze jongeren moeten helpen om mensen te worden die in staat zijn vrij te denken en te handelen.

Onze opvoedkundige teams werken in deze zin, naast het overbrengen van kennis, talrijke sensibiliseringsprojecten uit i.v.m. burgerschap (leerlingenraad, deelname van de zesde leerjaren aan de week van de lokale democratie, de herdenking van 8 mei, de 'pavés de la mémoire', de stille ogenblikken met discussies leerlingen-leerkrachten,...) en nog vele andere culturele projecten.

Sinds dit schooljaar werd er een denkgroep opgestart i.v.m. burgerzin (schepen, directie en openbaar onderwijs) om de verschillende acties die in onze scholen ondernomen worden en de gebruikte instrumenten op te nemen in een lijst en te verdelen. Dit zal ons in staat stellen om onze jonge leerkrachten te ondersteunen.

Op gebied van sport wordt een hele reeks acties ondernomen. We hebben een belangrijk aanbod aan sportinfrastructuur in Vorst. Er zijn heel veel sportclubs en daar is het naleven van de regel een erkend fenomeen. De heer Quartassi, schepen van sport, heeft onlangs nog een nieuw project aangebracht dat de fairplay en het naleven van de regels vooropstelt.

Met de huisvesting raakt men de minstbedeelden en hun bekommernissen, zelfs de meest elementaire. De transparantie in het toewijzingsbeleid maakt het mogelijk om de pedagogie van de werking van de openbare besturen te maken en dus de burgerzin te ontwikkelen en te verstevigen. Onze daadkrachtigheid werpt zijn vruchten af : geïntegreerd beleid tussen de verschillende instrumenten, eerste gemeentewoningen, grote ontwikkeling van het Sociale Verhuurkantoor van Vorst. Het Vorstse bestuur ondersteunt iedereen opdat hij een waardig bestaan zou kunnen leiden. De "Foyer du Sud" gaat 200 woningen in de "gele blokken" renoveren.

Het beleid van inrichting van de openbare ruimte, dat zowel op het niveau van de dienst stedenbouw gevoerd wordt als op het niveau van de heropleving van de wijken van mijn collega Charles Spapens, is bereid tot luisteren en bevoordeelt het overleg om tot oplossingen te komen die voldoen aan de eisen van het algemeen belang. Zo zijn wij bijzonder aandachtig om gentrificatie te vermijden want dit zou een bijkomende bron van uitsluiting betekenen.

Ten slotte wordt de bevoegdheid Leefmilieu op een heel brede wijze gebruikt om banden te scheppen tussen de inwoners van allerlei afkomsten en kleuren. De ecologische

corridor heeft ons onder andere in staat gesteld om door middel van praktische workshops uitwisselingen te doen tussen verschillende soorten publiek (doelgroep van 'Habitat et Rénovation', de kinderen van de Cairn, de duurzame wijken, de Vorstse haard,...). Dit soort project leidt er bovendien toe dat de openbare ruimte opnieuw toegeëigend wordt door alle burgers. Een ander initiatief is bijvoorbeeld het project 'Van riek tot vork' dat tot doel heeft tuinbouwers en mensen die voedselpakketten ontvangen, samen te brengen op het terrein.

Een echte wil van burgerparticipatie en ontmoetingen tussen burgers is steeds de richtlijn van deze projecten.

We werken dus allemaal dagelijks, via diverse bevoegdheden, diverse projecten om de mensen dichter bij elkaar te brengen, te delen, samen te werken, uitwisselingen te doen om te vermijden dat de mensen zich in zichzelf keren. »

Mevrouw Huytebroeck dankt voor de volledige antwoorden.

De heer Mokhtari neemt het woord: « Als ik naar jullie luister, zijn er slechts een tiental mensen die in Vorst voor problemen zorgen, alles gaat goed op het gebied van openbare ruimte, de scholen functioneren goed, de sportdienst werkt uitstekend. Hij is van mening dat men geen theateropvoeringen moet doen, maar dat men de jongeren zelf moet laten spelen.

De heer Burgemeester antwoordt dat er geld beschikbaar moet zijn om actie te ondernemen; we doen wat we kunnen met de middelen die we hebben; hij is er zich van bewust dat onze middelen onvoldoende zijn. Hij zegt dat indien de heer Mokhtari mirakeloplossingen heeft, hij ze mag geven en dat we ze onmiddellijk zullen toepassen. Mevrouw El Hamidine somt een hele reeks verenigingen op die met jongeren werken: het Jeugdhuis, het Buurthuis Sint-Antonius, het 'Maison en Plus'... Er worden momenteel veel dingen gedaan met de jongeren en ook op cultureel vlak.

Ze is bereid om hem dat uit te leggen.

De heer Burgemeester raadt de heer Mokhtari aan om de vereniging 'Entraide et Culture' te gaan bezoeken met de heer Borcy. Daar zal hij kunnen zien hoe de mensen op het terrein werken.

Mevrouw Père zegt dat de heer Mokhtari een neerbuigende houding heeft tegenover het gemeentelijke onderwijs en het onderwijzend personeel dat dag op dag een opmerkelijk werk verricht; dat hij het werk in de scholen niet kent. Er wordt dagelijks preventief werk verricht. Het eerste wat moet aangeleerd worden is de Franse taal en wiskunde, daarna wordt er werk gemaakt van een open geest naar de wereld met respect voor iedereen ongeacht zijn afkomst.

De heer Mokhtari antwoordt dat de helft van de scholen in Vorst "vuilbakscholen" zijn.

De heer Burgemeester zegt dat in Vorst het percentage leerlingen dat zijn 'CEB' (getuigschrift basisonderwijs) behaalt, heel hoog ligt; hij vraagt zich af of de heer Mokhtari de betekenis van 'CEB' wel kent. Hij zegt dat de houding van de heer Mokhtari schandalig is.

Conseil communal du 10 février 2015

Mesdames Huytebroeck et Langbord et Messieurs Bairouk, Mokhtari et Tahri quittent la séance à 23h45.

Mevrouwen Huytebroeck en Langbord en de heren Bairouk, Mokhtari en Tahri verlaten de zitting om 23u45.

Monsieur Hacken veut aborder une rapide question orale.

Il rappelle son intervention du 18 novembre concernant les problèmes d'éclairage aux centres Primeurs et Bempt, que quand l'éclairage ne fonctionne pas en hiver, cela implique que l'espace est encore plus réduit pour les enfants pour jouer aussi bien en semaine que pendant le week-end.

Pourquoi rien n'a bougé depuis lors ?

Monsieur Loewenstein répond que beaucoup de choses ont été faites depuis la dernière interpellation.

Au niveau du Bempt : Tout ce qui a été dit lors de la dernière interpellation a été fait. Les condensateurs ont été installés. Certains ont tenu, d'autres pas. Le gros marché de 750.000 € pour la rénovation du terrain synthétique et l'éclairage des terrains a été décalé dans le temps à cause d'un recours d'un des candidats. L'entrepreneur commence maintenant et débute les travaux avec la réparation de l'éclairage. L'éclairage sera totalement rénové d'ici quelques semaines et ensuite le marché sera poursuivi avec la rénovation du terrain synthétique.

Pour les Primeurs, un marché en 249 a été lancé. Le matériel est en cours de réception et la Salle des Primeurs sera donc remise en état très prochainement, dans les prochains jours, voire dans quelques semaines. Il rappelle les contraintes qu'on peut rencontrer au niveau du budget, du respect de la loi sur les marchés publics...

De heer Hacken wenst vlug een mondelinge vraag te stellen.

Hij herinnert aan zijn tussenkomst van 18 november i.v.m. de verlichtingsproblemen in de sportcentra Primeurs en Bempt, dat wanneer de verlichting in de winter niet werkt, de beschikbare ruimte voor de kinderen om te spelen nog kleiner is, zowel tijdens de week als in het weekend.

Waarom werd er sindsdien niets gedaan?

De heer Loewenstein antwoordt dat er veel gedaan werd sinds de laatste interpellatie. Wat betreft de Bempt : Alles wat gezegd werd tijdens de vorige interpellatie, werd uitgevoerd. De condensatoren werden geïnstalleerd. Sommige hebben stand gehouden, andere niet. De grote opdracht van 750.000 € voor de renovatie van het synthetische terrein en de verlichting van de terreinen werd verdaagd in de tijd omdat één van de

Conseil communal du 10 février 2015

kandidaten beroep heeft ingediend. De ondernemer gaat nu beginnen en start de werkzaamheden met de herstelling van de verlichting. De verlichting zal over enkele weken volledig vernieuwd zijn en vervolgens zal de opdracht verdergezet worden met de renovatie van het synthetische terrein.

Voor de sportzaal Primeurs werd er een opdracht in artikel 249 opgestart. Het materiaal wordt geleverd. De zaal zal dus heel binnenkort in orde gebracht worden, over enkele dagen of enkele weken. Hij herinnert aan de problemen die we kunnen tegenkomen op het gebied van de begroting, de naleving van de wetten op de overheidsopdrachten...

La séance publique est levée à 23h50.

Le conseil se constitue à huis-clos.

De openbare zitting wordt geheven om 23u50.

De raad vergadert besloten.

La séance est levée à 23h50.

De zitting wordt geheven om 23u50.

Le Secrétaire communal f.f.,

Betty MOENS.

Le Bourgmestre - Président,

Marc-Jean GHYSSELS.